

Histoires insolites de la Grande Guerre

Julien Arbois

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.com

Julien Arbois

Histoires insolites de la Grande Guerre



Histoires insolites de la Grande Guerre

Julien arbois

City

© City Editions 2013

Couverture : D.R./Studio City

ISBN : 9782824649962

Code Hachette : 51 3624 7

Rayon : Histoire

Catalogues et manuscrits : www.city-editions.com

Conformément au Code de la Propriété Intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, et ce, par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation préalable de l'éditeur.

Dépôt légal : novembre 2013

Imprimé en France

Sommaire

Introduction

La révolte des poilus

Fusillés pour l'exemple

Le rationnement de la nourriture

Le « père Pinard »

Face à la Grosse Bertha

La trêve de Noël, les ennemis fraternisent

60 millions d'obus tirés à Verdun

Le sort de la France entre les mains des taxis

Quand les poilus mangent du « singe »

« Torpilles » et « marmites »

Quand Charles Péguy défie la mort

De la boue jusqu'au ventre

« Boches » et « poilus »

Réparer les gueules cassées

L'omniprésence de la mort

Mutilés, orphelins et veuves

Chasse aux rats et aux « totos »

Les permissions se font attendre

Porte-bonheur et superstitions

Comment construire une tranchée ?

L'arrivée des premiers chars

« L'affaire d'un mois » : l'illusion de 1914

Les troupes se lancent dans la course à la mer

Sur le front de l'Est

La guerre se déploie en Afrique

Le désastreux Chemin des Dames

Le génocide arménien

L'Ossuaire de Douaumont recueille les restes des disparus

« Pour tous, il sera le plus grand »

Les villages fantômes

La chasse aux déserteurs

L'argot des poilus

Le fusil Lebel et sa Rosalie

Les nettoyeurs de tranchées
Apollinaire et la guerre
Les avions pendant la Grande Guerre
Monstres du ciel
L'obusite : les séquelles de la guerre
Où l'on entend parler à nouveau d'Alfred Dreyfus
La popote des tranchées
Des poilus oubliés pendant un siècle
Léon Vivien, le poilu virtuel
Les marraines de guerre
L'incroyable destin des « poilus d'Alaska »
Les derniers poilus
La destruction de la cathédrale de Reims
Le zouave inconnu de Drie Grachten
La Grande Guerre du capitaine de Gaulle
La cargaison secrète du Lusitania
Lucien Bersot et le pantalon rouge
La grippe espagnole de 1918, plus meurtrière que la guerre
Le commando Tiling veut combattre en Normandie
L'uniforme du poilu s'adapte tardivement à la guerre
Jean Jaurès, première victime de la guerre
Les travailleurs chinois de la Première Guerre mondiale
La Grande Guerre pollue toujours
Le faux Paris, le trompe-l'œil contre les bombardements
Maurice Maréchal et le violoncelle des tranchées
Le mystère de la mort de Guynemer
La Grosse Bertha n'a jamais bombardé Paris
La syphilis et le bordel
Les journaux des tranchées
Les prisonniers de la Grande Guerre
Chiens de guerre, les autres héros
Trente kilos sur le dos !
Le football, sport des tranchées
La Grande Guerre de la Grande Boucle
Le fléau des automutilations
La Chanson de Craonne

Les monuments aux morts pacifistes

Attention au pied de tranchée !

Des civils pris en otage et déportés

Bienvenue au Poilu's-Park !

Quand les navires alliés étaient des œuvres d'art moderne

Les pigeons, ces héros de la Grande Guerre

Les écrivains dans la Grande Guerre

Les pensions des veuves de guerre : la valeur d'une vie

Les pupilles de la Nation

Émile Després, enfant héros et enfant martyr

Le plus jeune poilu

Nommer la guerre

Vivez la Grande Guerre en jeu vidéo !

Quand la bande dessinée raconte la Première Guerre mondiale

La Croix-Bleue et la Croix-Violette soignent les chevaux soldats

La mode de l'art des poilus

Dans la zone rouge

Marie Marvingt, femme soldat

Lutter contre les gaz

Augustin Trébuchon et les poilus du dernier jour

Le courrier pendant la Grande Guerre

Jean des Embuscadins



Introduction

Connaissez-vous l'histoire du commando Tilling ? Avez-vous déjà entendu parler des exploits de Marie Marvingt et de Jean-Corentin Carré ? Saviez-vous que l'armée française voulait créer un faux Paris pour qu'il soit bombardé par les avions allemands ? Les noms de Lucien Bersot, d'Augustin Trébuchon et de Lazare Ponticelli vous sont-ils familiers ? Êtes-vous intéressé par l'art des poilus, leur argot, leurs écrits et leurs révoltes ? Savez-vous construire une tranchée ?

Pour le centenaire de la Première guerre mondiale, *Histoires insolites de la Grande Guerre* vous propose une plongée dans la petite histoire de la guerre, du départ au front au dur retour au bercail, en passant par les permissions tant espérées, de la haine mutuelle à la célèbre trêve de Noël, des plus grandes batailles à la vie quotidienne des poilus.

Cette histoire, c'est aussi celle des armes nouvelles qui investissent les champs de bataille, des chars et des avions, des « torpilles », des « marmites » et du fusil Lebel. C'est également celle des déserteurs et des embusqués, des simulateurs et des gueules cassées, des travailleurs chinois et des civils déportés, mais aussi des veuves et des pupilles de la Nation. C'est enfin celle des territoires dévastés, de la cathédrale de Reims, des villages fantômes de la zone rouge, des ossuaires et des monuments aux morts.

De la Grosse Bertha à la chanson de Craonne, du « singe » au Poilu's-Park, la guerre de 14-18 n'aura plus de secrets pour vous !



La révolte des poilus

En 1917, alors que la guerre s'éternise et que les conditions dans les tranchées n'ont jamais été si dures, la nouvelle de la révolution survenue en Russie en février parvient aux soldats du front un mois plus tard, en mars. On a longtemps rapporté à ce précédent historique les révoltes qui vont secouer les tranchées au long de l'année, mais il semble que l'explication en soit plus prosaïque.



Le général Nivelle, qui commande les forces françaises, a mis au point un nouvel assaut qui doit également être le dernier : il a promis à tous la fin de la guerre et le retour au foyer. Cependant, Nivelle n'a pas fait preuve de plus d'imagination que ses prédécesseurs : la formule qu'il a choisie consiste toujours à mener un assaut frontal contre des positions allemandes retranchées et fortifiées.

L'offensive Nivelle devient vite connue sous le nom de bataille du Chemin des Dames : deux mois d'assauts infructueux coûtent la vie à près de 200 000 hommes du côté français sans avancée notable.

La lassitude des soldats est extrême ; ils ont l'impression d'être sacrifiés sans aucune considération de la part de leur état-major, d'autant que les permissions se sont espacées, voire ont toutes été annulées.

Pire encore, après un bref arrêt des combats courant avril, l'ordre est donné aux soldats français de reprendre l'assaut exactement dans les mêmes conditions. L'espoir d'obtenir un résultat différent est donc bien maigre.

C'est à ce moment que les mutineries éclatent dans les rangs français. Mais si certains soldats sont bien influencés par les événements russes et entonnent des slogans anarchistes lors de leurs manifestations de colère, la plupart ont des revendications bien plus terre à terre : ils souhaitent simplement qu'on ne sacrifie plus leurs vies dans des batailles incohérentes et qu'on leur accorde des permissions. Certains soldats se mutilent volontairement pour être renvoyés à l'arrière, mais la stratégie est risquée : démasqués par les médecins à cause des traces de poudre qui constellent leurs blessures infligées à bout portant, ils peuvent être durement sanctionnés.

La majorité des soldats refusent simplement de monter au front, mais ils

tiennent leurs positions : ils parlent eux-mêmes de grève et non de mutineries. Leur mouvement est également suivi à l'intérieur du pays par les civils et les femmes qui participent à l'effort de guerre et veulent de meilleures conditions de travail.

L'état-major est bientôt dépassé par les événements. La répression violente qui était son moyen de maintenir l'ordre jusqu'ici ne peut plus s'appliquer : c'est une énorme proportion de l'armée française qui est concernée par ce mouvement de fond. Soixante-huit divisions sur les 110 que comptent nos troupes, soit entre 60 000 et 90 000 hommes.

Trois mille cinq cents condamnations sont prononcées, dont la moitié à des travaux forcés, et un demi-millier à la peine de mort, mais, pour ne pas mettre le feu aux poudres, le président Poincaré gracie une grande partie de ceux qui sont promis à la peine capitale : seuls 26 hommes sont effectivement exécutés pour acte de rébellion (il est cependant impossible d'en avoir confirmation du fait de la fermeture des archives militaires jusqu'en 2014).



La décision qui va permettre de ramener le calme est le remplacement du général Nivelle à la tête des armées par Philippe Pétain à la mi-mai. Pétain va se montrer moins dur et borné que son prédécesseur, accorder notamment les permissions que les soldats réclamaient et arrêter les offensives frontales les plus meurtrières. Le mouvement commence à refluer courant juin, non sans avoir provoqué chez les gouvernants la peur d'une contamination à l'échelle nationale.



Fusillés pour l'exemple

Quiconque a vu le célèbre film *Les Sentiers de la gloire* (*Paths of Glory*), réalisé en 1957 par Stanley Kubrick, a déjà pu se familiariser avec le caractère impitoyable de la discipline militaire française sur le front durant la Première Guerre mondiale. Le film est inspiré de faits réels, survenus en 1915 à Souain. Le général Réveilhac, furieux que ses soldats refusent de se livrer à un assaut sans espoir contre des positions allemandes, fait alors tirer sur ses hommes, puis juger par un tribunal militaire ses propres caporaux qui n'avaient pas fait respecter ses ordres dans les rangs.



Les quatre caporaux (Théophile Maupas, Louis Lefoulon, Louis Girard, Lucien Lechat) sont fusillés dans la foulée. Dans le film, l'un d'eux, blessé et sur une civière, est ranimé pour être exécuté. Cette anecdote est tirée d'un autre épisode tragique et véridique : l'exécution du sous-lieutenant Jean-Julien-Marius Chapelant en 1914. Blessé et épuisé, Chapelant n'avait pu revenir au front et on le fusilla rapidement pour l'exemple. Il fut ensuite enterré dans une fosse commune pour ajouter l'infamie à l'injustice.

La hiérarchie militaire n'hésita pas tout au long de la guerre à avoir recours à ces stratégies de terreur pour imposer une discipline des plus strictes à des soldats auxquels on avait promis un conflit réglé en moins d'un mois. Dès le début de la guerre, les autorités françaises avaient supprimé les différents éléments qui auraient pu permettre aux soldats mis en cause d'assurer leur défense : plus de sursis, ni de recours en révision, ni de circonstances atténuantes, ni droit de grâce (il sera rétabli en 1916). L'exécution devait avoir lieu dans les 24 heures suivant la prononciation de la sentence, selon les instructions du général Joffre lui-même.

Les fusillés pour l'exemple furent légion, spécialement pour inspirer la terreur parmi leurs camarades. On estime à 2500 le nombre de soldats qui furent condamnés à la peine capitale, pour 600 exécutions effectives (les autres sanctions étant commuées en travaux forcés).

Cependant, ce bilan ne tient pas compte des exécutions sommaires dont les soldats témoignèrent par la suite dans leurs mémoires. Il n'est alors pas rare qu'un gradé prenne sur lui d'abattre d'une balle dans la tête sans autre forme de procès un déserteur ou un soldat qui refuse le combat. Il est ensuite facile

de faire passer cet assassinat brutal pour une perte au combat.

Les motifs d'exécution sont nombreux, mais les deux principaux restent la mutilation volontaire, pour pouvoir être évacué du front, et les désertions, dont le nombre augmente au fur et à mesure que la violence et le caractère impitoyable des combats poussent les soldats à tenter leur chance face à la gendarmerie prévôtale qui est chargée de veiller à l'obéissance des troupes. Des dizaines de milliers d'hommes forment ainsi un rideau derrière le front et patrouillent en permanence pour confondre les fuyards.

La violence et l'arbitraire de la parodie de justice exercée par l'armée est finalement relayée par la presse et les familles des soldats, amenant le gouvernement français à atténuer les sanctions au fur et à mesure. Les trois quarts des soldats exécutés le sont en 1914 et 1915, avant que le poids de l'opinion ne fasse revenir la commutation des peines et que les conseils de guerre spéciaux – les plus expéditifs – ne soient supprimés en 1916.



Le rationnement de la nourriture

En raison de l'ampleur de l'effort consenti dès le début de la Première Guerre mondiale, la nourriture devient rapidement un problème majeur à tous les niveaux, pour les soldats engagés au front comme pour les civils restés à l'arrière. Les civils sont cependant plus durement touchés en raison des priorités définies par le gouvernement qui favorise en premier lieu les soldats.



Des catégories sont mises en place pour déterminer l'ordre de préséance dans la distribution des vivres : ainsi, la catégorie « E » regroupe les enfants, la « A », les adultes, la « J », les jeunes, la « T », les travailleurs, la « C », les cultivateurs, la « V » (la moins bien pourvue), les vieillards. L'absence des hommes des champs, remplacés par les femmes et les enfants, diminue sévèrement le volume des récoltes, et la nourriture commence à être rationnée et réquisitionnée pour les troupes.

Ce rationnement s'applique rapidement à tout le territoire national et porte sur de nombreuses denrées de première nécessité : le pain, bien sûr, mais aussi la farine, la viande, le lait, le pétrole, le sucre (lequel sera d'ailleurs soumis à un accès restreint jusqu'en 1921). Chacun se voit attribuer des tickets de rationnement en fonction de sa catégorie.

Ainsi, les travailleurs ont droit à 700 grammes de pain par jour, les enfants de moins de 6 ans, à 300 grammes, les cultivateurs, à 500 grammes. Toutes les autres catégories sont limitées à 400 grammes. La viande n'est disponible que deux fois par semaine, le sucre est attribué à raison de 750 grammes par mois. Dans ces conditions, le marché noir se développe dans de larges proportions.

La rareté des ressources provoque une inflation entretenue par les fournisseurs, qui n'hésitent pas à stocker leurs marchandises afin d'en faire grimper artificiellement les prix. Les gens de l'arrière se plaignent de cette « *vie chère* », et la pénurie alimentaire provoque de nombreux soulèvements chez les femmes réquisitionnées dans les usines ou aux champs. La famine frappe l'ensemble du pays, et il n'est pas rare de voir des gens mourir de faim.

Les soldats ont quant à eux théoriquement droit tous les jours à 700 grammes de pain, 500 grammes de viande, 100 grammes de légumes (des

fayots la plupart du temps), à du café, du lard (qui sera mis dans la soupe que les hommes partagent) et à un verre de vin. Cependant, le ravitaillement en lui-même pose problème du fait de la distance qu'il doit parcourir avant de parvenir au front.

Il n'est pas rare qu'il n'arrive jamais à ses destinataires, qu'il soit détourné ou détruit par les bombardements d'obus qui balayent incessamment les zones de combat. D'autant que la nourriture, acheminée en partie par autobus, doit ensuite être transportée soit par des hommes, soit par des chevaux sur les derniers kilomètres (qui constituent généralement un bourbier inextricable).

Mais les bêtes sont elles aussi durement touchées par les problèmes d'approvisionnement : le fourrage se fait aussi rare que le blé, et pour les mêmes raisons (l'absence d'hommes aux champs a fortement réduit les rendements agricoles). Les chevaux sont donc conservés autant que possible pour le transport de l'artillerie, mais le transport des denrées alimentaires ne s'en fait que plus aléatoire. Si les livraisons se font attendre, les soldats ont avec eux des réserves : des biscuits secs et du corned-beef, qu'ils appellent du « singe » (voir *Quand les poilus mangent du « singe »*).



Le « père Pinard »

Le vin distribué aux soldats quotidiennement pendant la Grande Guerre va avoir un rôle très important à jouer. La guerre survient dans des circonstances particulières pour la production viticole française.

Après une période, au début du XXe siècle, de sous-production chronique due à des conditions météorologiques exécrables, les récoltes donnent à plein les années suivantes, entraînant une surproduction de plusieurs millions d'hectolitres à l'échelle du pays.



Les producteurs du Languedoc sont les plus sévèrement touchés, restant avec de grandes quantités d'invendus. Aussi, lorsque la guerre éclate, ils sont plus que ravis d'offrir immédiatement aux troupes 200 000 litres de vin pour soutenir le moral des soldats.

Ce geste inaugural va donner le ton d'une mise à contribution beaucoup plus systématique du vin pour de nombreuses raisons, aussi bien par les politiques que par les poètes ou les patriotes qui y virent un moyen de différencier les deux puissances belligérantes au profit de la France.

Les politiques et les membres de la hiérarchie militaire voient très vite les avantages qu'ils pourraient tirer d'une distribution quotidienne de vin aux hommes de troupe : moyen efficace de lutter contre la peur omniprésente dans les tranchées, l'alcool est également un artifice idéal pour éviter que les hommes n'articulent clairement des revendications politiques ou humaines trop gênantes.

On loue donc rapidement les qualités fortifiantes du vin français, que l'on distribue généreusement avant les assauts. Cela peut d'ailleurs avoir des conséquences fâcheuses. Ainsi, comme le raconte le soldat Anselme Martin dans une lettre : « L'attaque est prévue en fin de matinée ; il y aura une préparation d'artillerie avant, on commence à distribuer de l'alcool aux hommes dans les tranchées de première ligne, les hommes sont ivres, ils n'attendent pas, montent à l'assaut, c'est un carnage ! Devant moi un homme au sol hurle ; il n'a plus de jambes ! »

Il faut dire aussi que le vin distribué aux soldats n'est pas d'une grande

qualité. Surnommé rapidement « pinard » ou « père Pinard » par les poilus, il est un assemblage de crus très divers, réunis selon les provenances et arrivages avec pour seule contrainte d'arriver à un titrage moyen de neuf degrés.

C'est sous le nom de « pinard » que le vin commence à apparaître dans de nombreuses chansons populaires et odes de poètes plus ou moins inspirés : le vin participe de l'exacerbation d'un sentiment national, synonyme de production du terroir, et permet d'établir une différence de fond entre la « civilisation française et la barbarie germanique ».



Jean Richepin écrit ainsi : « Le Barbare au corps lourd mû par un esprit lent/Le Barbare en troupeau de larves pullulant/Dans l'ombre froide, leur pâture coutumière/Tandis que nous buvons, nous, un vin de lumière/À la fois frais et chaud, transparent et vermeil », tandis qu'Apollinaire compose « À l'Italie » dans ses Calligrammes dont les vers donnent : « *J'ai comme toi pour me réconforter/Le quart de pinard/Qui met tant de différence entre nous et les boches.* »

Cet enthousiasme viticole national porté par la guerre va plonger le pays dans une ébriété qui ne prendra fin qu'avec le rationnement de la...

Deuxième Guerre mondiale ! Les premières rations distribuées aux soldats, d'un quart de vin par jour, sont vite jugées insuffisantes, et, en 1916, elles sont doublées avant d'être triplées en 1918.

La victoire va encore amplifier les excès de boisson, au point que les pouvoirs publics, inquiets, vont par la suite lancer des campagnes antialcoolisme pour limiter cette consommation (qui est alors quatre à cinq fois celle que nous connaissons aujourd'hui).



Face à la Grosse Bertha

L'artillerie joua un rôle déterminant au cours de la Première Guerre mondiale, même si son importance sera en partie relativisée au fur et à mesure par l'emploi des avions et des chars qui apportent des solutions convaincantes pour obtenir une forte puissance de feu. En la matière, l'état-major français a fait le choix pratiquement exclusif du canon de 75 mm, mis au point au tournant du siècle (1897).

Il constitue effectivement une avancée technologique indubitable, voire révolutionnaire : il utilise de la poudre sans fumée, des obus fusants, bénéficie d'un chargement par la culasse et d'un frein de recul hydropneumatique : cela lui permet de tirer sans se décentrer, ne forçant pas l'artilleur à le remettre dans l'axe entre chaque salve et permettant d'augmenter fortement la cadence de tir.

Ces qualités inédites font de lui le canon de campagne idéal. Malheureusement, le front se fige rapidement autour des tranchées, transformant la Grande Guerre en guerre de position. Soudain, les critiques qui craignaient la portée supérieure des pièces d'artillerie lourde allemandes et leur plus grande puissance se trouvent à avoir raison.

Et la France n'a fait que peu d'efforts pour s'équiper dans ce domaine : ainsi, nos troupes disposent de 4 fois moins de pièces de 155 mm que les Allemands.

Quant aux canons de très gros calibre et de très longue portée, la France n'en a tout simplement pas, alors que l'Allemagne dispose de la célèbre Grosse Bertha, dont le nom technique est le *M-Gerät 420 mm Kurze Marinekanone*. Elle est transportée pièce par pièce et assemblée à portée pour canonner les positions françaises. Elle est capable de percer trois mètres de béton armé et les blindages en acier, avec des obus de plus d'une tonne. Sa portée est telle qu'il lui est possible de bombarder des villes très en arrière du front.



En France, plusieurs canons capables de concurrencer ces monstres d'acier sont rapidement mis en chantier, dont un canon de 240 mm dès 1915, ainsi

que des canons montés sur rail qui vont permettre à la France de se défendre un peu plus efficacement et permettre la reprise des forts de Verdun.

En attendant, l'artillerie française se retrouve rapidement dominée. Les canons de 75 mm, dont on a produit quasiment 4000 pièces, jouent un rôle déterminant malgré leur utilité relative dans une guerre de tranchées. Ce sont eux qui permettent d'arrêter l'armée allemande lors de la bataille de la Marne en 1914 et celle de Verdun en 1916. Ils sont servis par des officiers ayant reçu une formation spéciale, la plupart issus de Polytechnique, qui payent un lourd tribut à la différence de portée entre leurs canons et ceux de l'armée allemande (18 000 pièces sont détruites sur toute la durée de la guerre ; dans le même temps 17 500 sont construites pour équilibrer les pertes).

Un autre problème se pose qui complique encore la tâche des artilleurs : l'épuisement des munitions de 75 mm. En effet, leur consommation est fantastique. On arrive ainsi à en utiliser 3,75 millions rien que durant le mois de mars 1916 à Verdun. Ce sont les femmes réquisitionnées dans les usines reconverties qui permettent de maintenir la production à un niveau suffisant.

Le mortier devient également une arme de choix dans la configuration des tranchées, le tir vertical indirect pouvant causer des dégâts considérables en pleuvant sous forme d'éclats létaux sur les soldats en contrebas, impuissants à se mettre à couvert dans les abris à ciel ouvert.

Parmi les obus régulièrement utilisés par l'armée allemande, il est également important de citer le shrapnel, du nom de son inventeur Henry Shrapnel, un obus à balles qui permettait d'obtenir un effet de mitraille sur un tir d'obus normal, projetant des éclats mortels sur un large diamètre autour de son cratère d'impact. Il traumatisa durablement les soldats français.



La trêve de Noël, les ennemis fraternisent

Ce terme désigne une série de cessez-le-feu survenue spontanément entre soldats des deux camps (britanniques, allemands, français et belges) à plusieurs reprises dans le courant du conflit en 1914, 1915 et 1916, même si la première occurrence survenue le jour de Noël 1914 en est sans doute la plus importante, car elle impliquait près des deux tiers de la ligne de front entre les Allemands et les Britanniques et plusieurs milliers de soldats.

Les soldats qui ont pris part au combat depuis le mois d'août ont été durablement choqués par la violence des affrontements. Cela devait pourtant être la « der des der ». Loin de la propagande nationaliste qui avait insufflé en eux une forte ardeur guerrière, ils subissent dans les Flandres un hiver rigoureux et pluvieux, qui entame un peu plus leur moral.



Un correspondant de guerre du *Daily Telegraph* est le témoin des événements qui surviennent à la veille de Noël : les soldats allemands parviennent à faire passer un gâteau au chocolat aux Britanniques en face d'eux en demandant une trêve plus tard dans la soirée. Les Anglais acceptent et renvoient du tabac en échange.

On convient d'un signal pour lancer la trêve : des bougies que l'on rendra apparentes en haut des tranchées. À 19 h 30, les soldats allemands sortent avec les bougies, entonnant des chants de Noël ; ils sont salués par les applaudissements des Britanniques qui entonnent à leur tour leurs propres chants.

Les hommes se rejoignent alors dans le no man's land entre les tranchées. Ces réjouissances ont lieu à différents endroits du front sans qu'il y ait une concertation entre les différents régiments (des troupes françaises sont également impliquées lorsqu'elles sont mêlées aux troupes anglo-saxonnes) et continuent toute la journée du lendemain, les soldats venant se saluer et échanger différents objets comme des cigarettes.

Les gradés et l'état-major sont rapidement mis au courant de ce rapprochement, auquel ils décident dans un premier temps de réagir par une

certaine permissivité tout en le condamnant pour la forme. Cependant, ils prennent soin de faire détruire toutes les photos qui ont été prises de l'événement par les correspondants de guerre. Certaines parviennent malgré tout à traverser la Manche et sont publiées dans les journaux britanniques.

Le *Daily Mirror* fait ainsi sa une d'une de ces images en titrant, le 8 janvier 1915 : « *An historic group : British and German soldiers photographed together[1]* ». La censure veillant dans les pays continentaux, il n'en sera jamais fait état pendant la durée du conflit ni en France ni en Allemagne.

Les jours suivants, les états-majors des deux bords n'hésitent pas, au risque de faire tuer leurs propres hommes, à faire donner l'artillerie pour éviter cette fraternisation entre les soldats d'infanterie. Sur le front de l'Est, la fraternisation a pour conséquence une révolte des soldats russes qui participent à la soviétisation de l'armée en 1917 et à l'effondrement du front.



60 millions d'obus tirés à Verdun

C'est sans doute, avec sa jumelle menée parallèlement dans la Somme, la bataille la plus marquante de la Première Guerre mondiale, mais également l'une des plus meurtrières de l'histoire de la guerre. Engageant plus d'un million d'hommes de chaque côté, elle a eu un bilan en vies humaines monstrueux. Trois cent soixante-deux mille soldats français y furent tués ou blessés, pour 337 000 du côté allemand.



La bataille de Verdun est aussi la manifestation des derniers instants d'un paradigme militaire que les soldats vont vivre de manière tragique dans leur chair : la plupart des morts sont causées par l'artillerie (près de 80 % des pertes), tandis que les hommes de l'infanterie mènent quantité d'assauts inutiles dans des conditions abominables. Au final, la situation à la fin de la bataille sera très exactement la même qu'à son début, sans qu'aucune avancée notable n'ait été constatée.

L'état-major allemand veut, en lançant l'assaut à Verdun, à la fois saigner l'armée française, en lui infligeant des dégâts comparativement plus importants que ceux que ses propres troupes subiront, et tenter une percée afin d'atteindre les usines d'armement, proches, de Briey-Thionville.

Verdun constitue de plus un point saillant des positions françaises, rendant possible un assaut par plusieurs côtés. L'opération allemande commence par un pilonnage intensif par l'artillerie. On compte sur les deux premiers jours de l'assaut plus d'un million d'obus tirés quotidiennement, soit un obus toutes les trois secondes. Cependant, le faible nombre de chars et de blindés ne permet pas de capitaliser sur les dégâts causés par les obus ; l'infanterie, lorsqu'elle gagne du terrain, est vite soumise au feu adverse, faisant des hommes de part et d'autre de la chair à canon.

Le pilonnage a également pour grave défaut de rendre le terrain visé quasi impraticable pour les troupes au sol. De plus, les combattants français, bien que désorganisés par la violence de ce premier assaut, opposent une résistance farouche à l'avancée des Allemands, et le front est reconstitué. Le général Pétain est chargé de sa direction.

C'est un des seuls officiers français de l'époque à se soucier de la vie de ses hommes. Il organise un front tournant (les troupes sont affectées à Verdun à

tour de rôle) et veille à ce que ses bataillons soient soutenus par l'artillerie lorsqu'ils attaquent.

Autour de la Meuse, les combats sont d'une dureté et d'une intensité rares, certaines unités étant proprement anéanties de part et d'autre. Le village de Fleury-devant-Douaumont change de mains à seize reprises. Ce village est aujourd'hui un village fantôme (voir *Les villages fantômes*). Le front stabilisé, Joffre nomme Nivelle, plus va-t-en-guerre, à la place de Pétain à la tête des troupes.

Nivelle lance des assauts pour reprendre les positions perdues, sacrifiant des dizaines de milliers d'hommes. Les Allemands utilisent des gaz pour avancer, se retrouvent tout près de Verdun, dont ils aperçoivent le clocher de la cathédrale courant juin 1916, mais la résistance française héroïque réduit leurs efforts à néant. Le lancement de l'offensive de la Somme le 1er juillet oblige l'état-major allemand à divertir une partie de ses troupes pour contrer les Alliés. Dès lors, et jusqu'en novembre, les Allemands, pilonnés et gazés, perdent continûment du terrain, pour revenir à leurs positions initiales.

Au final, 60 millions d'obus ont été tirés durant les mois qu'a duré la bataille. La victoire défensive des Français marque durablement les esprits, notamment ceux des Allemands qui compareront plus tard cette défaite à celle subie à Stalingrad à peu près dans les mêmes conditions (même si celle menée sur le front russe sera encore bien plus coûteuse en vies humaines), d'autant que de nombreux jeunes officiers engagés dans la bataille de la Meuse (Paulus, Röhm ou Rudolf Hess) connaîtront la Deuxième Guerre mondiale en tant que généraux ou dignitaires. En 1940, avec l'aide des chars Panzer, Verdun sera pris en moins de 24 heures.



Le sort de la France entre les mains des taxis

L'offensive lancée par les Allemands en août a pour but de s'assurer la maîtrise du territoire français en six à sept semaines pour pouvoir ensuite consacrer l'essentiel des forces germaniques au front russe, beaucoup plus étendu. Les succès initiaux des Allemands ne vont cependant pas sans l'accumulation d'un certain retard, dû notamment à la résistance vaillante des troupes belges autour de leurs différentes places fortes comme Liège ou Anvers. Cela laisse du temps aux forces alliées, représentées par les contingents anglais et les différents corps d'armée français, pour se redéployer.

Le général en chef Joffre est à l'origine de ce plan hérité d'une tactique napoléonienne célèbre, consistant à laisser en place une avant-garde très avancée pour étirer les forces ennemies. Cependant, même ainsi étalée, l'armée allemande progresse bien : les troupes qui lui sont opposées sont obligées de reculer.



Le sort de la France ne tient qu'à un fil, l'ennemi se rapprochant dangereusement de Paris. Joffre envisage de lancer une contre-offensive sur la Marne, mais, pour ce faire, il faut encore étirer les forces allemandes.

Par chance, le commandant de la 1^{re} armée allemande, Alexandre von Kluck, ne respecte pas le plan d'invasion Schlieffen qui devait le voir contourner Paris par l'ouest et prendre les forces françaises à revers : il passe par l'est pour rejoindre les Anglais au plus vite.

L'affrontement sur les bords de l'Ourcq commence le 5 septembre. La situation est très délicate pour les Alliés, qui sont en forte infériorité numérique et, n'ayant cessé de reculer depuis la frontière, sont épuisés et démoralisés.

Joffre décide alors de mettre en œuvre un plan complètement fou pour venir à leur aide : faire venir de Paris en une seule journée tous les renforts qui y sont stationnés. Pour cela, le réseau ferroviaire ne suffira pas. C'est alors que

Joffre se voit formuler une idée totalement folle par le gouverneur militaire de Paris, Gallieni, et André Walewski, fondateur de la Compagnie française des automobiles de place : réquisitionner tous les taxis de Paris pour mobiliser une partie de ces troupes.

Ces taxis, des AG 8 chevaux de la marque Renault, ont commencé à être déployés dans la capitale à partir de 1905.



Gallieni réquisitionne le 6 septembre 1200 taxis pour amener 6000 hommes sur les bords de l'Ourcq à une vitesse de 25 km/h (la capitale compte 10 000 taxis, mais 7000 chauffeurs sont déjà mobilisés à la guerre, et donc indisponibles). Chaque taxi fait monter cinq hommes et leurs paquetages.

Grâce à cette idée de génie, les renforts arrivent juste à temps : le front tient jusqu'au 9. La progression de la première armée allemande est stoppée, l'écart avec la seconde armée suffisant pour lancer une contre-offensive meurtrière contre les deux armées en pleine manœuvre. C'est le début du repli qui ne s'arrêtera que sur des bases arrière établies en catastrophe avant que ne commence la célèbre « course à la mer ». En réalité, la portée de la manœuvre dite des « taxis de la Marne » fut moins importante que les transports effectués par voie ferroviaire, mais elle eut un impact psychologique très fort sur les troupes, et fut montée en épingle pour montrer la combativité et l'inventivité des soldats français, ainsi que l'ampleur du mouvement de solidarité nationale.



Quand les poilus mangent du « singe »

Le « singe » ne désigne évidemment pas un animal exotique que l'on aurait trouvé dans les tranchées du nord de la France. Il s'agit d'une expression d'argot, telle qu'on en trouve de nombreuses en 1914-1918, qui désigne le corned-beef d'origine anglo-saxonne.

Le corned-beef ne date alors pas d'hier : imaginez que l'expression qui le désigne est déjà attestée au milieu du XVI^e siècle ! Il s'agit d'une forme de conservation de la viande de bœuf passée à la saumure ou au sel (le mot *corn* désigne alors les grains de sel utilisés pour cette opération) avant d'être mise en boîte. Elle peut ainsi être consommée très longtemps après avoir été préparée.

La viande utilisée peut provenir de la poitrine de l'animal, mais elle est composée plus généralement de différents morceaux agglomérés dont l'origine est difficile à discerner et qui peuvent donner un aspect peu ragoûtant à l'ensemble. C'est d'ailleurs certainement la raison pour laquelle la dénomination de « singe » a fait son apparition dans les pays francophones : le *Dictionnaire du Français non conventionnel* de Cellard et Rey situe l'origine de l'expression au XIX^e siècle en Côte d'Ivoire. Des soldats français poussés à la famine y auraient été obligés de manger du singe sous forme de morceaux de viande informes comme peuvent l'être ceux que l'on trouve dans les conserves de bœuf salé (manière d'insister ironiquement sur le fait que la viande contenue dans ces boîtes de fabrication industrielle pourrait provenir de n'importe quel animal).

Il est à noter que les soldats ne sont peut-être pas si loin de la vérité avec cette intuition : le remplacement dès la fin du XIX^e siècle, au sein de l'armée américaine, du bétail sur pied (qui posait de réels problèmes de transport) par du corned-beef entraîna parmi les troupes de nombreux problèmes de santé, notamment diarrhée et dysenterie, qui eurent des effets dévastateurs.

Il semblerait alors que le bœuf ait été traité aux produits chimiques pour résoudre les problèmes dus à une chaîne de réfrigération impossible à maintenir efficacement au long des déplacements des unités.

Peu après, l'enquête d'Upton Sinclair, qu'il publie dans *La Jungle*, dévoile les origines plus que suspectes de la viande qui compose le corned-beef produit dans les usines de Chicago : elle est prélevée sur des bœufs tuberculeux, mais on y trouve également du rat et même des déchets de fabrication, qui sont ajoutés pour augmenter le volume de l'ensemble.

L'expression pourrait également prendre son origine dans l'ouvre-boîte de la marque Le Singe, qui faisait partie des paquetages réglementaires des soldats dans les dernières années de la Grande Guerre.

Si le bœuf salé est une invention qui remonte à l'Antiquité, le perfectionnement de la conserve métallique qui le conditionne s'est élaboré

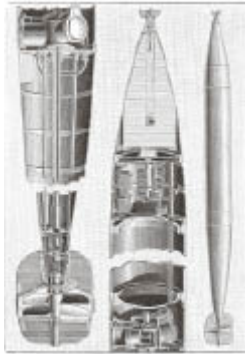
tout au long du XIXe siècle, le but étant d'obtenir la meilleure durée de conservation possible : on augmente les conditions de température ou de pression, ou on fait le vide dans les boîtes.

Il faut fournir aux différents corps d'armée et de marine du monde entier une nourriture qui restera comestible pendant des années et sera utilisable en cas de carence dans l'approvisionnement normal. Le « singe » vient ainsi résoudre un problème récurrent dans les campagnes militaires, celui de la fourniture de bétail dans des conditions de guerre et de mouvements de troupes, alors que le fourrage se fait rare et que les bombardements font rage. Le « singe » est assez peu apprécié des soldats, en raison même des procédés utilisés pour le rendre stable à long terme : cuit à la vapeur, placé sous vide, ce bœuf est gélatineux et manque terriblement de goût.



« Torpilles » et « marmites »

Si l'artillerie tenait une place fondamentale dans la stratégie et le déploiement militaires de la Grande Guerre, elle était pour les soldats à l'intérieur des tranchées une réalité à laquelle ils étaient confrontés quotidiennement et qu'ils avaient « apprivoisée » en la désignant d'un argot spécifique, la découpant selon des catégories très précises qui traduisent les différents effets que pouvaient produire les munitions, obus et explosions à l'intérieur des tranchées.



Ainsi, la « torpille » désigne une nouvelle sorte d'obus, apparus au tournant du XXe siècle et dotés d'une fusée percutante : sa conception lui permet de traverser un premier obstacle avant d'exploser, au lieu de rebondir et d'exploser dans les airs (ce que l'on appelle « faire ricochet »).



Inventé pour passer outre les fortifications en pierres, il oblige ceux qui conçoivent les retranchements à avoir recours au béton armé. La torpille, utilisée dans les tranchées, creuse des cratères et réduit à néant les efforts des soldats pour se construire des abris.

On dit qu'elle « fait fougasse » si l'explosion qu'elle déclenche ne produit

pas de signes visibles en surface. La torpille est lancée à l'aide d'un mortier désigné par le terme « crapouillot » dans l'argot des tranchées.

Par opposition, les obus « fusants » sont conçus pour exploser en l'air, le but n'étant pas d'endommager les structures, mais de provoquer le plus de dégâts possible parmi les combattants.

Le shrapnel appartient par exemple à cette catégorie : il projette des éclats dans une large zone à la ronde pour mettre le plus de soldats possible hors d'état de nuire. La fusée qui constitue la pointe de l'obus est réglée pour déclencher son explosion au bout d'un temps déterminé par l'artilleur après le calcul de la courbe d'envol (pour exploser le plus près du sol possible).

Il existe également des fusées à double effet qui combinent les propriétés de la fusée percutante avec celles de la fusante : si aucun impact n'intervient au bout d'un temps donné, elle explose en l'air.

Les poilus ont toute une batterie de termes pour désigner les différents calibres des obus qui leur sont envoyés chaque jour : l'obus de 75 est ainsi appelé « distribution » (il est employé principalement côté français ; il s'agit donc de le « distribuer » aux Allemands). Les obus de 77 sont des « miaules », ceux de 120 sont des « pétards » ou des « pipes », celui de 150 est le « gros noir », celui de 210 est appelé indifféremment « intendance », « métro » ou « ravitaillement ». Celui de 280 porte le nom du sénateur de la Meuse Charles Humbert, qui mène pendant la guerre une campagne intitulée « Des canons ! Des munitions ! » pour que les combattants français se voient attribuer plus de moyens (ses pamphlets dénoncent l'état d'impréparation de l'armée au début de la guerre et il bénéficie d'une certaine popularité auprès des troupes). L'obus de 305 est appelé avec ironie « train de permissionnaire » (celui qui sera touché par un éclat de cette explosion pourra en effet rentrer chez lui, d'une manière ou d'une autre ; cette expression constitue un des nombreux témoignages de l'humour dont pouvaient faire preuve les poilus malgré les conditions exécrables dans lesquelles ils vivaient). Enfin, l'obus de 420, le plus gros et le plus destructeur, projeté par la Grosse Bertha, est désigné sous le terme de « marmite », probablement du fait de la forme de son projectile.

Il semble cependant que le terme « marmite » (ou « chaudron ») en soit venu au fur et à mesure à désigner indifféremment tous les obus envoyés par les Allemands, du moment qu'il était d'un calibre supérieur à 155 mm.

Les poilus faisaient ainsi le distinguo entre l'artillerie de campagne et l'artillerie lourde, d'autant mieux que l'armée française était cantonnée presque exclusivement à celle de campagne au début du conflit.



Quand Charles Péguy défie la mort

L'écrivain et poète Charles Péguy est une figure complexe, qui n'a jamais sacrifié ses convictions à une cohérence de façade : il est à la fois mystique et anticlérical, patriote et dreyfusard, socialiste et nationaliste. Fortement marqué par Henri Bergson, dont il a suivi l'enseignement, il devient bientôt un intellectuel et une figure marquante de la société française, fonde *Les Cahiers de la quinzaine* et intervient notamment pour prendre la défense de Dreyfus ou des Arméniens alors menacés par le génocide en Turquie. Sa pensée est également caractérisée par une forte opposition à la modernité et au progrès qui font la promotion d'un universalisme facile, porte ouverte à tous les renoncements, notamment aux racines de la nation française.



Soutien de Jean Jaurès, il se détache cependant de l'homme d'État à cause du pacifisme de celui-ci qu'il juge un acte de trahison. Dans *Le Petit Journal* du 22 juin 1913, il écrit ainsi : « *Dès la déclaration de guerre, la première chose que nous ferons sera de fusiller Jaurès. Nous ne laisserons pas derrière nous un traître pour nous poignarder dans le dos.* »

Au moment de la déclaration de guerre en août 1914, Péguy, qui est lieutenant de réserve, est porté par un grand enthousiasme à l'idée de défendre ses idées et son engagement directement au combat.

Proche de l'exaltation, il se rend avec le 276^e régiment de la 19^e compagnie à Villeroy au moment de la bataille de la Marne, celle-là même qui occasionne la mobilisation des taxis parisiens (voir *Joffre appelle les taxis de la Marne*).

La confrontation avec les Allemands est imminente : elle aura lieu dans des champs cultivés, qui n'offrent aucun abri, sur un front de 7 km. Le 276^e régiment avance, mené par le capitaine Guérin et le lieutenant Péguy : les balles sifflent déjà, alors que les Allemands ne sont pas encore clairement visibles (leurs tenues sombres sont plus difficiles à discerner que celles, rouge et bleu, des Français).

Le régiment n'est soutenu par aucun feu d'artillerie dans son avancée, ce qui la rend périlleuse, si ce n'est suicidaire. Péguy se tient debout sous le feu

ennemi, insensible à la peur ou au danger, dirigeant le feu, encourageant ses hommes. L'enthousiasme des troupes françaises, pourtant durement touchées, oblige l'ennemi à se replier, couvert par les mitrailleuses qu'il avait eu le temps d'installer. Les soldats français reçoivent l'ordre de poursuivre les Allemands, mais les mitrailleuses font d'énormes dégâts dans les rangs de l'infanterie.

Malgré cela, nos forces avancent, jusqu'à tenir une position face aux mitrailleuses. Péguy ordonne à ses hommes de se coucher et de tirer sur l'ennemi, mais lui-même reste debout, toujours porté par sa fougue. Les pertes continuent de s'alourdir côté français.

C'est un véritable massacre, mais les ordres de l'état-major sont de continuer l'assaut. Péguy hurle à ses hommes de continuer à tirer. Ils lui objectent qu'ils n'ont pas assez de munitions en réserve, mais Péguy s'écrie :

— Ça ne fait rien, moi non plus je n'en ai pas.

Péguy continue de défier inexorablement la mort, arpentant les lignes pour observer l'ennemi avec sa lorgnette. Les troupes françaises ne peuvent faire aucun progrès, et Péguy tremble de rage et exhorte ses hommes à ne pas céder un pouce de terrain.

C'est alors qu'une balle le frappe au front. En s'effondrant, il crie :

— Ah ! Mon Dieu !... Mes enfants !...

Ainsi meurt une des grandes voix de la pensée française du début du XXe siècle.



De la boue jusqu'au ventre

Après les premiers affrontements de 1914, le front s'est rapidement stabilisé dans les Flandres, région réputée pour son climat rigoureux et hostile. La pluie, qui y tombe sur une base très régulière, transforme le terrain en une boue inextricable, dans laquelle on s'enfonce jusqu'aux genoux, qui rend toute progression particulièrement difficile et pénible. *« Imaginez-vous une boue dans laquelle on s'enfonce pour le moins jusqu'au ventre, certains s'enlisent même et c'est avec beaucoup de peine qu'on parvient à les en retirer[2]... »*

C'est sans compter les chevaux ou les camions qui ne cessent d'être stoppés net par cette mélasse : les transports de matériel, de munitions, de nourriture doivent tous se faire à dos d'homme, ce qui augmente la fatigue.

Malgré l'épuisement qui frappe presque immédiatement, il faut encore se construire un abri. On se sert alors des trous creusés par les « marmites », si on a la chance d'en trouver, mais, sinon, il faut creuser les tranchées.

La tâche s'avère cependant colossale, les trous se remplissant rapidement d'eau dans ce terrain détrempé et s'effondrant sur eux-mêmes. Il faut donc écopier, remplir des sacs de terre pour maintenir les parois.



Cela n'empêche pas l'eau de continuer à s'infiltrer. Avec l'hiver qui arrive, les températures baissent très fortement, la boue gèle et l'eau dans laquelle les soldats pataugent en permanence se fait glaciale. L'état-major finit par fournir aux hommes des bottes de tranchée, sorte de cuissardes imperméables, et des « bourgerons » qui leur permettent de se prémunir quelque peu de l'humidité.

Mais ces précautions ne suffisent pas : la santé des hommes se dégrade. On constate de nombreux cas de « pieds de tranchée » : les extrémités gelées nécessitent l'évacuation immédiate des soldats touchés.

À cela se surajoute la neige, qui durcit encore les conditions constatées. Le froid devient insoutenable, les membres s'engourdissent, les maladies comme les pneumonies se font légion. Ôter la neige qui s'accumule dans les tranchées demande de nouveaux efforts qui finissent d'épuiser les hommes.

Ils se mettent à craindre la survenue de chaque nouvel hiver de guerre comme la peste. Un poilu écrit ainsi : *« Voilà le quatrième hiver qui arrive, et quand je me figure que je vais passer toute la vie là-dessus, j'aimerais mieux*

crever tout de suite. Si tu voyais les tranchées, c'est plein d'eau, on est obligés de monter au-dessus du parapet et les boches aussi ; cela fait qu'on se regarde comme des andouilles, tous autant que nous sommes ; c'est malheureux quand même[3]. »

Les hommes se plaignent de ces conditions extrêmes, d'autant que ceux qui ont pu découvrir les tranchées de l'ennemi ont été stupéfaits du confort que les Allemands ont réussi à obtenir à l'intérieur des leurs. Les soldats français reprochent à l'état-major de ne pas avoir pris les mesures suffisantes pour remédier à ce qu'il considérerait sûrement comme un problème annexe ou de peu d'importance. Pourtant, c'est le moral des combattants qui est en jeu ; ces conditions abominables amènent partout les courageux poilus à leurs limites extrêmes.



« Boches » et « poilus »

Une légende populaire tardive a attribué l'apparition du vocable « poilu » pour désigner les soldats français à leurs conditions de vie dans les tranchées. Dans l'incapacité de se raser, les fantassins étaient obligés de se laisser pousser barbes et moustaches. En réalité, cette explication rétrospective n'est pas satisfaisante.



Le mot « poilu » a très vite désigné les hommes partis au combat et doit plutôt son origine à un thème récurrent de la culture, voire de la littérature française : le poil comme signe de virilité. Ainsi, le « poil au ventre » signale un homme fort, tandis que Molière moque les « braves à trois poils ». Balzac utilise déjà le mot « poilu » dans son acception moderne pour désigner les pontonniers de la Bérézina dans *Le Médecin de campagne* (1833).

Les militaires sont d'ailleurs obligés par le règlement intérieur de l'armée au port de la moustache. Elle désigne donc de fait un combattant. Le poilu finit également par désigner le simple troupier, le soldat sans le sou, pour le différencier du riche planqué ou de l'officier qui a droit à des avantages bien plus importants. Sa connotation sociale forte en fait un ferment d'union, de cohésion et de solidarité à l'intérieur de la troupe comme à l'arrière. L'expression est utilisée pour inciter les classes populaires à faire cause commune avec les combattants qui demandent d'elles énormément de sacrifices.

Le mot « boche » pour désigner l'ennemi allemand s'impose avec autant de force que le vocable « poilu ». Il serait une simplification du mot « alboche », agglomérant les mots « allemand » et « caboche » (dont n'est gardé que le « boche »).

L'expression est attestée depuis le milieu du XIXe siècle, tout comme l'expression « tête de bosh », employée en Alsace pour désigner une « tête de bois ». On la retrouve également dans le langage provençal, une « bocha » désignant une boule de bois utilisée dans des jeux de quilles. L'Allemand est

une tête de bois, il est borné et teigneux.

L'expression, largement utilisée par les soldats dès la première guerre franco-prussienne, se répand rapidement dans le langage populaire.

On parle également de « Bochie », pays où vivent les Boches. On trouve également le mot « pruscos » pour désigner nos opposants : il s'agit d'une survivance de la guerre franco-prussienne de 1870.

Le mot, une abréviation de « Prussien », est cependant rapidement supplanté par « boche ». Durant la Deuxième Guerre mondiale, le vocable pour désigner les Allemands s'enrichira de nouveaux termes tels que « Fritz », « Chleuh », ou encore « Teuton ».



Réparer les gueules cassées

L'expression « gueule cassée » a été inventée par le colonel Yves Picot, premier président de l'Union des blessés de la face et de la tête (créée par deux autres blessés, Bienaimé Jourdain et Albert Jugon), pour désigner les graves séquelles auxquelles étaient exposés les poilus blessés dans les tranchées, notamment dans la région de la tête et du visage, en raison de l'usage massif de l'artillerie au cours des combats.

Il est concerné au premier chef par cette problématique : lors d'un assaut, touché par un éclat d'obus, il perd l'œil gauche, une partie de son nez et de son front.



Il est totalement défiguré. Avant que l'expression du colonel ne devienne d'usage courant, on appelait les soldats blessés au visage soignés au Val-de-Grâce des « baveux » : nombre d'entre eux étaient touchés à la mâchoire et n'étaient plus maîtres de leur salive.

Ces soldats ne pouvaient espérer retrouver un visage normal, même si la chirurgie maxillo-faciale fit d'énormes progrès durant la guerre et les années qui suivirent.

La description des procédés inventés par les praticiens chargés de reconstituer la face suffit à faire comprendre les difficultés traversées par ces blessés qui refusent pour la plupart de céder au désespoir et ont pour mot d'ordre de sourire quoi qu'il en soit : l'ouvre-bouche placé dans la bouche du blessé permet de récupérer l'élasticité de la mâchoire lorsqu'elle a été reconstituée, sans beaucoup de succès. Le procédé des sacs, inventé pendant la guerre, consiste à remettre la bouche en forme à l'aide de poids suspendus à de grandes plaquettes de bois glissées dans la bouche du patient.

La gouttière de contention a également pour but de replacer les maxillaires, tandis que le casque de Darcissac, solution employée pour les soldats les plus gravement touchés, permet de maintenir les os fracturés en place et de redonner forme aux visages les plus abîmés en maintenant leurs traits en position. Cependant, ce casque doit être porté pendant une période de temps assez longue (deux à trois semaines) et présente l'inconvénient de maintenir la

bouche des blessés ouverte en permanence et de provoquer de vives douleurs.

La chirurgie fait à cette époque d'énormes progrès, en particulier dans le domaine des greffes ostéo-périostiques (pour reconstituer les os largement détruits) ou de la greffe de peau : la méthode archaïque de la greffe italienne, consistant à prendre un morceau de peau sur le bras du patient et à accoler ce même bras à son visage pendant la cicatrisation pour aider la vascularisation, est remplacée progressivement par la greffe Dufourmentel, du nom de son inventeur, Léon Dufourmentel, qui récupère des morceaux du cuir chevelu des patients pour le leur greffer sur le menton.

Même si la médecine fait énormément de progrès pendant les années du conflit et celles qui suivent, certaines blessures ne peuvent encore être traitées : les solutions pour masquer des yeux ou des nez complètement détruits ne sont pas satisfaisantes, se révèlent très clairement visibles, et les progrès esthétiques sont assez faibles, l'accent étant mis sur le retour à une certaine fonctionnalité et à l'autonomie.

Les gueules cassées, dans leur combat pour se faire reconnaître après la fin de la guerre, vont devenir les symboles des souffrances endurées par les combattants de cet affrontement impitoyable, leurs blessures physiques étant à la mesure de celles, moins visibles, que chacun avait endurées psychologiquement.

Il faut presque dix ans pour que les gueules cassées obtiennent des établissements qui leur soient dédiés, moins grâce au concours de l'État que des fruits de leurs propres efforts : ils organisent une tombola qui va leur rapporter les fonds nécessaires, car elle remporte un franc succès auprès de la population solidaire et sera transformée par la suite en Loterie nationale, l'ancêtre de la Française des jeux.



L'omniprésence de la mort

Le bilan en vies humaines de la Première Guerre mondiale est monstrueux : 19 millions de morts, 21 millions de blessés. Parmi les morts, près de 10 millions de militaires, également répartis entre les belligérants. La France perd à elle seule plus de 1,3 million de soldats, ce qui représente 27 % de ses 18-27 ans, soit un tiers de sa jeunesse. Si l'on ajoute à cela les effets de la grippe espagnole qui sévit en 1918 et fait entre 20 et 50 millions de morts selon les différentes estimations, la fin des années 1910 représente une des périodes les plus morbides de toute l'histoire de l'humanité.



Que ce soit chez les militaires ou au sein de la population civile, la proximité avec la mort, qui survient toujours massivement, dénuée de tout sens, se fait cruellement sentir, provoquant tout aussi bien la peur et l'effroi qu'une certaine forme d'habitude, non dénuée d'humour ou d'ironie.

Victor Guillemin, qui a laissé derrière lui des carnets rédigés pendant la guerre, écrit avec une pointe d'humour noir que « *le fantassin n'en reste pas moins le suicidé par persuasion* ». En 1917, alors que le conflit dure depuis trois années infructueuses, au moment où a lieu l'offensive du Chemin des Dames, le plus meurtrier des combats que l'armée française ait eu à mener jusque-là, le moral des soldats est au plus bas. Ils n'ont cependant pas le loisir d'avoir peur la plupart du temps : l'intensité et la durée des affrontements les plongent dans un état d'hébété permanent qui les condamne à chercher uniquement leur survie immédiate.

Le danger vient non seulement des Allemands dans les tranchées d'en face, mais aussi de leurs propres rangs : il est très facile d'être pris pour un lâche qui refuse le combat, d'être abattu pour l'exemple ou bien de s'effondrer d'épuisement, de froid, de tomber malade en raison de l'absence de toute forme d'hygiène. Ainsi, un soldat qui écrit à sa « *Léonie chérie* » raconte : « *Le 16 avril, le général Nivelle a lancé une nouvelle attaque au Chemin des Dames. Ce fut un échec, un désastre ! Partout des morts ! Lorsque j'avancais, les sentiments n'existaient plus, la peur, l'amour, plus rien n'avait de sens. Il*

importait juste d'aller de l'avant, de courir, de tirer et partout les soldats tombaient en hurlant de douleur. Les pentes d'accès boisées étaient rudes. Perdu dans le brouillard, le fusil à l'épaule, j'errais, la sueur dégoulinant dans mon dos. Le champ de bataille me donnait la nausée. Un vrai charnier s'étendait à mes pieds. J'ai descendu la butte en enjambant les corps désarticulés, une haine terrible s'emparant de moi. Cet assaut a semé le trouble chez tous les poilus et forcé notre désillusion. Depuis, on ne supporte plus les sacrifices inutiles, les mensonges de l'état-major. Tous les combattants désespèrent de l'existence, beaucoup ont déserté et personne ne veut plus marcher. »



Les soldats sont encerclés de cadavres qu'ils côtoient en permanence. Ainsi, Marc Boasson témoigne : *« Les mille figures de la mort, qui ont chacune leur horreur, sont, chacune, toute cette horreur. Chaque macchabée les évoque, les contient tous, et cette odeur ! L'uniformité de tout cela a quelque chose d'intolérable. Ainsi cette âme charmante et chantante est devenue cette charogne sans nom, cette arabesque trop connue de membres pliés et sans vie, ce pantin aux fils brisés, qui pue. On dirait que ces morts sans sépulture, ces morts sans décence, sans apprêt, sans beauté, outragent ceux qu'elles frappent, leur inflige un tourment de plus, une peine de laideur repoussante, qui est comme un premier châtiment terrestre. Mourir n'est rien, mais devenir cette chose qui se dissout, cette chair jetée au vent, exposée aux regards, foulée aux pieds, ce mélange innommable de bras jetés, de jambes fléchies, de têtes déshumanisées, de loques déchiquetées et parfois flambantes. Quelle mortification de nos vanités[4] ! »*



Mutilés, orphelins et veuves

Lorsque la Première Guerre mondiale se termine en 1918, les conséquences que le pays doit affronter sont sans précédent : en plus de dégâts matériels très élevés (des milliers de logements à reconstruire, tout comme des dizaines de milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées) qui vont largement grever le budget de l'État, la France se retrouve avec un énorme déficit de population, notamment en ce qui concerne la génération des jeunes hommes qui sont partis au combat et n'en sont jamais revenus.



Ainsi, on compte en 1919 plus d'un million d'orphelins pour 600 000 veuves de guerre. Des milliers de familles sont sans nouvelles de soldats tout simplement disparus et restent dans l'incapacité de faire leur deuil ou de reconstruire leurs vies. L'ensemble de la population est durement marqué par l'atrocité et la violence des combats.

Le sort de ceux qui sont revenus n'est pas forcément plus enviable : les blessés sont en définitive encore plus nombreux que les morts. Aux gueules cassées s'ajoutent les éclopés, les amputés, les mutilés, sans parler des soldats qui ont été exposés aux gaz utilisés des deux côtés et qui les promettent à une mort douloureuse et pénible : au total, ils sont près de quatre millions à souffrir de séquelles physiques plus ou moins graves.

Ceux qui sont revenus sans handicap physique sont souvent atteints de troubles psychiques graves (quand ils n'ont pas tout simplement cédé à la folie sans rémission) : insomnies, cauchemars, hallucinations, paranoïa, culpabilité, ils présentent souvent des tendances suicidaires, des troubles schizophréniques, ces problèmes pouvant être doublés de difficultés psychomotrices. La grande défiance qui a caractérisé l'attitude de l'état-major et du corps médical pendant toute la durée de la guerre envers les éventuels simulateurs qui auraient contrefait ces symptômes pour éviter d'avoir à repartir au front ne facilite pas la reconnaissance du statut des malades affectés, eux-mêmes hésitant à faire état de leurs troubles pour ne pas être sujets au rejet de leur entourage.

L'incompréhension règne souvent entre les soldats qui ont subi l'enfer des tranchées et leurs proches ou la population civile : les hommes qui ont connu de très près toutes les horreurs de la guerre ont l'impression de ne pas recevoir le traitement qu'ils méritent après tous les sacrifices qu'ils ont consentis pour la nation française, d'autant que l'État éprouve les plus grandes difficultés à absorber la masse des nouveaux arrivants et à leur donner une place sur le marché du travail, là où les femmes en étaient venues à les remplacer pour participer à un effort de guerre qui a alors perdu tout son sens.

Cependant, on n'assiste pas alors aux tensions que l'arrêt brutal de certains conflits du XX^e siècle vont déclencher (celui du Vietnam, par exemple) : le sentiment qui prédomine parmi les soldats est tout de même le soulagement d'être revenus en vie, associé à une lassitude extrême.

La plupart d'entre eux resteront cependant durablement marqués par les événements auxquels ils ont pris part. Teilhard de Chardin décrit même à ce propos une « *nostalgie du front* » qui crée un sentiment d'être « *étranger, séparé des civils par une expérience qui éloigne*[5] ».



Chasse aux rats et aux « totos »

Il est difficile aujourd'hui de comprendre et de rendre l'étendue du calvaire traversé par les poilus durant la Grande Guerre. Cependant, les détails concernant la vermine peuvent aider à s'en faire une idée plus précise.

Les soldats vivent en permanence au milieu des cadavres : si l'odeur que ceux-ci dégagent, pourrissant rapidement en raison de l'humidité ambiante, est déjà à la limite du soutenable, ils contribuent également à attirer les rats, qui se pressent en grand nombre dans les tranchées. Les rongeurs s'en donnent à cœur joie et disputent bientôt aux soldats leurs propres rations.



Ainsi, Jacques Vandebeuque témoigne : *« Les rats, en quantité incalculable, sont les maîtres de la position. C'est par centaines qu'ils pullulent dans chaque débris de maison, les abris de bombardement... Je passe là des nuits terribles : recouvert totalement par mes couvre-pieds et ma capote, je sens pourtant ces bêtes immondes qui me labourent le corps. Ils sont parfois 15 ou 20 sur chacun de nous et, après avoir tout mangé, pain, beurre, chocolat, ils s'en prennent à nos vêtements[6]. »*

Les soldats doivent arroser leurs positions de vinaigre ou de pétrole s'ils veulent s'assurer d'éloigner ces créatures, ce qui ajoute à la puanteur ambiante.

On a déjà évoqué rapidement les « pieds de tranchée », cette infection courante due à l'humidité qui provoque des engelures et mène souvent à la gangrène et à l'amputation. Mais il existe un autre vecteur de maladies bien plus conséquent : le pou.

Du fait de l'absence totale d'hygiène dans les tranchées, le pou y est omniprésent. Le « toto », comme l'appellent les soldats, provoque des démangeaisons permanentes, mais il contribue surtout à répandre des épidémies sur tout le front : le typhus qu'il propage fera ainsi 150 000 morts, mais il est également responsable de la fièvre des tranchées (ou fièvre quintane, ou encore fièvre de Volhynie), maladie infectieuse causée par la bactérie *Bartonella quintana*, qui provoque chez ceux qui en souffrent maux

de tête, fièvre et douleurs musculaires (aujourd'hui, elle touche principalement les sans domicile fixe).

Les soldats essayent bien de s'en débarrasser (ajoutant cette corvée aux nombreuses qu'ils doivent déjà mener à bien), en général de bon matin, lorsque la lumière leur permet de les repérer plus facilement.

Les hommes s'épouillent mutuellement. Ainsi, un soldat raconte dans une lettre : *« Hier, j'ai tué au moins 50 totes. Je voudrais faire photographier la section un beau matin, tous en train de faire la chasse aux totes, sans chemise. Cette carte aurait du succès[7]. »*

Mais cette lutte est condamnée à l'échec, d'autant qu'aux poux s'ajoutent les puces et les punaises, qui soumettent les hommes à d'autres variantes du même calvaire.



Les permissions se font attendre

Bien que prévues à intervalles réguliers dans le règlement de l'armée, les permissions durant la Grande Guerre ne commencent pas à être distribuées par roulement avant le 18 juillet 1915 (date de la décision du gouvernement, mais il faudra un délai supplémentaire pour leur mise en place effective), soit près d'un an après le début de la guerre.

Elles font suite à la montée de la grogne et de l'épuisement chez les combattants. Il faut dire que les chefs militaires avaient promis une campagne éclair et qu'ils ont mis un long moment à reconnaître les erreurs dans leurs prévisions. Prévues d'une durée de huit jours dans un premier temps, ces permissions initiales n'en font que six en définitive. Elles doivent être accordées tous les quatre mois, mais ce critère ne sera pas respecté lui non plus. Les soldats ne sont pas satisfaits de la manière dont sont décidés les départs, qui leur paraissent arbitraires ou trop aléatoires (il arrive par exemple qu'ils soient annulés en raison d'un surcroît d'activité sur le front).



En septembre 1915 sont mises en place les « permissions agricoles » : ces 15 jours sont accordés sur la fin de l'année afin de permettre aux exploitants (fermiers, métayers, domestiques, ouvriers) de procéder aux récoltes. La production de vivres constitue en effet un enjeu tout de suite important (voir *Le rationnement de la nourriture*) et vital pour l'effort de guerre.

Ces permissions pouvaient être accordées pour plusieurs motifs (moissons, vendanges, etc.), et un homme était donc susceptible d'en bénéficier plusieurs fois consécutivement. Elles ne sont cependant pas distribuées systématiquement, et ils sont moins nombreux à pouvoir en profiter que le nombre d'exploitants agricoles dans les rangs pourrait le laisser croire de prime abord. La grogne continue de monter parmi les soldats, au point qu'en septembre 1916, une circulaire intitulée « Charte du permissionnaire » reconnaît à demi-mot le droit des hommes à bénéficier d'une période de repos.

On porte les congés à sept jours tous les quatre mois, et cette fois on veille à ce que cet engagement soit respecté. Ils sont attribués selon certains critères

de préséance, les premiers servis étant les pères de famille.

Cependant, l'offensive Nivelle remet une nouvelle fois ce système en cause : toutes les permissions sont suspendues au minimum un mois, mais parfois bien plus.

C'est ce point crucial qui mène aux révoltes du printemps 1917 (voir *Les poilus se révoltent*). Pétain rétablit les congés immédiatement et s'arrange pour les faire respecter à la lettre.

En 1918, ils sont encore plusieurs fois suspendus ou supprimés, au point qu'il est vraisemblable que même les plus chanceux des soldats n'ont pas eu plus de deux mois de permission sur les quatre ans et plus qu'a duré la guerre.

Mais la plupart ont eu droit à bien moins encore, parfois à peine un mois en tout. Quand on connaît la difficulté des conditions dans lesquelles vivaient les hommes, on imagine le calvaire enduré sur la longueur – et on comprend la tentation de se mutiler volontairement pour le faire cesser.

Au-delà de ça, la permission peut souvent constituer une déception pour ceux qui reviennent : le décalage avec ceux de l'arrière peut s'avérer frappant, voire choquant, ainsi qu'en témoigne Gaston Lavy : « *Combien décevante cette seconde permission ! [...] On se sent étranger à cette vie de fièvre, cette vie de luxe, de plaisirs et de débauche. [...] La permission finie, on quitte les siens le cœur étreint par cet arrachement, mais au fond avec un soulagement de ne plus voir cette vision de l'arrière si loin de nous, de nos souffrances ignorées de toute cette masse qui vit, vibre et jouit*[8]. »



Porte-bonheur et superstitions

Au moment de partir au combat, alors qu'il va frôler la mort presque quotidiennement, le soldat ne manque pas d'emporter un ou plusieurs objets susceptibles de lui attirer la bonne fortune (et, s'il ne le désire pas, ce sont sa femme ou ses proches qui se chargent de lui en fournir).

Ces porte-bonheur ou gris-gris peuvent prendre une grande variété de formes diverses. On compte ainsi « la bête à bon Dieu emprisonnée sous le verre d'un médaillon, la main de Fatma, l'agate, la sardoine, les fragments de bolide[9]... » On rencontre également les poupées Nénette et Rintintin, en tissu ou en laine, dessinées par Poulbot juste avant le début des hostilités, qui sont censées protéger des bombardements ; un trèfle à quatre feuilles, un fer à cheval, un clou, un objet en or, un médaillon renfermant un objet précieux ou une photo de ses proches, un ticket de métro aller-retour de la station Combat (devenue après la Deuxième Guerre mondiale Colonel-Fabien) censé garantir d'y aller (au combat) comme d'en revenir ; on emporte aussi des scapulaires tissés pour l'occasion, éventuellement aux couleurs de l'uniforme.



Pour les mêmes raisons, les superstitions sont très nombreuses et vivaces. L'une d'elles est restée connue et même usitée jusqu'à nos jours : certaines personnes refuseront encore aujourd'hui, un siècle plus tard, d'allumer trois cigarettes avec la même allumette. Le troisième fumeur serait réputé mettre sa vie en jeu de manière certaine. Cependant, cette superstition trouve une explication tout à fait logique : les tireurs allemands avaient tout le temps d'ajuster leurs tirs entre la naissance de la flamme et son extinction après que la troisième cigarette eut été allumée.

Apollinaire rapporte que les soldats craignent de rêver d'autobus, lequel annoncerait une mort prochaine. Le poète fait d'ailleurs rimer le mot dans Les Saisons avec l'obus fatal. Les soldats faisaient également des nœuds à leurs mouchoirs en espérant hâter ainsi la fin du conflit.

Les Allemands avaient quant à eux vu beaucoup plus grand : bien que moquant l'armée française des colonies française, au sein de laquelle les soldats africains étaient censés avoir recours à tout un tas de gris-gris et de rituels de protection, ils avaient fait ériger à Berlin une statue en bois du

maréchal Hindenburg, de 12 mètres de haut et de 26 tonnes. La coutume était d'y venir planter un clou pour se prémunir du malheur ou protéger un proche[10].



Comment construire une tranchée ?

Dans un premier temps, les affrontements violents livrés à de faibles distances et la nécessité de tenir le front coûte que coûte, aussi bien que la rigueur des conditions rencontrées sur le terrain, ont poussé les soldats à se mettre à couvert dans les trous naturellement constitués par l'artillerie, quitte à s'enfoncer dans la boue et l'eau jusqu'au cou. Une fois le front stabilisé et les positions tenues pour un temps supposément long, la construction des tranchées devient un art complexe, qui ne doit pas rester livré au hasard, sous peine d'exposer les hommes à des dangers supplémentaires. Cette tâche est planifiée et au moins en partie exécutée par les membres du Génie et les compagnies de sapeurs, sauf quand les avancées des troupes sont à la fois suffisantes pour créer un nouveau point d'insertion et trop importantes pour offrir d'autres choix aux soldats que de se creuser eux-mêmes un abri à la va-vite, qui sera amélioré dans les jours suivants (ceci explique également la difficulté de la progression une fois le front figé, le fait de tenir une nouvelle position demandant un temps de préparation assez long).

Les tranchées font une profondeur de trois mètres et sont construites en zigzag afin de diminuer le potentiel de destruction des obus explosant en leur sein (les angles de terre constituent une protection efficace dans ce cas de figure).



Ainsi, les lignes droites ne dépassent généralement pas une dizaine de mètres. On creuse également des sortes de meurtrières dans le parapet, la bande de terre qui donne face à l'ennemi, afin de pouvoir tirer sans s'exposer inutilement (les soldats disposent également de périscopes pour pouvoir regarder à l'extérieur sans prendre de risques).

Selon la durée de l'occupation, il arrive qu'on procède à des améliorations notables.

Ainsi l'on ajoute des sacs de sable alignés contre les parois, à la fois pour augmenter la protection des soldats et pour éviter que les parois meubles ou boueuses ne s'effondrent sur elles-mêmes. Ou bien encore on installe des caillebotis sur le sol pour éviter de s'enfoncer en permanence dans la boue.

Au final, et au vu de la longueur du front (750 km), les tranchées finissent par représenter un réseau conséquent et complexe, à tel point qu'on en vient à

leur donner des noms et des numéros pour pouvoir les repérer, tandis que les hommes qui sont amenés à les occuper longtemps leur donnent des surnoms bien plus praticables : ainsi, la tranchée du Paradis, celle des Punaises, celle des Cafards, celle de Byzance ; la tranchée de l'Omoplate, le boyau des Choux, celui de Liverpool... et bien d'autres encore. Le boyau de la Mort, à Kaaskerke, représente le dernier réseau de tranchées conservé intact à ce jour.

Les tranchées accueillent des abris un peu mieux aménagés, avec des toits couverts généralement en tôle, mais parfois bétonnés, où les hommes viennent se reposer : des postes de guet, des postes de soins, ou encore des nids de mitrailleuses.



Quant au travail de creusement en lui-même, il peut s'avérer épineux en cas de confrontation directe avec l'ennemi. La méthode la plus simple, consistant à creuser depuis la surface, expose en effet les hommes qui l'utilisent aux tirs des soldats adverses.

Une autre consiste à creuser une galerie existante sur ses côtés, mais le travail avance alors lentement en raison du manque de place dans le boyau ainsi constitué.

D'après un manuel de construction britannique, il faut 6 heures à 450 hommes pour construire une tranchée de 250 mètres.

Il ne faut pas oublier enfin que l'humidité très élevée dans cette région du nord de l'Europe demandait à ce que les tranchées soient entretenues en permanence pour éviter qu'elles ne s'effondrent sur elles-mêmes.

Certaines ont cependant très bien résisté, au point qu'elles ne s'affaîsseront que des décennies plus tard, provoquant ainsi un incident qui retarda quelque peu le chantier de construction du TGV Nord.



L'arrivée des premiers chars

Il nous est difficile, rétrospectivement, de comprendre pourquoi les stratèges de la Première Guerre mondiale rechignent si longtemps à l'emploi de blindés, alors qu'ils se révèlent si déterminants pour les guerres suivantes (et auraient permis de gagner facilement des batailles comme Verdun). Certes, les avancées technologiques en termes de mécanique et de blindage en sont encore à leurs balbutiements, mais ce n'est pas l'unique raison qui ralentit le développement des chars au sein de l'armée.

Les officiers d'état-major sont pour la plupart hostiles à l'idée de leur introduction, principalement pour des raisons conservatrices : des hommes comme le général Nivelle connaissent une façon de faire la guerre (la bonne) et ne comptent pas la changer, même s'il faut pour cela sacrifier des milliers d'hommes.



Côté britannique, le colonel Swinton propose leur emploi massif, bientôt suivi et soutenu par Winston Churchill, qui est alors Premier lord de l'Amirauté. La construction des chars Mark I est lancée ; le projet est maintenu secret et affublé du nom « tank » pour faire croire à la mise au point de nouveaux modèles de réservoirs et ne pas soulever les soupçons des espions allemands.

Ces premiers modèles sont des monstres de 30 tonnes, très peu mobiles (ils avancent à 7 km/h maximum), peu autonomes et fragiles : il faut en effet remplacer leurs chenilles tous les 80 km. Utilisés pendant la bataille de la Somme en 1916 alors qu'ils sont encore en phase de test, ils donnent des résultats décevants, bien qu'ils créent la surprise dans les rangs allemands. Échaudés par ce premier accroc, les Anglais continuent leur production, mais en quantité limitée.

De leur côté, les Français lancent la construction de deux modèles par deux entreprises concurrentes : le Schneider CA1 et le Saint-Chamond. Testés en 1916, ils ne sont effectivement employés au combat qu'en 1917.

Mais, une nouvelle fois, c'est un échec : sur les 132 chars Schneider utilisés

pendant la bataille du Chemin des Dames, la moitié se retrouve brûlée, détruite ou stoppée, quand ce n'est pas tout simplement en panne, et ils ne permettent pas d'emporter la décision.

Il semble cependant que l'état-major français tire parti de cette première expérience : ayant commis la même erreur que les Anglais, les militaires tricolores ont construit des mastodontes très lourds et peu mobiles, qui se révèlent particulièrement peu adaptés aux terrains rencontrés dans la Meuse ou dans la Somme. Le sol est extrêmement boueux, crevassés et difficilement praticable en raison des tirs d'artillerie qui le labourent en permanence. Les chars s'y enlisent ou y tombent en panne régulièrement.

Le modèle suivant est produit par Renault (qui est alors une entreprise assez modeste) : il s'agit du FT-17. D'un poids réduit (moins de sept tonnes, le FT signifiant « faible tonnage »), il est muni d'une tourelle pivotante, armée d'une mitrailleuse de 37 mm, qui permet de tirer à 360 degrés. Son équipage se limite à deux personnes, là où les premiers chars nécessitaient six à huit opérateurs pour fonctionner.

D'un coût bien moindre à fabriquer, il est produit en grande quantité. Engagé en 1918, il permet de remporter des succès éclatants, au point qu'il sert de base à la conception de tous les chars d'assaut qui suivent, notamment ceux employés au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Le char Mark IV, dernière génération du blindé anglais, dans un style toujours très robuste, est cependant le premier à prouver l'efficacité des chars lors de la bataille de Cambrai en novembre 1917, car ils permettent d'enfoncer les lignes ennemies et de détruire les barbelés qui empêchent la progression des soldats (même s'il faudra un temps pour obtenir une bonne coordination avec l'infanterie).

Ce sont finalement les Allemands qui ont le moins cru en l'avènement des blindés, ce qu'ils ont fini par payer très cher, certainement du prix de leur défaite : ils n'avaient conçu qu'un seul modèle, l'A7V, une gigantesque boîte blindée de 32 tonnes très peu manœuvrable, dont ils ne produisent qu'une vingtaine d'exemplaires, très tardivement (à la fin de 1917).

Ils rattraperont largement cette erreur durant les décennies suivantes, faisant des panzers les principaux acteurs de la guerre dès 1939.



« L'affaire d'un mois » : l'illusion de 1914

En 1914, au moment du déclenchement des événements qui vont provoquer l'escalade menant à la guerre, deux blocs d'alliance se font face, dont la constitution doit beaucoup aux conflits qui ont agité la fin du XIXe siècle. Ainsi, l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne lors de la guerre franco-prussienne de 1870 a instauré une hostilité durable entre les deux pays. La Prusse d'Otto von Bismarck cherche à isoler la France sur le plan diplomatique en faisant alliance avec l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman et l'Italie, bien que la position de cette dernière reste ambiguë.



De son côté, la France s'est rapprochée de la Russie, à laquelle elle fournit des capitaux pour moderniser ses infrastructures, et du Royaume-Uni après avoir mis fin aux conflits coloniaux qui l'opposaient à elle. L'Empire britannique est plus qu'heureux de cette convergence en raison de la méfiance qu'il nourrit à l'égard des ambitions de l'Allemagne.

Le différend ancien qui oppose France et Prusse pousse les autorités des deux pays à promouvoir un discours nationaliste fort, ainsi qu'une campagne d'armement massive, afin de mener un assaut que chaque clan espère le plus rapide possible : l'Allemagne y voit d'ailleurs la garantie de sa survie en menant une guerre éclair (*blitzkrieg*) sur le front de l'Ouest afin de pouvoir consacrer toutes ses forces par la suite au front russe. L'état-major prussien pense pouvoir annihiler la résistance française en six semaines.



Du côté français, même si les stratèges sont moins confiants, le sentiment qui prédomine est celui d'une juste revanche à la suite de la spoliation de 1870.

D'autre part, les préparatifs vont bon train des deux côtés, les frontières de chaque côté sont consolidées et hérissées de défenses, la durée du service militaire en France est passée à trois ans. La France trouve également un allié important dans la Belgique, qui veut garantir sa neutralité, mais se trouve sous la menace directe de la Prusse si celle-ci veut envahir la France. Là aussi, la modernisation des fortifications et de l'armée va bon train. Malgré cette atmosphère d'effervescence militaire, la guerre arrive presque comme une surprise pour les populations.

Le double assassinat de Sarajevo, au cours duquel l'archiduc d'Autriche trouve la mort, provoque une crise qui n'implique dans un premier temps que l'Autriche et la Serbie. Cependant, la protection dont bénéficie la Serbie, du fait de son alliance avec la France et la Russie, donne une ampleur tout autre à la crise. Les ultimatums se succèdent sans qu'aucun pays ne cède de terrain : c'est finalement l'Allemagne qui, confiante dans la force de son plan éclair, décide de passer à l'attaque. De chaque côté, les stratèges pensent que l'affaire sera réglée en un mois et que les hommes seront revenus à temps pour s'occuper des vendanges. La guerre est d'ailleurs déclarée en pleine période des moissons, à un moment où les hommes ont la tête ailleurs.

Le sentiment général, porté par un patriotisme très fort, est cependant à la liesse et à l'enthousiasme.

La stratégie militaire suivie dans les premiers temps des combats est d'ailleurs dictée par la même idée d'un conflit rapidement réglé : des deux côtés, avec des variantes, on se lance dans l'offensive à outrance, théorisée par le général Foch qui considère que la guerre ne se gagne qu'au prix d'une « *effusion sanglante* » pleine de « *sauvagerie et de cruauté* ».

Il est nécessaire d'avoir l'initiative pour vaincre. Les pertes majeures encaissées pendant les premiers combats et l'impossibilité de maintenir des positions en l'absence d'artillerie mobile vont forcer le commandement militaire à changer de stratégie. C'est le début, après la guerre de mouvement qui se conclut par la course à la mer, de la guerre de position.



Les troupes se lancent dans la course à la mer

La course à la mer va matérialiser une étape étrange et indécise de la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle se dessinent des changements stratégiques majeurs entérinant l'échec réciproque de la guerre éclair planifiée de part et d'autre au début du conflit. La bataille de la Marne, par sa violence et son coût en vies humaines, a laissé les deux armées exsangues, campées sur leurs positions après le recul allemand. La bataille de l'Aisne qui suit à la mi-septembre matérialise l'impossibilité d'avancer de part et d'autre.



Les Alliés se heurtent à une forte résistance allemande, d'autant qu'ils ne souhaitent pas engager toutes leurs forces dans le combat de peur de prêter leur flanc gauche au contournement. Les Allemands espèrent en effet passer par le nord pour tourner les armées ennemies et les encercler. Cette manœuvre vise également deux autres objectifs stratégiques importants : le premier est de finir d'envahir la Belgique et de faire avancer la ligne de front le plus loin possible à l'intérieur des frontières françaises tout en réduisant l'allié belge à néant ; le second est de mettre la pression sur les troupes anglaises en leur coupant l'accès direct à la mer et la possibilité de se réembarquer rapidement pour assurer leur repli.

Les Allemands espèrent ainsi forcer une retraite préventive des forces du Royaume-Uni. Ils sont cependant confrontés à un problème d'envergure : la ville d'Anvers, qui comporte trois ceintures de fortifications, leur pose des difficultés insurmontables.

Incapables de la faire tomber, les Allemands sont même obligés d'y mobiliser 150 000 hommes pour faire face aux assauts menés par les troupes belges depuis la ville. Il faudra un mois aux Allemands pour finalement venir à bout de cette poche de résistance.

Les premières escarmouches menées par les Allemands face à Verdun ne donnent pas non plus les résultats escomptés. La seule solution qui reste aux

forces des deux bords est encore de prolonger leur course vers le nord pour donner une nouvelle ampleur à leurs tentatives d'encerclement. Fin septembre, de nouvelles troupes sont mobilisées de part et d'autre et envoyées dans l'Oise. Les Belges, qui ont réussi à se replier avantageusement depuis Anvers, se joignent aux soldats franco-britanniques.

Le premier face-à-face sur ces nouvelles lignes a lieu à Yser. Les Belges doivent protéger la zone en sous-nombre en attendant les renforts français. Pourtant, là encore l'affrontement tourne à l'avantage des Belges.

Bien aidés par le talus de la voie ferrée Dixmude-Nieuport, qui leur sert d'abri naturel, ils opposent une farouche résistance aux offensives menées par l'ennemi avant de procéder à l'inondation volontaire des terres basses situées sous le niveau de la mer grâce à l'ouverture des vannes des digues qui les protègent.

Les assauts se déplacent vers Ypres, où la 6e armée allemande lance ses forces fin octobre et début novembre. La région d'Yser étant rendue impraticable par l'inondation, les forces qui y étaient mobilisées sont libérées pour venir affermir les positions alliées. L'offensive allemande est un échec et met fin à la « course à la mer » : tout contournement par le nord est devenu impossible ; le front fait désormais plus de 700 km depuis la mer du Nord jusqu'à la frontière suisse.

C'est ici que prend également fin la guerre de mouvement, les assauts frontaux ne donnant aucun résultat concret. S'engage ainsi la guerre de position, dominée par le recours massif aux tranchées.



Sur le front de l'Est

L'Allemagne et la Russie sont engagées dans une relation de défiance mutuelle depuis le tournant du XXe siècle. Elle est entretenue principalement par une concurrence économique et industrielle alors que le géant russe fait figure d'ogre futur au moment de son développement à marche forcée. Le déclenchement volontaire de la guerre par l'Allemagne a justement pour but de neutraliser cette force sur son flanc est en espérant profiter du fait que la mobilisation russe, du fait de la taille même du pays, prendra un temps non négligeable.

Si la Russie fait peur sur le papier, notamment en raison du nombre d'hommes qu'elle est à terme capable de mobiliser (4 millions de soldats pour 27 millions de réservistes), son armée est encore tout à fait vétuste, très peu équipée et mal formée.



Par ailleurs, la situation à l'intérieur du pays est explosive à plusieurs titres : d'une part, les Russes ne représentent eux-mêmes que la moitié de la population du pays, l'autre étant composée de minorités qui voient avec beaucoup d'hostilité l'imposition par la force de la domination du tsar ; d'autre part, les ouvriers qui participent à l'industrialisation du pays vivent dans des conditions misérables et sont très sensibles au discours révolutionnaire légitimé par l'intransigeance des nobles à l'égard des classes les plus déshéritées.

La noblesse refuse toute réforme et rend inéluctables les crises politiques qui se succèdent en 1905 et en 1917. Enfin, l'industrialisation se fait tous azimuts, et la production militaire souffre d'un déficit de productivité et de qualité, les obus comme les fusils étant livrés en nombre nettement insuffisant (ainsi, il n'est pas rare que les soldats russes doivent se partager un fusil pour trois).

Malgré tous ces facteurs handicapants, l'armée russe pose d'énormes problèmes aux 72 divisions allemandes ou membres de la Triplice qui lui font

face, au point que l'état-major prussien doit dégarnir le front de l'Ouest pour résister : on passe à 101 divisions à la fin de 1914, pour 187 en 1917.

C'est certainement cette mobilisation exubérante qui coûte aux Allemands les forces nécessaires pour faire des progrès sur le front de l'Ouest.

Sans le front russe, notre pays aurait été balayé sans doute dès 1914, en raison des écarts démographiques et industriels avec l'Allemagne. Russes et Français se coordonnent d'ailleurs pour harceler les forces de la Triplice à des moments stratégiques, notamment pour alléger quelque peu la pression lorsqu'elle se fait trop forte d'un côté ou de l'autre.



D'un point de vue militaire, les Russes lancent le début effectif des hostilités en envahissant la Prusse-Orientale à la mi-août 1914. D'abord victorieux, à Gumbinnen, d'Allemands inférieurs en nombre, ils subissent deux défaites coup sur coup à Tannenberg, puis aux lacs Mazures, qui les obligent à battre en retraite pour retourner vers leur frontière fin août.

Les Russes ont plus de succès contre l'armée austro-hongroise qu'ils battent à Lemberg, avant de s'emparer de Lvov le 3 septembre. C'est finalement l'obstacle naturel des Carpates qui permet aux forces austro-hongroises de stabiliser le front autour de Przemyśl.

En octobre, les Russes reprennent le dessus sur les Allemands lors de la bataille de la Vistule, mais en novembre ils sont à nouveau obligés de reculer face à l'avancée des Allemands qui prennent Łódź le 6 décembre. Il faut dire que les Ottomans se sont joints au combat courant novembre, créant un nouveau front dans le Caucase.

En 1915, le front russe recule à travers la Pologne russe, jusqu'à l'abandonner complètement, contraignant à la fuite des millions de civils. L'Allemagne emploie les gaz de combat contre les Russes, mais ils sont rendus absolument inutiles par l'intensité du froid.

En 1916, le front s'est stabilisé sur une très grande ligne allant de Riga, au nord, à la Transylvanie et à la mer Noire, au sud. En mars, les Russes remportent une victoire en Lettonie, mais le front reste à peu près stable. L'armée russe est confrontée à une démobilisation sensible dans ses rangs en

raison de nombreux facteurs, dont le plus important est sans doute la progression des idéaux révolutionnaires parmi les hommes de troupe.

Pourtant, les Allemands n'arrivent pas, ni en 1916 ni en 1917, à tirer parti de cet affaiblissement. La bataille de Marasesti, en Roumanie, en septembre 1917 se solde par un échec pour les forces prussiennes.

C'est donc bien de l'intérieur que va venir la défaite russe : en novembre, les suites de la révolution d'octobre amènent à la signature d'une paix séparée sur le front de l'Est puisque le pays n'est plus dans la capacité de se battre. Pour cela, la Russie doit céder la Pologne, l'Ukraine, la Finlande et les pays Baltes en acceptant d'entériner le traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918.

Le pays a perdu au cours de cette guerre entre 1,7 et 2,5 millions d'hommes – pour 3 à 5 millions de blessés.

Si l'on additionne les pertes côté roumain, les deux pays totalisent 36 % du total des morts pendant la Grande Guerre. Les pertes dans les rangs allemands et autrichiens sur le front de l'Est ont été à peu près équivalentes (1,8 million d'hommes au total).

Des centaines de milliers de soldats russes prisonniers de guerre sont retenus par les Allemands bien après la signature du traité de paix pour servir de main-d'œuvre, le gouvernement prussien prenant pour prétexte la révolution pour refuser de les rapatrier.



La guerre se déploie en Afrique

L'une des causes de la Première Guerre mondiale tient aux prétentions coloniales des différents pays qui y sont engagés (France, Allemagne, Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, Italie). Les différents belligérants vont donc essayer de contester leur suprématie sur ce terrain lointain.

L'Allemagne est de ce point de vue la moins bien lotie de ces superpuissances en termes de territoires. Cependant, du fait de la régularité des escarmouches qui ont eu lieu dès avant la guerre, ses colonies sont largement pourvues en défenses et en troupes. Les affrontements qui ont lieu en Afrique sont donc tout aussi sérieux que sur le continent européen. La résistance opposée est en revanche tout à fait disparate en fonction des différentes configurations régionales et de l'isolement plus ou moins important des enclaves prussiennes.

Ainsi, en Afrique de l'Ouest, le Togo et le Cameroun (Kamerun) allemands, encerclés de colonies hostiles, sont dans des conditions défavorables. Le premier tombe rapidement, le second également, mais une guérilla se constitue dans l'arrière-pays, que les forces alliées sur place mettront deux ans à réduire au silence.



Dans le sud-ouest, la Namibie dispose de circonstances plus favorables : en plus de la dizaine de milliers d'hommes immédiatement mobilisables dans la ville la plus importante, le pays est presque entièrement constitué d'un désert aride et voisin de l'Afrique du Sud des Boers, lesquels sont mobilisés par les Britanniques pour mener campagne contre les Allemands. Or la guerre des Boers, terrible conflit qui a opposé ces alliés de circonstance 12 ans plus tôt, est encore fraîche dans les mémoires : les Boers finissent par se révolter plutôt que d'accepter de se livrer à cette expédition, nombre d'entre eux se sentant plus proches de leurs voisins que des Britanniques qu'ils considèrent comme des oppresseurs.

Cette révolte est matée, puis les soldats sud-africains viennent facilement à bout des Allemands en 1915 en raison de leur expérience au combat acquise

au cours des nombreux conflits qu'ils ont pu connaître.

Le sort des colonies allemandes de l'est de l'Afrique est assez différent : le colonel Lettow-Vorbeck, qui dirige l'armée de la zone correspondant aujourd'hui à la Tanzanie, au Rwanda et au Burundi, parvient à maintenir le statu quo pendant les quatre années du conflit en raison de deux facteurs : l'un étant son habileté tactique indéniable qui lui fait choisir, vu l'infériorité numérique de ses effectifs, de mener une campagne de guérilla contre les forces alliées britanniques, belges et portugaises combinées ; l'autre est la difficulté même des conditions de vie dans la région : elles déciment les troupes de part et d'autre à cause des épidémies diverses qui les secouent. Lettow-Vorbeck doit cependant faire face à l'ennemi de trois côtés : les Belges entrant par le lac Tanganyka sur son territoire et coulant la petite flotte allemande qui y mouille avant de le harceler au Rwanda ; les Anglais attaquant par le nord, sous le commandement d'un chef de guerre boer ; les Portugais menant l'assaut depuis le Mozambique.

Le commandant allemand parvient à contenir les attaques sur chaque front en manœuvrant habilement ses troupes au cours d'assauts éclair meurtriers pour dissuader ses adversaires d'avancées trop téméraires au point par exemple de repousser les Portugais à l'intérieur de leurs frontières et de trouver momentanément refuge sur leur territoire.

En 1917, il parvient à vaincre les Britanniques à Mahiwa. Il ne perd qu'une centaine d'hommes pour 3000 pour les Britanniques après les avoir entraînés dans des marécages où leur avantage numérique ne leur est d'aucune utilité.

Quels que soient les miracles qu'il peut accomplir, il est finalement cerné par les forces alliées en Rhodésie du Nord et accepte de capituler en novembre 1918 après avoir appris que sa mère patrie s'est rendue. Il termine ainsi la guerre invaincu au combat.

En 1918, l'Allemagne a perdu toutes ses colonies, et l'alliance qui l'a vaincue se les partage.



Le désastreux Chemin des Dames

Le Chemin des Dames est une des zones de bataille les plus légendaires de la Première Guerre mondiale. Sans doute que son nom plutôt poétique associé à des circonstances aussi tragiques n'est pas étranger au fait qu'elle ait autant frappé les esprits (d'autant que les lieux les plus marquants de la bataille elle-même s'appelleront Craonne ou Caverne du Dragon, accentuant cet effet de distanciation).

Le Chemin des Dames est un plateau d'une trentaine de kilomètres de long qui sépare la vallée de l'Aisne et celle de l'Ailette.



Il doit son nom au fait d'avoir été emprunté au XVIII^e siècle par les filles de Louis XIV, Adélaïde et Victoire, pour se rendre au château de La Bove, propriété de Françoise de Châlus, duchesse de Narbonne-Lara, qui avait été la maîtresse du roi.

Rapidement, dès le début du conflit, le Chemin des Dames devient un lieu d'affrontement. En septembre 1914, après avoir reculé devant l'avancée allemande, les Alliés réussissent à reprendre position sur le plateau.

Les efforts qu'ils déploient ensuite pour en récupérer la totalité se soldent cependant par un échec coûteux en hommes : le front se stabilise ainsi au milieu du plateau pour une longue période – presque trois ans.

C'est en 1917 que le Chemin se transforme en ce champ de bataille cauchemardesque qui va emporter tant d'hommes pour un résultat absolument nul.

L'idée de l'offensive qui doit changer le visage du front est l'œuvre de Nivelle, qui, comme on l'a vu, n'hésite pas à sacrifier la vie de ses hommes et est un fervent partisan de la doctrine de l'offensive à outrance. La bataille va devenir l'équivalent français de l'attaque menée par les Allemands à Verdun.



Sur le plateau, l'armée allemande a eu en trois ans d'occupation le temps de se retrancher et de fortifier ses positions : la Caverne du Dragon, réseau de carrières souterraines, lui permet de relier l'arrière au front, et des nids de mitrailleuses ont été installés de toutes parts.

Le plan imaginé par Nivelles est assez simpliste : il consiste à masser une grande quantité d'hommes sur les 30 km du plateau et de préparer leur assaut avec un grand pilonnage d'artillerie censé détruire les premières lignes allemandes. Au total, ce sont plus de 850 000 hommes qui sont regroupés en bas des lignes ennemies, ainsi que 5000 canons d'artillerie.

L'inconvénient du terrain choisi est assez clair : les soldats français sont en contrebas et doivent donc grimper une pente sur laquelle ils seront complètement exposés à l'ennemi ; qui plus est, l'offensive se déployant sur 30 km va forcément diluer le bombardement et limiter ses effets.

Les lignes ennemies ne seront pas, comme le plan le prévoit, entièrement détruites. Enfin, les 200 chars spécialement apprêtés pour l'occasion ne peuvent escalader les pentes du Chemin lui-même et vont donc être contraints à des mouvements de contournement pour participer à la bataille en y entrant dans des conditions défavorables.

Nivelle n'a malheureusement tenu aucun compte des conditions météorologiques dans son plan. Au moment où a été décidée l'attaque, il neige sur le Chemin des Dames (même si nous sommes à la mi-avril). L'artillerie a démoli le terrain et l'a creusé de nombreux cratères.

La boue devient rapidement le pire ennemi des soldats qui doivent escalader la pente jusqu'aux lignes allemandes. Ils sont de ce fait extrêmement ralentis, offrant des cibles faciles.

Les hommes ont également d'autres raisons de déchanter très vite : le bombardement d'artillerie n'a pas été aussi efficace que prévu, et ils sont accueillis par un feu d'autant plus nourri que les nids de mitrailleuses allemands ont été soigneusement dissimulés et sont restés ignorés des pièces d'artillerie.

Les soldats prussiens profitent en plus du système de galeries souterraines qui creuse le plateau calcaire pour prendre à revers les Français dans leur

progression. Au bout d'une heure, le bilan est terrible, c'est un véritable carnage : les deux tiers de la première vague française sont décimés.

Les chars Schneider et Saint-Chamond, quant à eux, n'ont pas du tout joué leur rôle : trop lents, peu fiables, ils sont rapidement neutralisés par l'ennemi ou tombent en panne à cause de la difficulté du terrain.

Malgré ces résultats dramatiques, Nivelle n'hésite pas à continuer l'assaut.

Toute la semaine, les soldats français se cassent les dents sur les lignes ennemies. On compte 30 000 tués pendant cette période seule. Sur les mois suivants, l'assaut continuant jusqu'en octobre, les pertes s'élèvent à 134 000 hommes au total.

C'est dans ce contexte que les premières mutineries ont lieu, prenant de l'ampleur courant juin, car les hommes ne comprennent pas pourquoi on les sacrifie aussi gratuitement et délibérément.

Pétain remplace Nivelle. Les Allemands, informés de ce retournement, en profitent pour lancer une grande contre-offensive. Fin juin, les Français remportent leur premier succès depuis le début de cette bataille en s'emparant de la Caverne du Dragon. Fin octobre, Pétain lance l'offensive du fort de la Malmaison, qui contrôle l'accès au plateau. C'est un succès, le fort est emporté, et les Allemands subissent de lourdes pertes.

Les nouveaux chars d'assaut plus légers ont joué un rôle décisif dans cette victoire. Au cours de l'offensive du Chemin des Dames, les Français ont réussi à faire 55 000 prisonniers allemands et à remporter quelques batailles stratégiques, mais cette attaque est cependant considérée comme un échec cuisant. Les pertes s'élèvent au total à près de 200 000 hommes.



Le génocide arménien

Au début de la guerre, l'Empire ottoman s'engage auprès de la Triple dans le conflit. L'Empire connaît sur son territoire certaines tensions, dues notamment aux minorités qui souhaiteraient acquérir leur indépendance.



En plus des Kurdes, les Arméniens ont exprimé certaines velléités en ce sens. Ils sont plus de deux millions sur le territoire turc et se plaignent régulièrement des conditions dans lesquelles ils sont traités, leurs droits étant souvent bafoués au profit des musulmans du pays. Se réunissant souvent en groupements rebelles, ils finissent par attirer l'attention de la communauté internationale.

Cependant, la réaction ottomane ne se fait pas attendre : les rebelles sont systématiquement exterminés – les massacres hamidiens de la fin du XIXe siècle organisés par le « sultan rouge » Abdülhamid II font plus de 200 000 morts. Le mouvement Comité union et progrès, composé des « Jeunes Turcs », arrive à la tête du pays avec en son sein des nationalistes qui ont entretenu un temps l'ambiguïté à propos de leurs intentions concernant les Arméniens.

Ils vont cependant les traiter encore plus durement que le sultan qu'ils ont renversé. Les massacres d'Adana donnent le ton : province turque à forte population arménienne, Adana est agitée par les revendications. Les Jeunes Turcs répriment sévèrement ce mouvement de protestation, les troupes ottomanes laissant derrière elles entre 20 000 et 30 000 morts.

Cependant, l'entrée en guerre du pays va fournir un prétexte pour intensifier le massacre des Arméniens, qui vont rapidement être accusés de pactiser avec les Russes pour provoquer des dissensions à l'intérieur du pays (le cas de la ville de Van, où les Arméniens ont fait effectivement alliance avec les troupes russes, peut cependant s'expliquer par une stratégie de circonstance afin de se mettre à l'abri des forces ottomanes qui massacraient déjà leur peuple).

En 1915, le pays met carrément en place un plan d'extermination construit, donnant le modèle des autres destructions systématiques de populations qui vont consteller l'histoire du XXe siècle. Il s'agit de régler une fois pour toutes

la « question arménienne » (*Ermeni sorunu*).

La chose est présentée officiellement comme un déplacement de population, cette déportation visant à mettre à l'abri la Turquie des soi-disant manœuvres souterraines des Arméniens pour favoriser l'ennemi russe. En réalité, c'est directement leur anéantissement qui est envisagé. Le gouvernement commence par désarmer tous les soldats arméniens qui avaient été mobilisés avant de massacrer les notables arméniens de la ville de Constantinople.

Puis, il profite de la proximité de certaines provinces arméniennes avec le front russe pour donner une autre ampleur à l'extermination. Sous prétexte de déportation, les Arméniens sont séparés en différents groupes, les hommes mis à part, puis emmenés loin de leurs maisons et tués systématiquement par les gendarmes ottomans ou laissés en pâture aux bandits kurdes qui sont en concurrence avec les Arméniens depuis des siècles pour le contrôle des régions orientales de la Turquie.

Les femmes et les enfants sont éparpillés, massacrés ou dispersés au sein de foyers musulmans. Près d'un million d'Arméniens sont alors exterminés.

Dans la région plus centrale de la Turquie, la déportation n'est pas qu'un prétexte vide de sens : elle a vraiment lieu vers la région d'Alep en Syrie, mais les conditions de vie dans lesquelles se retrouvent les réfugiés arméniens ne rendent pas forcément leur sort plus enviable.

Les massacres finissent par se poursuivre à l'intérieur des camps dans le courant de l'année 1916. Au final, il ne reste plus qu'un peu plus de 300 000 Arméniens à la fin de la guerre. Les procès organisés après la guerre révèlent l'existence d'une « Organisation spéciale », section mise au point pour veiller à la mise en place méthodique des massacres.



L'Ossuaire de Douaumont recueille les restes des disparus

Cet ossuaire géant installé dans la commune de Douaumont, en Lorraine, traduit une autre réalité de la violence et du caractère inhumain des combats qui se sont déroulés pendant la Première Guerre mondiale dans les tranchées, notamment à Verdun, théâtre particulièrement tragique des opérations.

Au cours de cette bataille, c'est en effet le nombre hallucinant de 300 000 soldats allemands et français qui sont portés disparus, leurs corps n'ayant pu être identifiés. Au sortir de la guerre, ces soldats n'ont toujours pas pu bénéficier d'une cérémonie en terre consacrée.



L'évêque de Verdun, Mgr Ginistry, a alors l'idée de leur consacrer un ossuaire, afin que leurs familles puissent venir se recueillir. Il s'associe à Mme de Polignac, veuve de guerre, et au général Valantin pour mettre ce projet à exécution.

La construction de l'ossuaire commence en 1920 et s'achève en 1932. D'une longueur de 137 mètres, il accueille les restes de 130 000 soldats allemands et français. Il est surmonté en son centre par une tour haute de 46 mètres (appelée la tour des Morts) qui *« symbolise la poignée d'une épée fichée dans le sol jusqu'à la garde, représentée par les deux ailes du monument, en signe de paix éternelle[11] »*.

À son sommet, un phare joue le rôle de lanterne des morts et rappelle le souvenir de cette bataille tragique. À l'intérieur, on trouve 46 tombeaux regroupant les restes des hommes par secteurs de combat.

En 2012, des malfaiteurs profitent de travaux de réfection pour s'introduire par effraction dans l'ossuaire et voler des restes, *« en particulier des crânes »*, selon *L'Est républicain* du 8 mars 2012. Il est possible qu'ils aient visé ainsi à revendre ces ossements à des collectionneurs.

Derrière l'ossuaire, on trouve le Cimetière national, qui comprend 16 142 tombes de soldats français dont on a pu établir l'identité, parmi lesquelles on

trouve les sépultures de 592 soldats musulmans orientées vers La Mecque. Jacques Chirac a inauguré en 2006 un monument à la mémoire de ces combattants musulmans, comme il en existait déjà un pour les soldats de confession juive depuis 1938.



« Pour tous, il sera le plus grand »

Au sortir de la guerre, dans un pays traumatisé, l'importance du souvenir et de sa préservation participe d'un consensus général. Au vu du nombre de soldats qui ont disparu corps et biens au cours du conflit, la tâche peut s'avérer ardue, et nombreux sont les survivants qui ressentent à l'égard de ces morts destinés à rester inconnus un devoir de mémoire exacerbé par la reconnaissance des sacrifices le plus souvent inutiles consentis par ces hommes, partis à l'assaut de positions inextricables sans aucun espoir du fait de tactiques militaires obsolètes et impitoyables réglées par des officiers restant à l'arrière.



L'idée d'accueillir un combattant inconnu au sein du Panthéon est à vrai dire évoquée dès 1916 par le président du Souvenir français, association qui se propose la tâche spécifique de reconnaître les sacrifices consentis pour la sauvegarde de la nation depuis la guerre franco-prussienne de 1870. En 1918, l'idée a fait son chemin parmi les députés, qui proposent de la concrétiser au Panthéon. Cependant, courant 1919, les associations d'anciens combattants se mobilisent pour que le lieu qui accueillera ce soldat inconnu soit spécifique et ne fasse pas de sa sépulture une tombe parmi d'autres, noyée au milieu des hommes célèbres de la nation.

La presse relaye leur volonté au cours d'une campagne, où le consensus s'établit pour faire de l'Arc de Triomphe cet endroit de choix. La loi concernant la procédure est votée définitivement le 8 novembre 1920 par la Chambre des députés. À cette occasion, le rapporteur du projet, Georges Maurisson déclare : *« Fût-il le plus humble des citoyens, ouvrier ou patron, paysan ou bourgeois, illettré ou savant, patricien ou plébéien, qu'importe, pour tous il sera le plus grand. »*

Le choix de la dépouille pose une nouvelle difficulté : parmi les dizaines de milliers de corps non identifiés que compte le pays, lequel aura droit à ces honneurs ? Une présélection de huit cercueils est réalisée, chacun d'eux venant d'une des huit régions où se sont déroulés les combats (Chemin des Dames, Champagne, Somme, Artois, Verdun, Île-de-France, Lorraine et

Flandres).

On a pris soin de choisir des corps dont la nationalité ne fait aucun doute. Ils sont acheminés dans la chapelle ardente qui a été aménagée après la guerre dans la citadelle de Verdun. Auguste Thin, seconde classe ayant combattu dans les tranchées, hérite au dernier moment de la tâche de désigner parmi les huit le cercueil qui ira dans la sépulture. Le premier soldat auquel on avait confié cette besogne est tombé malade le jour précédent.

Thin déclare alors : *« Il me vint une pensée simple. J'appartiens au 6^e corps. En additionnant les chiffres de mon régiment, le 132, c'est également le chiffre 6 que je retiens. Ma décision est prise : ce sera le sixième cercueil que je rencontrerai. »*

Auguste Thin s'arrête donc devant le sixième cercueil sur son chemin, y dépose le bouquet qui symbolise son choix et se met au garde-à-vous. Le cercueil est ensuite transporté à la gare, porté sur l'affût d'un canon de 75 (les fameux canons qui font la fierté de la France), déposé place Denfert-Rochereau pour une veillée qui dure toute la nuit, avant d'être amené sous l'Arc de Triomphe le 11 novembre 1920. Il n'y sera cependant inhumé que le 28 janvier 1921.



Les villages fantômes

Ils symbolisent encore aujourd'hui la violence des affrontements survenus dans les départements limitrophes de la frontière nord de la France : ces villages ont été intégralement détruits pendant la guerre de par la force des bombardements qui les ont frappés ou des combats qui les ont traversés.

Ils n'ont jamais été reconstruits, pour certains simplement dans le but de commémorer le souvenir de la guerre qui les a éteints, pour d'autres aussi en raison de la dangerosité ou de l'impraticabilité des lieux, truffés de munitions et d'obus ayant fait long feu (et pouvant exploser à tout moment) ou intégralement reconfigurés par les bombardements. Certains de ces villages ont été rattachés à des communes voisines, mais d'autres ont conservé une structure administrative autonome et disposent de maires qui n'ont donc aucun administré.



Ainsi, dans l'Aisne, la commune d'Ailles ne comporte aujourd'hui qu'une cave et un monument commémoratif. Elle a été rattachée à Chermizy. Courtecon est réduit à l'état de simple chapelle commémorative. À Vauclerc-et-la-Vallée-Foulon, il ne reste que les ruines d'une abbaye cistercienne.

Mais c'est dans la Meuse qu'on retrouve les villages non reconstruits qui ont gardé leur indépendance administrative : Beaumont-en-Verdunois, qui comptait 186 habitants en 1911, est inhabité depuis 1918 ; Bezonvaux de même, alors qu'on y dénombrait 149 habitants en 1911 (un panneau y affiche encore fièrement la mention Grande Rue au milieu d'un bois, la nature ayant repris ses droits) ; Cummières-le-Mort-Homme a résisté un peu plus longtemps : de 205 habitants en 1911, il est passé à 3 en 1921, le dernier habitant ayant disparu dans le courant des années 1990 ; Douaumont, qui accueille l'ossuaire des soldats disparus, est lui aussi un village fantôme et inhabité, à l'exception de certains des employés travaillant à l'ossuaire qui ont décidé de s'y installer ; c'est la même chose pour Fleury-devant-Douaumont, qui a cependant conservé quelques habitants jusque dans le courant des années 1990 ; enfin, Haumont-près-Samogneux clôt le compte de ces villages

fantômes, dont le souvenir est maintenu par cette curieuse reconnaissance administrative.

Les personnes amenées à exercer le rôle de maires de ces communes se passent souvent le relais de génération en génération, quand ils ne sont pas nommés par le préfet local. Ils ont un budget qui leur provient majoritairement des taxes de l'Office national des forêts, la plupart de ces villages étant en effet recouverts d'hectares de bois. Cet argent n'est pas de trop pour veiller à l'entretien des villages, où l'on trouve souvent des chapelles ou des monuments commémoratifs.

Certains maires caressent même l'espoir de faire revenir, un jour prochain, des habitants dans leurs bourgs. D'autres prennent des initiatives pour améliorer leur exposition : ainsi, à Fleury, les maisons détruites ont été signalées par des bornes installées par l'édile local afin de redonner forme à la vie qui a autrefois animé ces lieux.



La chasse aux déserteurs

Comme on l'a vu, la hiérarchie militaire ne plaisante pas avec l'insubordination, et notamment la désertion : elle est même prête à faire des exemples des hommes fuyant le combat, les exécutant presque systématiquement pour maintenir l'obéissance parmi leurs camarades des tranchées. Pourtant, en 1914, au début de la guerre, le taux de déserteurs est bien plus faible que celui que les officiers avaient prévu : seuls 1,5 % des appelés ne se présentent pas à leurs assignations, là où ils en attendaient 13 %.

Les Français sont portés par un fort sentiment national, et la propagande qui promet une campagne facile a porté ses fruits. L'enthousiasme qui est de mise retombe cependant bientôt, et le nombre de désertions augmente nettement au cours des années suivantes. Cependant, l'arrière du front est surveillé par des gendarmes déployés en nombre pour éviter qu'elles ne se multiplient.



Il faut attendre les confrontations très brutales de 1917 pour que les hommes se révoltent massivement, et une désertion massive est évitée de très peu – plus de 20 000 hommes sont alors concernés par des procédures disciplinaires en raison de comportements séditieux.

Au total, ce seront 600 hommes qui sont fusillés pendant la guerre pour ce motif. Pour éviter d'avoir à fuir pendant des années après avoir abandonné le front, certains hommes n'hésitent pas à se mutiler volontairement, généralement en s'abîmant l'index, qui est nécessaire pour tirer. Ils doivent cependant veiller à ne pas laisser de traces visibles de leur automutilation (comme de la poudre sur les plaies), pour ne pas être confondus par les médecins militaires, qui guettent et dénoncent ce genre de procédés, comme les soldats qui « simulent » la folie pour ne pas retourner au combat.

À l'époque, la défiance envers ces simulateurs présumés tourne à l'obsession ; même les hommes sévèrement traumatisés sont renvoyés au combat.

Pour ceux qui sont parvenus effectivement à désertir et se sont réfugiés

pour la plupart à l'étranger, des lois d'amnistie vont être votées tout au long des années 1920, en particulier en 1925, préluant au retour d'une certaine partie d'entre eux.

Ceux qui choisissent de rentrer sont soumis à un emprisonnement préventif, passent devant un tribunal militaire et écotent en général d'une peine de prison minime, de l'ordre de trois à quatre mois, qu'ils ne purgent pas jusqu'au bout. En fonction d'éventuelles circonstances atténuantes (le soldat ayant par exemple participé effectivement au combat avant de désertre, etc.), beaucoup bénéficient également de remises de peine.

Cependant, pour éviter de prendre le risque d'un emprisonnement, certains préfèrent attendre le délai de prescription qui leur permettra de rentrer en France : c'est le cas aussi des insoumis qui ont refusé d'être incorporés ou d'obéir au front en raison de leurs convictions. L'administration militaire n'a jamais envisagé de faire preuve de mansuétude à leur égard.

En ce qui concerne les autres puissances engagées dans le conflit, les situations sont diverses : l'armée belge compte un certain nombre de déserteurs, un millier en 1916, plus de 5000 en 1917, 3000 au début de 1918.

Trois cents soldats britanniques sont jugés pour ce motif, ce qui semble assez peu, mais c'est énorme si on compare avec les Allemands, qui n'ont censément à blâmer que 28 exécutions pour cause de désertion. Chez les Canadiens, on compte 23 soldats exécutés pour 61 passés en jugement. Enfin, on en dénombre 750 chez les Italiens.



L'argot des poilus

Durant les longues années que dure la guerre, les poilus mettent au point tout un langage étonnamment imagé, souvent drôle ou ironique, qui trahit tout à la fois leur fierté comme leur désespoir. Certains des mots qu'ils ont popularisés à l'époque sont passés dans la langue et sont encore d'usage courant aujourd'hui, d'autres ont totalement disparu.



Nos fameuses « godasses » pour désigner les chaussures sont un héritage direct de leur inventivité, tout comme le « boulot » pour désigner le travail, le « bobard » pour le mensonge, le « boucan » pour le bruit, la « bagnole » pour une vieille voiture, « ramasser une gaufre » pour chuter, « déguster » lorsqu'on essuie un feu nourri, « entraver » pour signifier comprendre, les « huiles » pour désigner les haut gradés, ou encore le « clebs » pour désigner un chien (comme « fatma », « toubib » ou « kasbah », il fait partie des mots qui ont été repris directement de l'arabe que les Français ont appris aux colonies).

D'autres mots viennent tout droit de certaines régions françaises et se répandent entre les hommes dans les tranchées : ainsi la « gnôle » ou la « tambouille[12] ». Les poilus ne manquent pas d'à-propos pour décrire les objets de leur quotidien : par exemple, ils appellent leurs gamelles des « auges ». Pour désigner les corvées les plus dures qui leur sont assignées, ils utilisent ironiquement le mot « baguenauder ». Ils parlent également d'un pinard « baptisé » quand il est coupé à l'eau, évoquant ainsi le miracle pratiqué par Jésus à Cana ; ils désignent les eaux-de-vie sous le vocable imagé d'« eau pour les yeux ».

D'autres expressions peuvent désormais nous paraître parfaitement exotiques : le « brindezingue », qui désigne une personne ivre, la « drouille » pour la colique ou le « dur » pour le chemin de fer.

On « en écrase » quand on dort, et on est à l'abri lorsqu'on est en « embuscade » (l'expression n'a pas encore son sens moderne) ; l'« embusqué » désigne souvent la personne de l'arrière qui a réussi à échapper aux combats et prend un sens péjoratif. On peut utiliser le poétique

« emmieller » pour éviter d'avoir recours à « emmerder ».

L'état-major devient l'« état-mâchoire », expression qui retraduit bien la voracité d'une hiérarchie qui n'hésite pas à avoir recours au sacrifice massif de ses troupes. Les éclats d'obus sont des « épiluchures », le pantalon, un « falzar », la soupe est une « jaffe », la bagarre peut vite devenir un « pastisse ».

Les soldats reçoivent des « paxons » (paquets) de chez eux et se protègent les « pinceaux » (les pieds) du froid. Les tirailleurs noirs sont appelés des « tounamis », en raison de la phrase que s'échangent les Bambaras en matière de salut lorsqu'ils se croisent : *Anissigué Toumani*. Un obus est une « pipe », et « prendre la pipe » devient synonyme de subir de lourdes pertes lors d'un bombardement.

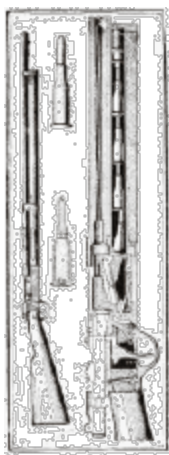
Les soldats peuvent avoir le « cafard » ou au contraire « faire camarade », se rendre à la « roulante » pour chercher leur repas (c'est la cuisine roulante qui est utilisée par la compagnie pour le ravitaillement), sympathiser avec les « sammies » (les soldats américains) ou les « tommies » (leurs homologues anglais) en attendant d'affronter les « pruscos » (équivalent argotique du mot « boche »).

Plus cyniquement, ils peuvent finir sur le « séchoir », nom donné aux barbelés qui protègent la tranchée et sur lesquels un corps peut être amené à « sécher » un long moment avant d'être décroché.



Le fusil Lebel et sa Rosalie

Le fusil Lebel est l'arme majoritairement autorisée par l'armée française lors de l'entrée en guerre. Il n'est pas de conception récente : mis en circulation en 1886, il équipe les rangs tricolores dès l'année suivante. Il porte le nom du colonel Nicolas Lebel, directeur de l'École normale de tir et membre de la commission qui a veillé à sa mise au point (il a lui-même inventé une des balles que l'on peut utiliser avec ce fusil). De calibre 8 mm, il peut contenir 10 cartouches.



Même s'il a 30 ans en 1914, il n'en reste pas moins qu'il a représenté un tournant révolutionnaire dans sa conception et sa réalisation à la fin du XIXe siècle : il a permis de changer poudre et cartouche pour profiter des innovations en la matière (notamment en mettant à profit la poudre sans fumée et le maillechort, un alliage de cuivre, de nickel et de zinc). Du fait d'une vitesse initiale de la balle plus élevée, le fusil Lebel est ainsi capable de tirer à plus grande distance que ses modèles concurrents.



La mise au point du fusil Lebel avait été initiée en 1884, à la suite de l'adoption par l'armée allemande d'un fusil Mauser à répétition qui rendait le modèle français précédent, le fusil Gras, totalement obsolète.

Le projet fut rapidement mené à bien sous la supervision de la Commission des fusils à répétition : la production gagna ensuite son rythme de croisière pour atteindre les deux millions d'unités produites au début de la guerre. Au total, on en fabriqua 3,5 millions jusqu'en 1920, en raison du grand nombre qui sont perdues au combat. On estime à 40 000 par mois, lors des phases actives du conflit, les armes détruites, perdues ou disparues.

Bien que toujours à la pointe, techniquement, au début de la guerre, le fusil Lebel se révèle rapidement mis en défaut par ses concurrents étrangers pour une raison simple : son temps de rechargement. En effet, l'un des seuls défauts du Lebel – mais malheureusement rédhibitoire – est son magasin tubulaire très pénible à manœuvrer : il ralentit énormément la cadence de tir que l'on peut obtenir. De ce fait, le Lebel est progressivement remplacé à partir de 1916 par le fusil Berthier 1902, qui en est une version améliorée avec un chargeur type Mannlicher de l'armée autrichienne pour pallier ce défaut initial.

Au vu cependant de la quantité de fusils qui a déjà été produite alors, la majeure partie des troupes utilise encore des Lebel à la fin de la guerre. Le fusil n'est que très tardivement remplacé dans l'armée française et continue d'être utilisé marginalement pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le fusil Lebel peut également être équipé de « Rosalie », comme les chansonniers de l'époque surnomment la baïonnette d'une soixantaine de centimètres qui ne quitte jamais le soldat. Elle a bénéficié d'un soin particulier dans sa conception, l'accent ayant été particulièrement porté parmi les théoriciens de la guerre sur le combat rapproché. Aux modèles anglais et allemand à lame, les Français ont préféré une pique cruciforme que l'on doit faire tourner dans le corps de l'ennemi avant de l'en retirer. La forme de la pique doit permettre de provoquer une hémorragie interne mortelle.

En réalité, cette volonté d'efficacité létale maximale va encore jouer contre les soldats : le temps qu'ils perdent à ôter la baïonnette du corps de leurs ennemis les handicape très sévèrement pour espérer rester en vie au milieu d'une mêlée inextricable. Lorsqu'ils sont confrontés à de vrais corps à corps, les soldats ont ainsi toutes les chances de s'exposer inutilement.

Dans les tranchées, une baïonnette aussi longue s'avère difficile à manœuvrer, plus gênante qu'autre chose, d'autant qu'à la différence de ses homologues anglaise ou allemande, elle ne peut pas s'utiliser séparée du corps du fusil. Les baïonnettes sont également équipées au départ d'un quillon sur leur manche (il s'agit d'un petit crochet qui peut servir de garde). Les soldats s'en plaignent, arguant qu'il ne cesse de se prendre dans les obstacles comme les barbelés quand ils se retrouvent forcés de ramper.

Au vu des différents problèmes éprouvés par les armes françaises au moment de leur utilisation sur le terrain, on peut retrouver la séparation stricte qui existait entre les instances dirigeantes décisionnaires et les simples soldats, aucun échange n'ayant été prévu pour faciliter la vie des combattants. Le statut de « chair à canon » leur colle à la peau.



Les nettoyeurs de tranchées

Au cours des sanglants combats qui agitent les lignes lors de la guerre de position qui a cours de 1914 à 1917, les différentes factions parviennent parfois à prendre ou à reprendre une tranchée creusée par l'ennemi – ou passée dans son giron lors d'un assaut précédent. Mais ce cas de figure présente une difficulté majeure, susceptible de stopper les efforts de la troupe en progression : si les hommes se lancent en avant en laissant derrière eux la tranchée nouvellement conquise sans prendre le temps de vérifier qu'elle est bien débarrassée de tous les combattants ennemis, il est possible qu'ils se retrouvent avec des soldats hostiles sur leurs arrières au moment d'affronter les lignes ennemies suivantes, qui seront certainement préparées à les accueillir.



De plus, cette circonstance pourrait s'avérer catastrophique en cas de retraite précipitée, les hommes se transformant alors en cibles faciles pour ces soldats retranchés. Pour remédier à cette problématique, on met sur pied des équipes de « nettoyeurs » de tranchées, qui ont pour mission d'en faire le tour pour éteindre les éventuelles poches de résistance qui se seraient formées à certains endroits, éliminer les soldats ennemis qui ont pu s'y dissimuler, ou s'assurer que les bunkers et abris ennemis sont bien vides.

Les unités qui s'acquittent de cette tâche reçoivent une formation spéciale et sont encadrées par des sous-officiers chevronnés : il faut dire que cette liquidation donne souvent lieu à des combats d'autant plus acharnés qu'ils sont désespérés pour ceux qui n'ont pas eu le temps de s'enfuir et se sont retrouvés piégés derrière les lignes adverses. Les nettoyeurs bénéficient pour les aider dans leur tâche des photographies aériennes prises peu de temps avant depuis les avions qui survolent les tranchées pour préparer l'assaut. Ils n'emportent pas de fusils, car ils sont d'un usage compliqué dans les tranchées : les soldats préfèrent s'équiper de revolvers, de poignards ou de couteaux de guerre, de casse-tête, de massues et surtout de grenades. Ce sont elles qui leur permettent de mener leur mission à bien sans prendre de risques

insensés. Reprendre une position blindée ou retranchée sans leur secours relèverait en effet du suicide.

Les nettoyeurs s'approchent furtivement de positions qu'ils suspectent d'accueillir des combattants, y jettent quelques grenades et continuent de progresser. Ils ne prennent la peine ni de vérifier la létalité de leurs assauts, ni de faire des prisonniers : la tâche dont ils s'acquittent est d'une importance cruciale ; elle ne laisse la place à aucun retard ou attermoïement.

Les hommes qui sont choisis pour ces missions viennent de tous les horizons : volontaires pour certains, membres du génie pour d'autres (du fait de leur connaissance des explosifs), grenadiers, voltigeurs, réservistes des deuxièmes lignes d'assaut.

En raison de la nature de leur action, les nettoyeurs, que l'on appelle également sans équivoque les « zigouilleurs », donnent lieu à toutes sortes de récits plus ou moins mythiques, les soldats des tranchées insistant surtout sur leur caractère impitoyable.



Apollinaire et la guerre

Apollinaire, de son vrai nom Wilhelm Apollinaris de Kostrowitzky, est le fils naturel d'une femme de l'aristocratie polonaise qui mène une vie très libre en Italie, puis dans le sud de la France.

C'est par choix qu'il a participé à la guerre, alors que sa nationalité russe lui permettait d'y échapper. Blessé, puis trépané, il survit pourtant, mais meurt fin novembre 1918, emporté par la grippe espagnole alors qu'il avait finalement trouvé l'amour après l'avoir poursuivi sans succès toute sa vie.



Apollinaire, du fait de la vie que mène sa mère, femme galante et entraîneuse de luxe, connaît une enfance et une adolescence fantasques, menant sa scolarité à Monaco, Cannes, puis Nice avant de s'installer un moment en Wallonie en 1899 après avoir raté son baccalauréat.

Puis, ce sera Paris, où il doit pour survivre se contenter quelque temps de travaux de secrétariat, faire le nègre pour un avocat et également devenir précepteur. Il tombe amoureux, mais est éconduit ; il en fera la matière de ses poèmes. Au début du XXe siècle, il commence à vivre de sa plume, se lie d'amitié avec Picasso et le Douanier Rousseau, publie ses poèmes et se fait une réputation en tant que critique d'art. Il entretient également une relation avec Marie Laurencin, une artiste-peintre, et choisit de répondre au nom d'Apollinaire en l'honneur de son grand-père Apollinaris.

Lorsque la guerre survient, il est au comble de sa célébrité, artiste épanoui, même s'il n'a toujours pas trouvé la femme de ses rêves. La comtesse Louise de Coligny-Châtillon, qu'il vient de rencontrer, lui accordera ses faveurs, mais ne partage pas les sentiments qu'il éprouve pour elle.

Bien que protégé, Apollinaire tient à participer à la guerre : il fait les démarches pour pouvoir s'engager, mais le conseil de révision refuse sa première demande, parce qu'il n'a pas la nationalité française. Apollinaire fait alors le siège des bureaux de l'armée pour pouvoir partir lutter contre l'ennemi allemand. Au final, il obtient gain de cause en décembre 1914, à condition que soit engagée immédiatement la procédure de sa naturalisation,

ce qui devient rapidement chose faite. Il part avec le 38^e régiment d'artillerie pour le front de Champagne quatre mois plus tard. Il rencontre à cette occasion Madeleine Pagès, avec laquelle il se fiance courant 1915, mais leur relation finira elle aussi en queue de poisson.

Sur le front, Apollinaire le poète se révèle un soldat tout à fait compétent, qui tient son rang, et il est transféré à sa propre demande au 96^e régiment d'infanterie parce qu'il souhaite devenir officier. C'est ainsi avec le grade de sous-lieutenant qu'il est blessé à la tempe par un éclat d'obus en mars 1916, alors qu'il était en train de lire *Mercure de France* dans sa tranchée.

Il est évacué à Paris, hospitalisé, et on le trépane en mai de la même année. Il se remet cependant bien de cette opération, reprend sa correspondance et ses activités d'artiste, mais il reste de constitution fragile. La terrible épidémie de la grippe espagnole, qui fait 20 millions de morts en Europe, aura raison de lui juste après l'armistice, alors qu'il venait de se marier avec « Jacqueline » (de son vrai nom Amélia Emma Louise Kolb). À son enterrement se presse la majeure partie des auteurs et artistes de Paris, qui demeure alors la capitale des arts et des lettres.

Pendant la guerre, Apollinaire a continué à entretenir une correspondance nourrie avec ses proches et à écrire énormément de poésie, dont une partie avait pour sujet la réalité qui était la sienne dans les tranchées. Voici un extrait de « Merveille de la guerre », qu'il a écrit dans ces circonstances.

Que c'est beau ces fusées qui illuminent la nuit

Elles montent sur leur propre cime et se penchent pour regarder

Ce sont des dames qui dansent avec leurs regards pour yeux bras et cœurs

J'ai reconnu ton sourire et ta vivacité

C'est aussi l'apothéose quotidienne de toutes mes Bérénice dont les chevelures sont devenues des comètes

Ces danseuses surdorées appartiennent à tous les temps et à toutes les races

Elles accouchent brusquement d'enfants qui n'ont que le temps de mourir
Comme c'est beau toutes ces fusées

Mais ce serait bien plus beau s'il y en avait plus encore

S'il y en avait des millions qui auraient un sens complet et relatif comme les lettres d'un livre

Pourtant c'est aussi beau que si la vie même sortait des mourants

[...]



Les avions pendant la Grande Guerre

En 1914, les progrès en matière d'aviation sont encore assez rudimentaires. Les frères Wright n'ont réussi à démontrer la viabilité des machines volantes qu'une dizaine d'années auparavant.



Du fait de la faible puissance des avions, il est difficile de leur confier d'autres missions que le survol des camps ennemis. Les questions sur la légitimité de leur usage sont aussi fréquentes que celles qui touchent les véhicules blindés.

Cependant, les Allemands ont dans ce cas de figure bien compris comment l'avion pouvait se révéler utile. Ils disposent de 200 appareils ainsi que de zeppelins (voir *La limite des zeppelins*). Mais les Français ont un temps d'avance dans ce domaine et ont commencé à mener des manœuvres pour essayer de coordonner les différentes unités aériennes et terrestres, cette tâche étant cependant compliquée par le fait que les premiers appareils ne disposent pas de radio.

La réalité du conflit permet toutefois aux chefs militaires de réaliser l'ampleur des bénéfices qu'ils pourront tirer de survols aériens : les missions de reconnaissance autrefois menées par la cavalerie lui sont désormais interdites en raison de la montée en puissance de l'artillerie. Les survols permettent d'embrasser de grandes zones d'un seul coup d'œil, donnant une vision d'ensemble inestimable aux stratèges qui prennent des décisions en contrebas.



Au fur et à mesure que les systèmes de radio se perfectionnent, les aviateurs deviennent capables d'envoyer – au départ en morse – les coordonnées précises de cibles que l'artillerie ne peut viser parce qu'elles sont hors de portée de vue, fournissant ainsi un atout redoutable à l'armée qui peut les utiliser au mieux.

Ainsi, dans les premiers temps de la campagne de 1914, les Alliés tirent par deux fois parti des rapports de leurs pilotes : les Anglais peuvent échapper à une manœuvre d'encerclement menée par von Klück, et, durant la bataille de la Marne, ces comptes rendus permettent de découvrir les points faibles dans les rangs allemands.

Si les bombardements peuvent être organisés assez rapidement, à petite échelle, pour des missions précises, la bataille pour la domination du ciel va mettre un peu plus de temps à se mettre en place, mais s'avérer vitale.

Dans un premier temps, les pilotes embarquent tout simplement des armes à bord avec eux et n'hésitent pas à tirer sur des appareils ennemis dès qu'ils en aperçoivent.

On pose ensuite des mitrailleuses sur les appareils, ce qui occasionne d'importants problèmes de synchronisation avec l'hélice placée à l'avant de l'appareil. Ce sont les Allemands qui trouvent les premiers la solution la plus convaincante pour remédier à cette difficulté avec le Fokker E.III et ils rattrapent ainsi le retard qu'ils avaient pris dans les premiers temps de la guerre.

Ils massacrent les vieux modèles alliés et dominent les cieux que les vols de reconnaissance anglais ou français traversent avec beaucoup moins d'assurance, ce qui leur permet d'exercer une domination également au sol.

Il faut attendre la bataille de la Somme et la sortie des appareils anglais comme le F.E.2b et le DH.2 pour équilibrer les débats et permettre aux différents belligérants de lutter à armes égales. Cependant, les Allemands réagissent, améliorent les modèles existants, en créent de nouveaux comme l'Albatros D.III et mettent au point des bombardiers plus efficaces qui vont infliger de lourds dégâts au Royaume-Uni.

Au début de 1917, la domination allemande est terrible. Elle trouve peut-être son meilleur exemple en la personne de Manfred von Richthofen, dit le « Baron rouge », qui abat 20 avions britanniques dans le courant du seul mois d'avril (baptisé « avril sanglant » par les pilotes alliés). Au total, il gagnera 80 duels aériens pendant la durée de la guerre avant de se poser derrière les lignes alliées en avril 1918, touché mortellement par un tir de mitrailleuse, et de succomber peu après.

Génie de la stratégie aérienne, il a permis à l'aviation allemande d'optimiser la domination de ses avions en mettant au point pièges et ruses pour forcer les pilotes adverses à s'engager dans des joutes défavorables.

Fin 1917, les nouveaux modèles alliés viennent pallier encore une fois les difficultés antérieures, d'autant que les avancées allemandes imaginées pour les contrer se révèlent beaucoup moins fructueuses.

Au final, le poids de l'aviation dans cette guerre se limite à ces apports tactiques indispensables pour donner de la portée à l'artillerie et au maintien du contrôle des airs pour pouvoir continuer à les fournir.



Monstres du ciel

Ces monstres du ciel aux dimensions gigantesques sont amenés à jouer un grand rôle durant la guerre. Du moins, c'est ce que croit l'état-major allemand : contre l'avis même de celui qui en est le concepteur, Ferdinand von Zeppelin, l'armée va réquisitionner les modèles existants en 1914 et passer commande pour une grande quantité de nouveaux exemplaires (88 en seront construits en supplément des préexistants).



Les zeppelins sont des dirigeables rigides avec une architecture externe en métal entourant des ballons remplis la plupart du temps d'hydrogène (qui est plus léger que l'air). Ils sont également équipés de moteurs qui leur permettent de se propulser horizontalement à une vitesse comparable à celle des avions de l'époque. Disposant d'une plus grande robustesse et d'un temps de vol bien plus long que les appareils standard, le zeppelin semble effectivement offrir théoriquement de grandes chances de succès, notamment pour procéder à des bombardements, puisqu'il dispose d'une charge utile conséquente.

Les premiers essais menés en conditions réelles au début du conflit se montrent cependant beaucoup moins concluants que prévu. Mal conçus, les assauts menés par les zeppelins le sont de jour et contre des positions fortifiées et défendues des lignes ennemies : les tirs essuyés en riposte suffisent à mettre les dirigeables en déroute, certains étant même abattus ou capturés.

Face à ces déboires, les tacticiens prussiens leur donnent deux nouveaux types de mission : la première consiste en des vols de reconnaissance dans des zones éloignées, ce que leur importante autonomie leur permet. Ils se révèlent d'un grand secours pour aider les navires de guerre allemands à traquer et détruire les bateaux alliés en mer du Nord et en mer Baltique. La seconde mission qu'on leur confie consiste à bombarder le territoire britannique, bien moins protégé, dans les premiers temps de la Grande Guerre, que ne le sont les zones du front.

En 1915, les lâchers de bombes, par dizaines de kilos d'explosifs à chaque vol, constituent une grande gêne pour l'Empire britannique, tout d'abord assez démuni contre cette nouvelle menace. Cependant, sa réaction ne se fait pas

attendre.

Des canons de mitrailleuses sont récupérés et montés pour servir de batteries antiaériennes. Les Anglais utilisent également des pièces d'artillerie dont ils font exploser les obus dans les airs pour entraîner des projections atmosphériques dévastatrices pour les engins volants.

De ce fait, les zeppelins sont contraints de voler à plus grande altitude, au-dessus des nuages, pour éviter ces tirs qui pourraient les faire exploser (à cause de l'hydrogène qu'ils contiennent).

Leurs bombardements deviennent moins précis – d'autant qu'ils ont lieu de nuit et que l'Angleterre a imposé un couvre-feu sur l'ensemble de son territoire.

L'arrivée des premiers modèles d'avion ayant résolu la problématique de l'adaptation de mitrailleuses à leur bord va encore diminuer le rôle des zeppelins, qui constituent alors des cibles faciles pour ces nouveaux appareils. Certains disposent d'ailleurs d'équipements spécialement destinés à la destruction des dirigeables : des munitions incendiaires, des bombes qu'ils peuvent lancer en se plaçant en surplomb, ainsi que des fléchettes Ranken, énormes pointes de métal qui, du fait de la gravité, deviennent des projectiles redoutables capables de transpercer n'importe quoi en dehors des blindages les plus épais.

Ces fléchettes font d'ailleurs partie de l'arsenal embarqué à bord des dirigeables eux-mêmes pour viser les éventuelles troupes en contrebas.

Face à l'insuccès de ses dirigeables, l'armée allemande se lance alors dans un projet ambitieux d'hydravions de grand gabarit qui vont constituer une réussite technique indéniable et se révèlent capables de chasser les sous-marins ennemis. Arrivés trop tard (1917) pour influencer réellement sur le cours de la Première Guerre mondiale, ils auront un rôle bien plus important à jouer durant le conflit suivant.



L'obusite : les séquelles de la guerre

Le *shell shock* désigne en anglais le « choc de l'obus ». Cette expression désigne les traumatismes induits chez les hommes ayant connu les tranchées et les bombardements extrêmement intensifs du front durant la Grande Guerre. C'est une des premières descriptions médicales d'une forme de stress post-traumatique, lequel stress sera appelé à prendre une grande importance, au cours du XXe siècle, avec la multiplication des guerres et le développement d'un armement de plus en plus destructeur. L'obusite (nom français de cette affection apparue à l'époque et qui n'a pas connu de postérité depuis) peut résulter en une grande variété de symptômes chez une personne qui a été prise dans l'onde de choc d'une explosion violente, et parfois ensevelie sous les décombres en résultant : surdité, cécité, paralysie partielle ou totale, hémiplégie, tremblements, vomissements, convulsions, tétanie, psychose, etc. Le problème est que ces symptômes apparemment authentiques ne correspondent à aucune réalité physiologique : il s'agit vraisemblablement d'une atteinte psychologique grave et de ses manifestations psychosomatiques, affection qui reste largement étrangère aux praticiens de l'époque.



Les psychiatres chargés de soigner ces malades particuliers utilisent une dénomination inédite : ils parlent de « myocoloniques rythmiques », de « météoriques abdominaux », de « spondylitiques » ou d'« éructants avec régurgitation alimentaire[13] »...



La plupart du temps, les hommes souffrant de ces syndromes n'ont cependant pas la chance d'être traités sérieusement par les psychiatres qui les reçoivent : les autorités militaires, obsédées par l'idée d'empêcher les soldats réticents à trouver des moyens de se substituer au combat, considèrent généralement les manifestations de cette affection comme des marques de simulation.

Les médecins spécialistes n'hésitent pas à suivre cet avis et essayent de confondre les malades. Ils pratiquent différents tests dans ce but, et l'avis général est de les renvoyer au front sans autres formes de soins. On essaye également de « redresser » à l'aide de corsets les hommes qui sont restés bloqués dans la position où l'obus les a surpris, ou de leur appliquer des décharges électriques, que l'on appelle le « traitement faradique » ou les « torpillages électriques[14] » pour forcer leur reconfiguration psychologique.

L'absence de résultats encourageants n'arrête pas les praticiens qui s'acharnent à vouloir prouver la simulation ou à trouver des solutions de rééducation accélérée. Les soldats qui finissent par refuser ces traitements en raison de leur violence sont considérés exactement comme des déserteurs ou des automutilés et passent en conseil de guerre, certains étant condamnés lourdement.

À la fin de la guerre, en 1917, la politique générale de soins est révisée pour suivre la logique de la « psychiatrie de l'avant », inventée par le psychiatre russe Autocratov, médecin général pendant la guerre russo-japonaise de 1905 et théorisée par la suite par l'Américain Salmon qui en édicte les cinq principes de base : *immediacy*, *proximity*, *expectancy*, *simplicity*, *centrality* (« immédiateté », « proximité », « espérance de bénéfice thérapeutique », « simplicité », « centralité »).

Elle donne de bien meilleurs résultats en prenant au sérieux les affections subies sur le front. Freud inclut les observations du front et des circonstances de guerre à sa réflexion dans son essai *Au-delà du principe de plaisir* qu'il publie en 1920 pour élaborer sa théorie du trauma.



Où l'on entend parler à nouveau d'Alfred Dreyfus

C'est dans l'ouvrage de Georges Joumas, *Alfred Dreyfus – officier en 14-18*, que l'on apprend une anecdote amusante concernant l'officier dont la condamnation injuste a tant animé la fin du XIXe siècle. Dreyfus avait été accusé d'accointances avec l'ennemi allemand, dégradé, puis envoyé au bagne, provoquant la prise de position d'Émile Zola dans son célèbre « J'accuse », qui dénonçait la supercherie d'une décision de justice prise pour dissimuler le scandale d'une condamnation à tort.



En 1899, après qu'il eut passé quatre ans sur l'île du Diable, Dreyfus est rapatrié en France, rejugé, recondamné dans des circonstances obscures, mais bénéficie d'une grâce présidentielle. De ce fait, bien que son innocence ne soit pas officiellement reconnue, il est réintégré dans l'armée au grade de chef d'escadron.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, il est lieutenant-colonel. Et c'est lui qui reçoit les pilotes qui viennent de survoler les positions allemandes sur la Marne et vont permettre de lancer la contre-attaque pour stabiliser le front.

Ces pilotes lui demandent de prévenir l'état-major des mouvements de l'armée allemande, qui semble dénoter un changement de course, mais Dreyfus les prie poliment de transmettre ces renseignements eux-mêmes : sans doute imagine-t-il la surprise, voire l'incrédulité de l'état-major s'il recevait une information susceptible de changer le cours de la guerre de la part d'un homme au passé si chargé, qui plus est dans un domaine aussi sensible, alors qu'il a été suspecté d'entretenir des liens avec les Allemands. Au terme de la guerre, il sera élevé au rang d'officier de la Légion d'honneur.



La popote des tranchées

Manger est l'une des principales obsessions des poilus : *« Plus que tout autre homme, l'estomac et la digestion sont pour le soldat un domaine familier. Il en tire les trois quarts de son vocabulaire et l'expression de la joie la plus intense ou celle de l'indignation la plus profonde »*, écrit d'ailleurs à ce sujet Erich Maria Remarque dans *À l'Ouest rien de nouveau*.

Mais entre les combats incessants, le rationnement des denrées et les conditions de vie déplorables, manger s'avère plus souvent une dure épreuve qu'une partie de plaisir.

Suivant tant bien que mal les avancées du front jusqu'à la fin de la « course à la mer », à grand renfort d'autobus réquisitionnés et aménagés pour servir de camions à viande, le ravitaillement des hommes s'organise à partir de 1915 avec l'utilisation des cuisines roulantes. Tout simplement surnommées « les roulantes » par les soldats, ces charrettes équipées de réchauds et d'ustensiles de cuisine sont positionnées à l'arrière des lignes, parfois à plusieurs kilomètres du front, afin d'éviter de les exposer au feu ennemi.



Là, à l'aide des premiers bouillons concentrés, on prépare le « jus », le « rata » et le « caoua », que l'on distribue en même temps que l'on raconte les derniers « bobards » de l'arrière (liens entre les deux mondes, les cuisiniers savent généralement avant les « p'tits gars » du front pour quand se prépare le prochain assaut).

Mais si les rumeurs arrivent toujours à se frayer un chemin à travers les labyrinthes de boyaux, ce n'est pas toujours le cas des gamelles et des bidons portés par les « hommes de soupe », qui prennent tous les risques pour ramener à leur escouade de quoi remplir les estomacs.

Le repas est la plupart du temps froid et peu ragoûtant, si bien que les poilus se plaignent fréquemment de leurs cuistots : *« C'est ainsi que les sauvages doivent faire leur cuisine »*, écrit Roland Dorgelès dans *Les Croix de bois*. *« Ils se les roulent toute la journée à l'arrière, et ils ne sont pas fichus de monter à l'heure »*, fait dire Barbusse à l'un des personnages de *Feu*. La critique est parfois encore plus vive, comme celle de Paul Bléry dans *Les*

Fiançailles de 1914 : « C'était une horde de tziganes et de saltimbanques, dépenaillés, guenilleux, obèses, affamés et repus, [...] ruisselant des quarts de pinard volés aux rations des escouades, jappant, gueulant, frappant des caisses vides, étripaillant des boîtes de conserve, tripatouillant sans vergogne au fond des lessiveuses réquisitionnées pour écumer la soupe et pour surgraisser les ratas. »

Assis comme l'on peut dans les tranchées devant un réchaud fait de boîtes de conserve et de lampes à alcool, on se réconforte avec de la barbaque et des fayots, parfois de la morue mal dessalée qui provoque une soif insatiable, un peu de fromage et quelques fruits et légumes, le plus souvent des pommes de terre et du riz.

Le riz est servi à tous les repas, ce qui fait dire à Dorgelès dans ses mémoires : « *Jamais je ne le pardonnerai ni à l'Indochine où il germa, ni au cuistot qui le fit cuire.* » Si les portions de nourriture, agrémentées du « rab » distribué par le caporal, sont dans l'ensemble satisfaisantes, les soldats n'hésitent pas à se fournir auprès des « mercantis », ces profiteurs de guerre qui sillonnent les lignes arrière et vendent à prix d'or pinard et nourriture. Ils attendent aussi avec impatience les conserves, charcuteries, confitures et autres douceurs envoyées par les familles et les mairaines de guerre, qui égayent un régime quotidien sinon bien monotone.

Les conditions de vie des soldats deviennent un peu moins insupportables après les mutineries de 1917, quand Pétain décide d'organiser plus efficacement le ravitaillement des troupes. Des cantines sont alors installées de manière durable derrière les lignes, et des coopératives militaires sont développées pour tenter de briser le marché noir des mercantis.



Des poilus oubliés pendant un siècle

Chaque commune de France possède un monument aux morts portant les noms des enfants du pays qui ont péri au combat, mais les corps de tous les poilus fauchés par le conflit ne reposent pas dans des cimetières dignes de ce nom. On connaît le sort réservé aux corps inidentifiables, rassemblés au lendemain de la guerre dans l'Ossuaire de Douaumont (voir *L'Ossuaire de Douaumont recueille les restes des disparus*), mais quelques-uns ont été passablement oubliés, laissés dans des ruines ou abandonnés dans des fosses communes. Parfois, certains d'entre eux sont retrouvés. C'est notamment le cas de l'écrivain Alain-Fournier, l'auteur du *Grand Meaulnes*, et de 20 de ses hommes morts dans les bois de Saint-Rémy-la-Calonne en septembre 1914 et découverts en 1991 après des années d'intenses recherches menées par l'équipe de Michel Algrain.



Depuis les années 1990, on continue de trouver trois à quatre corps de soldats par an, selon le directeur de l'Ossuaire de Douaumont, Olivier Gérard.

Au printemps 2013, des touristes allemands, venus se recueillir dans le village détruit de Fleury-devant-Douaumont, dans la Meuse, remarquent la présence d'ossements dans une ferme dévastée.

Les gendarmes et le personnel de l'Ossuaire de Douaumont sont rapidement dépêchés sur place, où commence l'une des plus grandes fouilles réalisées ces dernières décennies. En plus des ossements, dont le nombre ne cesse d'augmenter au fur et à mesure des recherches, on découvre, englués dans la boue, des témoignages inestimables de la vie des soldats, comme des pièces en argent, des chapelets, des briquets, des médailles de communion, des livrets militaires, des culots de pipe, un peigne, une paire de ciseaux, des couteaux de poche, une bague, un crayon et deux montres, indiquant la même heure : 11 h 06. « *Il est probable que la cave de cette ancienne ferme ait été aménagée en ambulance de campagne sur le champ de bataille*, précise Yves Le Clair, procureur de Verdun. *Le toit du bâtiment s'est apparemment*

effondré, probablement sous l'attaque d'un obus à l'heure même à laquelle ces montres se sont arrêtées[15]. »

Au total, 26 corps sont retirés du site des fouilles, soit la plus grande découverte de ce genre depuis 1991, et les chercheurs parviennent à identifier 7 corps grâce à leurs plaques militaires retrouvées auprès d'eux. *« C'est ce que l'on cherche, déclare Olivier Gérard. Ils revivent d'une certaine manière. Ce sont des corps qui sortent de l'anonymat[16]. »*

Il s'agit de poilus âgés de 30 à 40 ans et morts pour la plupart entre fin mars et début avril 1916 lors de la bataille du ravin de la Caillette et de l'étang de Vaux, tandis que deux autres ont péri un mois plus tard en voulant protéger le village d'un assaut allemand.

Les enquêteurs recherchent alors d'éventuels descendants pour leur confier les corps et, si on refuse de les récupérer, ils seront enterrés dans la nécropole de Fleury sous une croix blanche. Ceux qui ne seront pas identifiés rejoindront leurs frères d'armes dans l'Ossuaire de Douaumont.

Mais les découvertes ne s'arrêtent pas là pour cette année. En effet, à la fin du mois de juillet 2013, le corps d'un poilu est mis au jour près d'une tranchée par un groupe de bénévoles qui restaurent le site de Massiges, dans la Marne. *« Le poilu avait été inhumé dans une fosse creusée à son intention au bord de la tranchée, et par chance sa plaque d'identification en aluminium portée au poignet était encore à peu près lisible »,* précise Éric Marchal, le président de l'association La Main de Massiges.

Tué en février 1915 à l'âge de 21 ans, ce poilu s'appelait Albert Dadure. Originaire d'Audouville-la-Hubert, près de Sainte-Mère-Église dans le Cotentin, il avait été incorporé en 1914 à Cherbourg. Hormis le squelette, un morceau de chaussure et la plaque d'identification, les enquêteurs ont seulement mis la main sur des boutons d'uniforme ornés d'une ancre marine.

Son corps sera inhumé dans un cimetière militaire de la Marne. Comme l'affirme Éric Marchal, Albert Dadure ne sera certainement pas le dernier poilu à resurgir des tranchées après un siècle d'oubli : *« Il y en a sans doute beaucoup d'autres, tant ces combats ont été meurtriers. »*



Léon Vivien, le poilu virtuel

Léon Vivien est né le 10 septembre 1885. Instituteur, il est mobilisé en novembre 1914 et part au front après avoir dit au revoir à sa femme enceinte. Un soldat comme tant d'autre au début de la Grande Guerre..., si ce n'est que Léon Vivien raconte son quotidien sur Facebook, à travers des centaines de posts, agrémentés de photos, de unes de journaux, de manuels de soldats, de lettres et de carnets de poilus.



Créé par le Musée de la Grande Guerre du pays de Meaux et l'agence DDB, Léon Vivien est un personnage fictif qui, au travers de sa page Facebook (www.facebook.com/leon1914), partage son expérience de la guerre au fil des jours. Son récit commence le 28 juin 1914, lorsqu'il déclare, stupéfait : « *L'archiduc François Ferdinand est mort !* »

On le voit commenter la déclaration de guerre de l'Allemagne, l'assassinat de Jean Jaurès et son départ vers la caserne, où il suit son entraînement et découvre le maniement du fusil Lebel.

Les semaines passent, et son histoire se confond avec celle de millions d'autres, toujours dans un souci d'exactitude et de réalisme, dans les moindres détails.

Ce fil d'histoire est ainsi alimenté pendant des mois par les historiens du musée de Meaux, qui chassent le moindre anachronisme : son langage est celui que partageaient les poilus, et son équipement évolue au fil du temps (il ne recevra ainsi son casque Adrian qu'en mai 1915, comme dans la réalité).

L'opération a été un succès retentissant, puisque pas moins de 55 000 personnes ont « aimé » sa page Facebook, suivant au quotidien le sort de ce jeune soldat. Certaines de ses publications ont également été très suivies, telle la photo diffusée pour la naissance de son fils Aimé, saluée par près de 3000 personnes.

Mais la fatalité n'épargne pas Léon Vivien, qui déclare quelques heures avant sa mort : « *J'ignore combien d'obus ont volé au-dessus de nos têtes. Combien ont explosé. Je ne peux m'empêcher de songer, vu le nombre, qu'il y en a sans doute un pour moi.* »

Son dernier message, amputé de sa fin, est des plus poignants : « *L'artillerie vient de se taire. On sait ce que ça signifie : les Allemands vont charger. Baïonnette au canon ! Le couteau de boucher à la ceinture. Et la pelle à portée de main, bien affûtée, au cas où il faudrait se battre au corps à corps dans la tranchée, là où le fusil est trop long, pas maniable. Je ne suis plus un homme du XXe siècle, je suis un soldat de Crécy, un soudard du Moyen Âge, un fantassin sans armure. J'ai peur, Madeleine. Je t'aime. Ils arriv. »*

Il meurt le 22 mai 1915. Vient alors la triste nouvelle, annoncée à sa femme par son camarade Eugène, qui tente de se montrer réconfortant :

— On a pu le mettre en terre dans un gentil coin où y a pas eu la guerre. Il y sera bien, votre Léon. Et pis on lui a sculpté une croix avec son nom pour que personne oublie qui c'est dessous !

Voilà une manière bien originale de raconter la grande histoire et de se servir des nouvelles technologies pour donner une vision à hauteur d'homme de cette guerre aux 10 millions de morts.



Les marraines de guerre

Les soldats français, partis au front avec détermination en 1914, commencent à trouver le temps long une fois la guerre de tranchées entamée. Pour la plupart, les lettres et les colis envoyés par leur famille sont comme une bouffée d'oxygène, mais, pour d'autres, célibataires, orphelins ou veufs, les soutiens manquent. *« Je suis dans mon escouade seul de ma condition, raconte un poilu. Les autres reçoivent de belles et longues lettres en bas desquelles je vois quelquefois : "Tes parents qui t'embrassent." J'ai beau faire, je vous avoue que je suis jaloux de leur bonheur et, pourtant fort de caractère, j'ai déjà eu souvent envie de pleurer. J'ai bien fait des efforts pour ne pas me plaindre. »*



Dès le début de la guerre, des associations tentent d'apporter un soutien moral à ces poilus délaissés, mais ce n'est qu'à partir de janvier 1915 que La Famille du soldat leur vient en aide. Fondée par Mlles de Lens et de Vismes, cette œuvre propose de mettre en contact des femmes, mères de famille, écolières ou célibataires, dénommées « marraines de guerre », avec des soldats, leurs « filleuls », à qui elles envoient lettres, colis de nourriture et de vêtements, et elle est soutenue par des membres de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie catholique et conservatrice, pour qui les marraines symbolisent l'union sacrée et sont les protectrices de la grande famille française.



Le quotidien *L'Écho de Paris* fait la promotion de cette initiative, consolidée quelque temps plus tard par l'apparition de l'œuvre *Mon soldat*, qui reçoit le soutien officiel du ministre de la Guerre Alexandre Millerand. Les hommes à soutenir ne manquent pas, tout comme les femmes en deuil : « *Je n'ai plus de fils, je l'ai donné à la France*, dit l'une des marraines de La Famille du soldat. *Rendez-m'en un autre dans la personne d'un soldat séparé des siens.* »

Mais les correspondances puritaines se transforment souvent en relations sentimentales entre marraines et filleuls, et ce mouvement patriotique se métamorphose rapidement en une grande agence matrimoniale, au grand dam des pères la Pudeur : « *Les vraies marraines et les vrais filleuls, la vraie pitié et le vrai malheur ont d'autres sollicitudes et des visées plus hautes. [...] Et si parfois [...] un jeune filleul se prend à rêver plus ému à sa jeune marraine, c'est pour l'apercevoir au-dessus de lui [...], sous les traits d'un ange ou d'une sainte descendue du ciel pour le secourir* », proclame alors Henriette de Vismes en tentant de raisonner les tourtereaux. Mais il est trop tard, des couples se sont déjà formés, et les permissions permettent de démontrer la générosité des marraines, qui offrent, comme le disent les poilus, « *bon repas, bon gîte et le reste* ».

Le 1er mai 1915, la revue *Fantasio* crée la rubrique « Flirt sur le front », où des soldats esseulés déclament leur impatience de trouver l'âme sœur. Après quelques mois, ce sont déjà 6000 couples qui sont mis en relation. Victime de son succès, la rubrique cesse de paraître en novembre 1915, mais, quelques jours plus tard, le journal *La Vie parisienne* propose deux pleines pages d'annonces de mobilisés. Les courts textes sont alors on ne peut plus directs : « *La guerre est infiniment longue et je voudrais bien avoir, moi aussi, une petite marraine affectueuse et sentimentale qui me ferait oublier les jours qui s'écoulent si lentement. Discretion de gentilhomme.* » « *Je demande marraine, ni laide ni jolie, mais agréable, femme du monde, musicienne, ne parlant jamais d'aviation.* » « *Si vous le vouliez..., vous m'écririez à moi, jolie marraine. Brune ou blonde, qu'importe, mais dame du monde distinguée. Et moi, le lieutenant Aramis, je serais pour vous le plus affectueux et le plus discret des filleuls.* »

Au départ célébrées dans les journaux et les pièces de théâtre, les marraines sont peu à peu moquées, montrées dans les productions populaires comme des vieilles filles profitant de la guerre pour trouver mari.

C'en est trop pour les cercles conservateurs, qui considèrent ce dévoiement du rôle de la marraine comme un « *cauteleux proxénétisme* ».

Les militaires ne voient pas cela d'un bon œil non plus, apeurés par l'idée que des espionnes allemandes puissent se cacher derrière des marraines prétendument bienveillantes. Certains généraux demandent même, en juin 1917, l'interdiction des échanges entre les marraines et leurs filleuls, mais la pratique perdure jusqu'à la fin de la guerre.

L'année 1918 voit la célébration de nombreux mariages entre marraines et filleuls, et le procédé s'étend même aux villes : ainsi, en octobre 1918, Marseille adopte Arras et soutient financièrement sa reconstruction, tout comme le fait quelque temps plus tard Londres avec la ville de Verdun.



L'incroyable destin des « poilus d'Alaska »

L'hiver 1914-1915 est terrible sur le massif des Vosges, où les soldats tentent de défendre la « ligne bleue ». Les chutes de neige sont si fortes que le ravitaillement ne peut être effectué : les camions sont bloqués par les congères, les chevaux et mulets sont tout aussi inefficaces, et les hommes ne peuvent transporter sur leur dos qu'une infime partie du matériel nécessaire.

L'état-major s'inquiète de cette situation et réfléchit à des solutions pour l'hiver suivant, lorsque deux officiers, le capitaine Louis Moufflet et le lieutenant René Haas, proposent au commandement de l'armée des Vosges d'utiliser des traîneaux à chiens du Grand Nord canadien, pratique qu'ils ont pu observer avant la Grande Guerre, pendant un voyage en Alaska.



Au départ dubitatifs, les haut gradés finissent par accepter cette idée incongrue et envoient les deux officiers en Amérique du Nord avec une mission secrète : acheter plus de 400 huskies ainsi que des traîneaux, des harnachements et des provisions de nourriture pour les bêtes.

Moufflet et Haas débarquent à New York en août 1915. Il leur faut se dépêcher : ils n'ont que 120 jours devant eux pour mener à bien leur mission avant le début de l'hiver.

Les deux hommes se séparent : Haas part en Alaska rejoindre Scotty Allan, le plus célèbre *musher* canadien, qui est déjà en quête de bêtes et de traîneaux pour les Français. Moufflet reste à New York à la recherche d'un navire pour ramener la meute en Europe.

Or, l'Amérique n'étant pas encore en guerre, personne aux États-Unis ne souhaite prendre le risque de participer à cette mission. Le capitaine se rend alors au Canada, où il trouve le soutien de la communauté française.

Il traverse le Québec et le Labrador, à cheval et en canoë, et rassemble lui aussi des centaines de chiens, achetés aux trappeurs ou aux Indiens.

Au total, il forme une meute de plus de 350 têtes. De l'autre côté du continent, Haas retrouve enfin Scotty Allan, dont le chargement, composé de traîneaux et d'une centaine de chiens, est prêt à prendre le train.

Cette mission secrète ne passe néanmoins pas inaperçue tout au long de son

chemin : les écoles ferment pour assister au passage des locomotives, annoncé par les journaux locaux, et des militaires canadiens sont alors chargés de protéger le convoi.

Les espions allemands ne sont en effet jamais très loin, et pas moins de trois tentatives d'empoisonnement des chiens ont lieu pendant les 5000 km du périple. Une fois à Québec, les huskies sont parqués dans un hangar situé au bord d'un champ de tir de l'armée ; ils ont ainsi le temps de s'habituer à ce qui sera leur quotidien sur le front.

Mais le plus dur reste à faire. Les armateurs ne se bousculent pas non plus au Canada pour embarquer ce chargement inattendu, et seul le capitaine du *Poméranien*, un navire à vapeur de 4200 tonnes sauvé de la démolition, accepte de braver l'Atlantique contre une forte somme d'argent. Les sous-marins allemands pullulent, et le capitaine a peur que les aboiements des chiens ne les fassent repérer. Il veut alors les faire mettre dans la cale, mais Scotty Allan parvient à les faire voyager sur le pont pendant toute la traversée, imposant, malgré les tempêtes, un silence de plomb parmi la meute.

Le bateau arrive en rade du Havre le 15 décembre 1915. Moufflet est déjà là, rentré plus tôt pour préparer l'arrivée de cet incroyable chargement, que l'on installe pour un temps dans des anciens abattoirs. Là, une centaine de chasseurs alpins est réunie pour être formée et entraînée au pilotage des traîneaux. Ce sont les premières sections d'équipages canins d'Alaska, composées alors de 60 équipages, formés d'un traîneau et d'une moyenne de 8 chiens.

Les poilus apprennent à manipuler le matériel, donner les ordres aux chiens et comprendre leur rôle respectif dans la meute. Quelques semaines plus tard, ils prennent le train pour les Vosges, où le travail peut commencer à temps : les traîneaux permettent de ravitailler les soldats, d'évacuer les blessés, de réparer des lignes téléphoniques et d'épauler les troupes lors d'échanges de tir, grâce aux mitrailleuses qui les équipent.

Aidés par ces « poilus d'Alaska », les poilus parviennent à tenir des sites stratégiques, et même à gagner du terrain sur les lignes allemandes. La moitié de ces chiens tombent au combat, et certains de ces soldats venus du Grand Nord reçoivent la croix de guerre pour acte de bravoure. Tous les survivants sont adoptés par leurs maîtres au sortir de la guerre.



Les derniers poilus

Ils étaient huit millions en 1918, nous n'en comptons aujourd'hui plus aucun parmi nous. Au fur et à mesure que le groupe des anciens combattants de la Première Guerre mondiale s'est réduit comme peau de chagrin au long du XXe siècle, l'attention portée à ces derniers survivants des tranchées s'est faite de plus en plus importante. Ainsi, jusqu'en 1995, l'on ne connaît pas exactement le nombre de poilus encore en vie, que l'on « estime » à environ 3000. Le 11 novembre de la même année, 1355 d'entre eux se voient nommés chevaliers de la Légion d'honneur, comme « *un dernier témoignage de reconnaissance de la Nation* ».



Seuls 142 poilus voient le monde entrer dans le troisième millénaire. Ils ne sont plus que 68 en 2002, 36 en 2003 et 15 en 2004. En 2005, le Haut Conseil de la mémoire combattante, fondé et présidé par Jacques Chirac, annonce que le dernier combattant de la Grande Guerre recevra des obsèques nationales et sera enterré au Panthéon aux côtés des grands hommes de la patrie.

Mais ce qui peut ressembler à un concours de longévité entre les derniers survivants, au nombre de quatre en 2006, n'est pas du goût de tous, et surtout pas des principaux intéressés.

En 2007, les deux derniers poilus français, Louis de Cazenave et Lazare Ponticelli, sortent de l'anonymat en déclinant l'un après l'autre ces honneurs qu'ils jugent inappropriés. Louis de Cazenave, 110 ans, refuse catégoriquement : « *Non, je veux aller avec les miens, avec ma famille au cimetière de Saint-Georges-d'Aurac. Je veux la simplicité.* » Lazare Ponticelli, 110 ans également mais plus jeune de deux mois, se montre plus critique envers l'oubli dont sont victimes ses frères d'armes : « *Je refuse ces obsèques nationales. Ce n'est pas juste d'attendre le dernier poilu. C'est un affront fait à tous les autres, morts sans avoir eu les honneurs qu'ils méritaient. On n'a rien fait pour eux. Ils se sont battus comme moi. Ils avaient droit à un geste de leur vivant... Même un petit geste aurait suffi.* » Pour lui,

les autorités ont bien trop attendu avant de faire appel au « devoir de mémoire » : *« On s'en est foutu un peu. Il a fallu que ce soit Chirac qui commence à bouger quand on était plus nombreux et qu'on était fatigués. »*

Mobilisé à 19 ans en 1916, Louis de Cazenave meurt le 20 janvier 2008. Lazare Ponticelli doit alors assumer le rôle du dernier poilu, le « der des der » comme le surnomment les médias. Arrivé d'Italie à 9 ans en 1906, il travaille comme ramoneur et vendeur de journaux à la criée, et s'engage à 17 ans dans la Légion étrangère. *« J'ai voulu défendre la France, parce qu'elle m'avait donné à manger. C'était une manière de dire merci »*, explique celui qui n'a commencé à parler de son expérience que très tardivement.

Il est envoyé avec son frère sur le front de l'Aisne, avant d'être affecté près de Verdun, mais, en 1915, l'entrée en guerre de l'Italie le force à changer d'uniforme. Refusant de quitter le pantalon rouge, il doit être amené de force à Turin par deux gendarmes pour prendre son service. Envoyée dans les Dolomites pour affronter les Autrichiens, sa troupe fraternise avec l'ennemi et est ensuite affectée à Monte Cucco, où il est blessé à la joue par un éclat d'obus. Opéré, il est ramené sur le front en 1918 à Monte Grappa. Il y voit ses camarades tomber sous les attaques au gaz. Il y apprend aussi la fin de la guerre.

Dans les années 1920, il fonde avec ses frères une entreprise de fumisterie, devenue une multinationale spécialisée dans la construction pétrolière et nucléaire et qui emploie aujourd'hui près de 2000 personnes. En 1939, Lazare Ponticelli obtient la nationalité française et compte s'engager à nouveau, mais l'armée le considère comme trop âgé pour reprendre du service. Après l'invasion de la zone sud en 1942, il prend part à des actions de résistance.

Peu après la mort de Louis de Cazenave, Ponticelli finit par accepter l'idée de recevoir des obsèques nationales, à condition qu'elles restent simples et qu'elles soient dédiées à tous les morts de la Grande Guerre. Mais le dernier poilu reste ferme quant à sa sépulture : il reposera dans le caveau familial, au Kremlin-Bicêtre, et pas au Panthéon.

Il décède le 12 mars 2008, près de 90 ans après la fin du conflit, et sa mort est annoncée par Nicolas Sarkozy depuis son bureau de l'Élysée. Cinq jours plus tard, il reçoit des obsèques nationales aux Invalides, auxquels assistent les plus hauts dignitaires de l'État.

Le président de la République inaugure le même jour une plaque commémorative dans la cour du dôme des Invalides, où il est gravé :

Alors que disparaît le dernier combattant français de la Première Guerre mondiale, la Nation témoigne sa reconnaissance envers ceux qui ont servi sous ses drapeaux en 1914-1918. La France conserve précieusement le souvenir de ceux qui restent dans l'histoire comme les poilus de la Grande Guerre.



La destruction de la cathédrale de Reims

Construite à partir du XII^e siècle, la cathédrale de Reims est le lieu privilégié du sacre des rois de France. Au total, 30 monarques français y sont couronnés jusqu'en 1825, et, avec ses dimensions impressionnantes (122 mètres de long pour une surface de 6650 m²) et son style gothique, elle est l'un des symboles du patrimoine historique français.

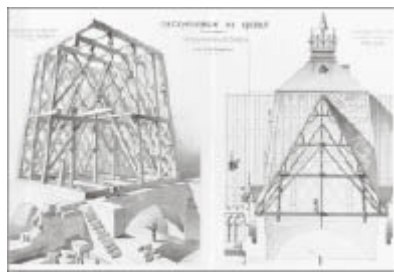


Dès le début de la Première Guerre mondiale, la ville de Reims, alors sur la ligne d'avancée des troupes allemandes, est sur le point d'être envahie. Le 4 septembre, les Allemands lancent des obus sur la ville, et certains d'entre eux touchent la cathédrale. Les abbés Jules Thinot et Maurice Landrieux essayent de protéger l'édifice en y hissant un drapeau blanc, mais la tentative reste vaine.

Ayant investi la ville, les troupes prussiennes souhaitent installer dans la cathédrale un hôpital de campagne, où seraient soignés les blessés de la bataille de la Marne. Les habitants doivent fournir 3000 lits aux occupants, qui, dans la hâte, entassent 15 000 bottes de paille dans la nef pour servir de couchés aux blessés. Mais l'occupation allemande est de courte durée : le 13 septembre, l'armée française, acclamée par la population, reprend la ville.

C'est alors le début des bombardements intensifs sur Reims. Restés aux abords immédiats de la cité, les Allemands tirent dès le lendemain des obus sur la cathédrale.

Le 16 septembre, le grand quartier général français y installe 131 blessés allemands faits prisonniers. Deux d'entre eux meurent le 18 septembre, alors que l'édifice est touché par cinq obus, qui tuent également un gendarme français. On hisse alors un drapeau de la Croix-Rouge sur la tour nord, mais cette mince protection ne sera suivie d'aucun effet : les Allemands sont persuadés que les terrasses des tours servent de poste d'observation ; la cathédrale est à leurs yeux une cible militaire.



Le drame survient le lendemain : le 19 septembre, 25 obus touchent la cathédrale. L'un d'eux traverse l'échafaudage de 13 étages qui entoure la tour nord et l'embrase. Très vite, l'incendie se communique à toute la charpente : le plomb de la toiture fond et se déverse par les gargouilles sur le palais du Tau, la résidence des archevêques, également détruite.

Sous l'effet de la chaleur, la moitié de la grande rose éclate. Les sculptures et les statues des façades, les verrières, les pinacles des contreforts, les toitures, la nef, le clocher de l'Ange, rien ne résiste à l'incendie ravageur, qui sera immortalisé sur de nombreuses cartes postales, alimentant la propagande contre l'ennemi.

L'émotion est forte dans le pays et, en représailles, des prisonniers réfugiés dans l'église sont exécutés. La cathédrale martyre devient rapidement le symbole de la barbarie allemande, comme l'écrit Anatole France le 22 septembre 1914 dans *La Guerre sociale* : « *Les barbares ont incendié, en invoquant le Dieu des chrétiens, un des plus magnifiques monuments de la chrétienté. Ils se sont ainsi couverts d'une infamie immortelle, et le nom allemand est devenu exécration à tout l'univers pensant. Qui donc, sous le ciel, peut douter maintenant qu'ils sont les barbares et que nous combattons pour l'humanité ?* »

Le martyr de la cathédrale et de la ville de Reims dure tout au long de la guerre. Jusqu'en 1918, en effet, pas moins de 380 obus touchent l'édifice, provoquant de lourds dégâts. Dès le début du conflit, les autorités essaient de sauver le bâtiment et ses trésors de la destruction complète : les pièces les plus précieuses de la cathédrale sont évacuées à Paris dès le mois de septembre 1914, et, en 1915, l'architecte en chef des Monuments historiques, Henri Deneux, se voit confier la mission de préserver la cathédrale sous les bombardements allemands. Il comble les brèches provoquées par les obus et trie les débris pour éviter de nouveaux incendies. À la fin de la guerre, on pense pendant un moment laisser la cathédrale telle quelle, comme un témoignage vivant du vandalisme allemand, mais Deneux est finalement chargé de restaurer la ruine.

Les travaux de rénovation, financés en partie par des mécènes américains (comme Carnegie et Rockefeller), durent près de 20 ans et ne s'achèvent qu'en 1937, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Autour d'elle, la ville de Reims est également lourdement touchée : en

octobre 1918, alors que les Allemands se replient définitivement, seuls 50 des 14 000 immeubles que comptent la ville sont encore habitables...



Le zouave inconnu de Drie Grachten

La Grande Guerre a connu son lot de héros, glorifiés par la propagande officielle et célébrés par la population. Si certains ont vu leur nom entrer dans la postérité, d'autres n'ont pas eu cette chance, comme le montre l'incroyable épisode du zouave inconnu de Drie Grachten, un événement aujourd'hui largement oublié de la Première Guerre mondiale.

Au début du mois de novembre 1914, alors que la « course à la mer » touche à sa fin, les batailles font rage dans les environs d'Ypres, en Belgique, où les forces allemandes pilonnent avec insistance les positions françaises et anglaises.



Les troupes françaises, en partie composées du 1er régiment de marche des zouaves, une unité formée en Algérie, parviennent à tenir leurs lignes malgré la fatigue et le manque de matériel. Les zouaves tentent de contre-attaquer à Luyghen, mais les inondations qui ont ravagé la plaine gênent leur progression.

Si la plupart parviennent à regagner leur position dans la nuit, beaucoup meurent sous les tirs des mitrailleuses ennemies, et quelques-uns sont faits prisonniers. Les Allemands décident alors de se servir de ces captifs comme boucliers humains en les mettant le lendemain en première ligne pour tenter de passer le pont de Drie Grachten, sur le canal de l'Yser, entre Luyghen et Noordshoote.

Les zouaves, positionnés sur le pont, sont prêts à se servir de leurs deux batteries de mitrailleuses, mais ils hésitent à tirer en apercevant, dans la pénombre matinale, leurs camarades détenus arriver face à eux. C'est alors que l'un des prisonniers, en première ligne, brave la mort tel le chevalier d'Assas et s'écrie :

— Tirez donc, nom de Dieu, ce sont les boches !

Les Français reprennent leurs esprits et font feu. Le soldat sacrifié tombe sous les balles de ses frères d'armes aux côtés des soldats allemands.

Le nom de ce héros de la Grande Guerre, mort dans un suprême dévouement, n'entrera jamais dans la postérité. Mais ce zouave inconnu est néanmoins récompensé par l'Ordre no 28 de la VIIIe armée, cité le 19 novembre par le général d'Urbal, à qui l'on a raconté la scène : « *Le*

12 novembre 1914, à 5 h, une colonne allemande se portait à l'attaque du pont de Drie Grachten défendu par le 1er zouaves, en poussant devant elle des zouaves prisonniers et en criant : « 11e bataillon, cessez le feu. » Un instant, nos soldats et nos mitrailleuses interrompent leur tir, lorsque des rangs allemands part ce cri poussé par un des zouaves prisonniers : "Tirez donc, au nom de Dieu !" Une décharge générale part alors de nos rangs, couche à terre les assaillants et l'héroïque soldat dont le dévouement avait permis aux nôtres de déjouer leur ruse. Si le nom de ce brave reste inconnu, du moins le 1er zouaves gardera-t-il le souvenir de son sacrifice qui honore le régiment à l'égal des plus beaux faits d'armes de son histoire. Honneur à sa mémoire. »

Les journaux de l'époque s'emparent de l'événement, qualifié d'« admirable incident », qu'ils commentent à l'envi. « Avec des soldats pareils, comment voulez-vous qu'une nation mourût ! » lance un éditorialiste de *La Revue hebdomadaire*.

Le zouave inconnu est célébré sur les cartes postales, et son cri, « Tirez donc, N. d. D. ! » (abrégé pour ne pas choquer les plus prudes), est même gravé sur des statuettes et des insignes militaires, glorifiant son héroïsme et alimentant la légende. Car, malgré les recherches de certains spécialistes, l'identité de ce « zouave de Drie Grachten » restera à jamais un mystère...



La Grande Guerre du capitaine de Gaulle

Sorti de l'École militaire de Saint-Cyr en 1912 et lieutenant en 1913, Charles de Gaulle est envoyé dès le début de la Première Guerre mondiale dans le Nord-Est avec le 33e régiment d'infanterie, alors commandé par le colonel Pétain. Le 15 août, à Dinant, en Belgique, il est blessé à la jambe, comme il le raconte dans ses écrits : *« J'ai à peine franchi la vingtaine de mètres qui nous séparent de l'entrée du pont que je reçois au genou comme un coup de fouet qui me fait manquer le pied. Les quatre premiers qui sont avec moi sont également fauchés en un clin d'œil. Je tombe, et le sergent Debout tombe sur moi, raide mort. Alors c'est pendant une demi-minute une grêle épouvantable de balles autour de moi. »*



Évacué, hospitalisé à Paris et placé en convalescence à Cognac, il retrouve le front au mois d'octobre. Il rejoint le 33e RI en Champagne, où il commande la 7e compagnie. Son ascension est fulgurante : il reçoit la croix de guerre en janvier, est nommé capitaine à titre temporaire le mois suivant, et le lieutenant-colonel Claudel le choisit comme adjoint. De Gaulle se montre déterminé, au point de désobéir parfois à ses supérieurs en ordonnant de tirer sur les lignes ennemies sans autorisation, ce qui lui vaut d'être relevé de ses fonctions pendant huit jours.

Blessé à la main gauche en mars 1915, il est une nouvelle fois évacué avant de revenir au combat et de prendre le commandement de la 10e compagnie en juin. Capitaine à titre définitif en septembre 1915, il rejoint Verdun avec le 1er corps d'armée en février de l'année suivante.

Le 33e RI fait une nouvelle fois preuve de courage, et le lieutenant-colonel Boudhors rend hommage à de Gaulle : *« Le 33e a été splendide devant Douaumont, il ne le doit à son colonel qu'en raison de la clairvoyance du capitaine de la 10e compagnie. »*

Mais le 2 mars, cette compagnie est presque complètement décimée, et de Gaulle, blessé à la cuisse gauche par un coup de baïonnette, est fait prisonnier par les Allemands. Laissé pour mort, il reçoit une citation à titre posthume à

l'ordre de l'armée de la part du général Pétain, témoin de sa bravoure : *« Le capitaine de Gaulle, commandant de compagnie, réputé pour sa haute valeur intellectuelle et morale, alors que son bataillon, subissant un effroyable bombardement, était décimé et que les ennemis atteignaient la compagnie de tous côtés, a enlevé ses hommes dans un assaut furieux et un corps à corps farouche, seule solution qu'il jugeait compatible avec son sentiment de l'honneur militaire. Est tombé dans la mêlée. Officier hors de pair à tous égards. »*



Soigné à l'hôpital de Mayence, le capitaine est interné au camp d'Osnabrück, en Westphalie. Après une première tentative d'évasion manquée, il est transféré à de nombreuses reprises, d'abord à Neisse, puis à Szczuczyn. Il tente une nouvelle fois de s'échapper en creusant un tunnel par lequel il parvient à s'exfiltrer, mais, repéré à cause de sa grande taille, il est repris par ses geôliers.

Envoyé au fort d'Ingolstadt, un camp de représailles bavarois réservé aux officiers récalcitrants, il y fait la rencontre du futur général Georges Catroux, du journaliste Rémy Roure, de l'aviateur Roland Garros et du futur maréchal de l'Armée rouge Mikhaïl Toukhatchevki, qu'il affrontera à Varsovie en 1919.

Quand il ne prépare pas de nouvelles évasions (il fait 5 tentatives pendant ses 32 mois de captivité), le jeune capitaine essaye d'occuper son esprit : *« L'interdiction de sortir me détermine à travailler mon allemand et à relire la plume à la main l'histoire grecque et l'histoire romaine »*, écrit-il à son père.

Il parfait également ses connaissances sur la stratégie militaire, qu'il partage avec ses codétenus au cours de brèves conférences, où il parle de l'avancée de la guerre et évoque l'utilisation des chars d'assaut.

Cette captivité est un véritable crève-cœur pour de Gaulle, qui avoue à sa mère vers la fin de la guerre : *« N'avoir pu assister à cette Victoire, les armes à la main, c'est pour moi un chagrin qui ne se terminera qu'avec ma vie [...]. »*

Être inutile aussi totalement, aussi irrémédiablement que je le suis dans les heures que nous traversons quand on est de toutes pièces construit pour agir, et l'être par surcroît dans la situation où je me trouve et qui pour un homme et un soldat est la plus cruelle qu'on puisse imaginer ! »

Libéré après l'armistice, il rejoint les siens en Dordogne en décembre 1918.

Il reçoit la croix de chevalier de la Légion d'honneur, la médaille des Évadés (même s'il n'a réussi aucune de ses tentatives), et la croix de guerre 1914-1918, pour « *conduite exceptionnelle au cours de la Première Guerre mondiale* ».

Au sortir de la Grande Guerre, la carrière militaire de De Gaulle est sur de bonnes voies.



La cargaison secrète du Lusitania

Au début de la Première Guerre mondiale, le *Lusitania* est l'un des paquebots les plus grands, les plus rapides et les plus puissants du monde. Aux côtés de ses *sisterships*, les paquebots *Mauretania* et *Aquitania*, il détient en effet le Ruban bleu, une récompense décernée pour avoir battu le record de la traversée de l'Atlantique, auparavant détenu pendant 10 ans par le paquebot allemand *Kaiser Wilhelm II*.



Équipé des technologies les plus modernes de l'époque, le *Lusitania* est réquisitionné en août 1914 par la Royal Navy britannique, mais la Cunard Line, la société anglaise qui l'affrète, peut continuer pendant un temps ses traversées avec passagers. Le prix exorbitant du carburant et la menace des sous-marins allemands stationnés dans l'Atlantique, qui tentent de résister au blocus imposé par les Anglais, réduisent néanmoins le rythme des allers-retours, et, au début de l'année 1915, le navire ne fait plus qu'une seule traversée par mois.

Le 1er mai 1915, après une escale d'une semaine à New York, le *Lusitania* quitte les États-Unis en direction de Liverpool. Son capitaine, William Turner, est particulièrement expérimenté, puisqu'il entame à ce moment-là son 102e voyage.

Aussi, il ne s'alarme pas quand on lui apprend que le croiseur *Juno*, qui est censé assurer sa sécurité pendant la traversée, ne pourra pas le suivre cette fois-ci.

La semaine de croisière se déroule sans incident, et les 1959 passagers que compte le paquebot sont impatients d'accoster en Angleterre. Mais le 7 mai, alors qu'il longe les côtes irlandaises, à environ 40 km du port de Queenstown, en pleine « zone de guerre », le paquebot est repéré par un sous-marin allemand, qui vient d'attaquer plusieurs cargos dans la journée. Il ne dispose plus que d'une seule torpille, de faible puissance. Le tir touche sa cible, et une explosion se fait entendre lors de l'impact, suivie quelques secondes plus tard par une mystérieuse deuxième explosion...

Le navire coule en un quart d'heure. Seuls 6 des 22 canots de sauvetage sont mis à l'eau et 1198 personnes trouvent la mort dans ce drame, dont 128 citoyens américains. L'émotion est vive à travers le monde, notamment aux États-Unis, où la neutralité affichée depuis le début du conflit va peu à peu s'effriter et pousser deux ans plus tard le pays à entrer en guerre du côté des Alliés.

La question se pose alors : le drame du *Lusitania* est-il un crime de guerre orchestré contre des civils, comme le déclarent les Anglais et les Américains, ou un simple « fait de guerre », comme tentent de le justifier les autorités allemandes ?

Les Allemands affirment en effet que le paquebot transportait des armes et des munitions, ce qui pourrait expliquer la mystérieuse deuxième explosion entendue par les sous-marinières et les passagers du navire. Les Anglais nient farouchement que le *Lusitania* puisse être un « croiseur auxiliaire armé », mais les Allemands avaient raison.

En effet, en 1912, l'amirauté britannique a admis la présence de munitions à bord du paquebot : au total, le *Lusitania* convoyait en contrebande près de 50 tonnes d'obus et une grande quantité de poudre et d'explosifs.

Il était de plus armé de 12 canons et transportait de munitions à chacune de ses traversées depuis le début de la guerre.

Les agents des services secrets pensaient par ce subterfuge parvenir à approvisionner de manière discrète le front européen, car ils croyaient que les Allemands n'oseraient jamais s'attaquer à un paquebot de passagers...



Lucien Bersot et le pantalon rouge

Né en 1881 dans la Haute-Saône, Lucien Bersot est maréchal-ferrant, marié et père d'une petite fille quand il est mobilisé au 60^e régiment d'infanterie au tout début de la guerre. Il rejoint le front de l'Aisne, où il passe un hiver terrible, notamment lors des durs combats autour de Soissons, pendant lesquels 1500 hommes trouvent la mort, dont le commandant de son unité. L'officier est alors remplacé par le lieutenant-colonel Auroux, un ancien des troupes d'Afrique, qui arrive avec l'objectif d'imposer une discipline de fer dans des rangs qu'il juge trop peu actifs.



Dans ce régiment, Lucien Bersot est un soldat comme un autre, à une exception près : son pantalon. En effet, lors de son incorporation quelques mois plus tôt, il ne reste plus aucun pantalon réglementaire à sa taille ; au lieu du traditionnel pantalon rouge garance qu'arborent ses compagnons (qui les fait ressembler à « *une troupe d'arlequins* », selon les mots de l'historien Jean-Yves Le Naour), on lui donne un pantalon de toile blanc appelé « salopette ».

Or cette étoffe légère est bien insuffisante pour résister au froid glacial de ce début d'année, et le père de famille demande avec insistance qu'on lui procure un pantalon de laine. Au début du mois de février, face à une nouvelle requête de Bersot, le sergent-fourrier Boisson lui présente un pantalon rouge, déchiré et taché de sang, qu'il vient de prélever sur un mort. Bersot refuse catégoriquement de le porter. Un choix qui lui sera fatal...

Le colonel Auroux le sanctionne tout d'abord de huit jours de prison pour insubordination, mais peu après il décide de le faire traduire en conseil de guerre spécial de régiment pour refus d'obéissance en présence de l'ennemi (l'action s'est pourtant déroulée à l'arrière), un chef d'accusation passible de la peine de mort.

Des camarades de Bersot, avec à leur tête le soldat Élie Cottet-Dumoulin, tentent de convaincre leurs supérieurs de changer les termes de l'accusation. Mais il est déjà trop tard : les officiers pensent qu'il est nécessaire, pour que la

discipline de l'armée soit respectée, de faire des exemples. Bersot va être l'un d'entre eux, et son sort est scellé. C'est d'ailleurs ce qu'explique le colonel Auroux le 11 février 1915, alors que s'ouvre à Fontenoy le conseil de guerre spécial :

— Je vous ai fait appeler parce que je suis en face d'une rébellion de soldats, dit-il aux juges qui l'accompagnent. Il faut que je fasse des exemples, en tuer un ou deux.

Le lendemain, Bersot est condamné à mort pour « *refus d'obéissance* », et il est fusillé le 13 février au matin. Élie Cottet-Dumoulin, quant à lui, est condamné à 10 ans de travaux forcés en Afrique du Nord.

Pour la veuve de Bersot, le deuil de son mari est autant fait de honte que de chagrin, comme elle l'explique après la guerre au *Quotidien* : « *Ah ! Vous ne saurez imaginer ce que je pus souffrir lorsque j'appris dans la rue, le 18 février 1915, l'épouvantable nouvelle. Et à la douleur de l'éternelle séparation s'ajoutait la honte. Oui, je devais, avec ma chère fille, supporter le poids de la honte. Je n'étais pas la femme d'un héros. Mon mari n'était pas mort pour une noble cause. Il était mort par le caprice d'un lâche. Quelle douleur pour une femme, pour une fille de savoir qu'il était mort dans des circonstances aussi abominables ! Quelques jours après, je reçus l'avis de décès de mon mari. Il n'était pas conçu en termes infamants, mais il ne portait pas comme les autres la mention : "Mort au champ d'honneur !" Je ne pouvais me présenter nulle part sans être blâmée, bafouée. Et, chaque fois que je devais montrer le triste document pour quelque démarche, on me renvoyait de bureau en bureau, disant : "L'avis de décès de votre mari n'est pas en règle. Comment cela se fait-il ?" Et, chaque fois, je devais répéter l'horrible chose. »*

Dès après la guerre, un mouvement est lancé pour réhabiliter le soldat Bersot, ce qui est fait en 1922, après que la Cour de cassation estime que la peine est sans commune mesure avec la faute commise, et que le colonel Auroux a agi en toute illégalité en étant à la fois l'accusateur et le président du conseil de guerre.

Sa veuve peut enfin toucher la pension dont elle a droit, et sa fille est reconnue comme pupille de la Nation. En 2009, une plaque commémorative est inaugurée à Besançon, en mémoire de Lucien Bersot et de son camarade Élie Cottet-Dumoulin, mort en 1917 en Orient.



La grippe espagnole de 1918, plus meurtrière que la guerre

Alors que la Grande Guerre est sur le point de toucher à sa fin, une nouvelle menace plane au-dessus de la population mondiale. Il s'agit d'une forme particulière du virus de la grippe, qui va ravager en l'espace de quelques mois le monde entier, touchant près d'un humain sur deux, soit environ un milliard de personnes. Venu probablement de Chine, où les premiers cas se sont déclarés dès l'année 1916, ce virus va frapper tous les continents, en plusieurs vagues successives qui vont se révéler dévastatrices.



Il passe d'abord aux États-Unis, par Boston, ramené par des militaires américains rentrés de Chine, où il mute en une souche beaucoup plus contagieuse et virulente, considérée comme 30 fois plus mortelle que les gripes communes, et tuant environ 3 % des malades.

En Europe, le virus venu d'Asie se montre moins dangereux : des soldats des tranchées ont bien été atteints, mais les symptômes sont moins alarmants.

C'est avec l'arrivée de la souche américaine du virus, vers le mois de septembre 1918, que l'Europe est frappée par la pandémie, qui devient l'une des plus importantes de l'histoire mondiale.

Terriblement contagieuse, cette grippe connaît une période d'incubation très courte, de deux ou trois jours seulement, suivie de trois à cinq jours de symptômes. Les victimes sont d'abord frappées par la fièvre. Leurs poumons débordent ensuite de sécrétions, et leur peau se remplit de taches.

Certains sont sujets à de forts saignements du nez, et les jeunes semblent plus fortement touchés que les adultes. En effet, le virus provoque une surréaction des systèmes immunitaires : voulant combattre la maladie, le système immunitaire, robuste, des plus jeunes, finit en réalité par les achever.

Tous les pays d'Europe sont touchés, mais seule l'Espagne, qui ne participe pas au conflit mondial, a la possibilité de publier toutes les informations relatives à la pandémie. C'est pourquoi, en France, où l'on ne parle pas de la situation sanitaire des soldats pour ne pas faire savoir aux forces ennemies que le pays et l'armée sont en position de faiblesse, on l'appelle la « grippe

espagnole ».

Les premiers cas du printemps 1918 semblent anodins, ce qui fait dire à un journaliste du *Matin* : « *En France, elle est bénigne ; nos troupes, en particulier, y résistent merveilleusement. Mais de l'autre côté du front, les boches semblent plus touchés. Est-ce le symptôme précurseur de la lassitude, de la défaillance des organismes dont la résistance s'épuise ? Quoi qu'il en soit, la grippe sévit en Allemagne avec intensité.* »



Mais, avec l'apparition du virus le plus virulent, les choses changent radicalement.

Au pic de l'épidémie, en novembre 1918, on compte parfois plus de 1000 décès par jour. Au total, le virus a tué plus de 400 000 personnes en France.

Cette grippe, dite espagnole, s'éteint au début de l'été 1919 après avoir fait, selon les sources, entre 20 et 50 millions de morts à travers le monde, soit entre 2 et 5 fois plus de victimes que la Première Guerre mondiale...



Le commando Tiling veut combattre en Normandie

Septembre 1914. Alors que la bataille de la Marne touche à sa fin, le front s'approche de la Normandie. Les bases militaires anglaises, installées au Havre et à Rouen, sont transférées en urgence dans le Grand Ouest, et les vieux forts du Havre sont préparés pour d'éventuels combats. Les Normands se remémorent alors les mauvais souvenirs de la guerre de 1871. Ils craignent une nouvelle invasion.

Alors que le front n'est pas encore fixé et que la situation reste encore très incertaine au Nord-Est, 14 éclaireurs allemands, provenant de la 4e compagnie et placés sous les ordres du capitaine Walther Tiling, traversent la France dans 2 berlines et 2 camionnettes avec comme objectif la ville d'Oissel, située au sud de Rouen.

Déjà en 1871, les troupes prussiennes avaient occupé la ville et incendié la mairie, mais cette fois-ci, les infiltrés allemands ne comptent pas s'installer directement. Ils transportent 500 kilos d'explosifs avec eux, dans le but de dynamiter les ponts qui traversent la Seine, en particulier celui utilisé par la ligne de chemin de fer qui relie Le Havre à la capitale. Même si d'autres ponts occupent une place stratégique plus importante, ceux-ci les intéressent parce qu'ils sont en bordure des forêts de l'Eure, où les soldats prussiens avaient découvert, 40 ans plus tôt, de très bonnes cachettes. Détruire ces ponts permettrait, en coupant l'un des moyens les plus rapides pour le ravitaillement et le déplacement des troupes, de déstabiliser les arrières de l'armée française.



Le 16 septembre, le convoi quitte les lignes allemandes, situées près de Noyon, et traverse le plateau picard. Le commando Tiling passe par Beauvais et entre en Seine-Maritime. Jusque-là, personne n'a semblé remarquer leur présence malgré leurs grosses voitures et leurs uniformes. Ils décident alors de faire une halte au lieu-dit La Rougemare, à la lisière de la forêt de Lyons.

Là, ils sont découverts par Octavie Delacour, une dame de 56 ans qui a connu la précédente guerre. Elle les entend parler en allemand et prévient

prestement la gendarmerie de Gournay-en-Bray.

Trois gendarmes, le maréchal des logis-chef Jules Crosnier et ses deux hommes, Praëts et Lebas, ainsi que l'instituteur du village, dénommé Blacher, se rendent sur les lieux. Ils sont accueillis par des rafales de balles, et l'échange de tirs qui s'ensuit restera comme le combat de la Première Guerre mondiale le plus à l'ouest sur le territoire français.

Les Français sont tous abattus. Un soldat allemand gît également sur le sol de la Rougemare. Le reste du commando prend la fuite en direction de la Seine.

Il traverse Mainneville, Heudicourt, Étrépigny, le Thil-en-Vexin et Écouis, puis, s'approchant dangereusement du pont d'Oissel, arrive à Tourville-la-Rivière. Mais les gardes du chemin de fer, prévenus à temps, parviennent à les repousser.

Les éclaireurs allemands prennent alors la direction de Sotteville-sous-le-Val, où les attend un fort contingent français. Les combats reprennent, mais cette fois les Allemands sont en infériorité numérique. Deux d'entre eux sont tués, et leur chef, le capitaine Tiling, est touché au bras, à la cuisse et au visage.

Les 11 survivants sont faits prisonniers. Dans leurs voitures, on découvre une demi-tonne d'explosifs. Ils risquent d'être exécutés, comme le précise le commandant De Leuse : *« Nous voulions les fusiller, parce qu'ils étaient accusés d'avoir porté des habits de civils. J'ai fait de nombreuses et sérieuses recherches, et tout portait à croire que personne n'avait jamais vu l'un des hommes de Tiling autrement qu'en uniforme. Il ne peut être question de peine de mort. »*

Les prisonniers passent la totalité de la guerre en prison, à Rouen. Walther Tiling se rend au Brésil après la guerre, où il décède en 1932. Un monument a été installé sur les lieux du combat de La Rougemare, devant lequel anciens combattants, gendarmes et officiels se recueillent tous les ans en mémoire des gendarmes et de l'instituteur morts pour la France.

Octavie Delacour a quant à elle été décorée de la Légion d'honneur pour sa bravoure.



L'uniforme du poilu s'adapte tardivement à la guerre

Alors que presque toutes les armées européennes comprennent dès après la guerre des Boers l'importance de donner à leurs soldats des tenues militaires le plus discrètes possible et utilisent des uniformes kaki, marron ou gris (comme les soldats allemands avec leur casque à pointe et leur uniforme *feldgrau*), la France accuse dès le début de la guerre un retard considérable en la matière.



Tout d'abord, les uniformes viennent à manquer. Sur les 3,7 millions de mobilisés d'août 1914, près de 2 millions ne reçoivent pas leur tenue lors de leur incorporation. Des commandes sont faites à la hâte, mais les pantalons, calottes et chemises mettront parfois des mois avant de sortir des usines. Même situation pour les chaussures, si bien que l'état-major dédommage les soldats qui viennent au front avec leurs propres souliers.

De plus, l'uniforme réglementaire de l'été 1914, sur le même modèle que celui de la guerre de 1870, est une aberration, comme le dit très bien Georges Blond, dans *La Marne* : « *Au mois d'août, dans la chaleur torride, les fantassins français marchaient couverts de l'univers le plus irrationnel de tous les temps, uniforme cible, uniforme fardeau, pantalon rouge garance, longue capote de drap, été comme hiver, chemise en flanelle de coton et caleçons longs.* »

Ce pantalon rouge, tant apprécié par le peuple et les soldats français de l'avant-guerre, s'avère un piètre camouflage pour le combat : facilement pris pour cibles par les ennemis, les poilus sont priés de rabattre leur longue capote sur leurs jambes pour cacher cette teinte visible de trop loin. Leur képi, lui aussi rouge, ne les protège que du soleil, et leur capote, trop chaude en été et trop froide en hiver, devient insupportable une fois qu'ils portent leur barda (voir 30 kilos sur le dos !).



À l'automne 1914, on envoie aux troupes des couvre-képis et des couvre-pantalons bleus, afin de les camoufler en urgence. Puis, l'hiver arrive, et les soldats sont transis par le froid. Des capotes plus chaudes sont en préparation. En attendant, on leur distribue de vieilles vareuses, qu'ils appellent des « ras-le-cul », insuffisantes pour les tenir au chaud dans les tranchées.

L'état-major décide alors d'autoriser les soldats à porter des vêtements personnels, envoyés par leur famille ou leur marraine de guerre. Ils arborent des pantalons de velours côtelé, des peaux de mouton et des lainages, des vestes de chasse ou des tuniques de travail. Complètement dépareillés, les poilus français n'ont pas fière allure en ce premier hiver de guerre.

Puis, après la bataille de la Marne, l'armée choisit une nouvelle couleur pour ses uniformes, le bleu horizon.

Les usines tournent à plein régime pour envoyer au plus vite ce nouvel équipement aux soldats, mais il faut encore plusieurs mois pour que tous soient enfin vêtus de la même façon.

Cet uniforme bleu horizon est accompagné de tampons contre les gaz et du casque d'acier « Adrian », censé protéger les poilus des tirs de petits calibres. Après la bataille de Verdun, l'équipement réglementaire ne connaît plus de transformations importantes et seules quelques modifications sont apportées. On note ainsi l'arrivée du couvre-casque, qui empêche de refléter la lumière, et le retour de la « capote croisée », qui avait été abandonnée avec l'adoption de la nouvelle capote bleu horizon, fermée bord à bord pour économiser du tissu, mais inadaptée pour protéger du froid (les cas de tuberculose sont en effet de plus en plus nombreux).

L'uniforme des officiers évolue lui aussi fortement au cours de la guerre. Vêtus également d'un pantalon rouge, les gradés sont en plus distingués du reste de la troupe par un casque blanc, des grades de manches rouges, des épaulettes blanches et un plastron en métal. Leur tenue est tellement singulière que le corps des officiers accuse de très lourdes pertes dans les premiers mois de la guerre.

L'arrivée de l'uniforme bleu horizon change considérablement la donne, et les officiers font alors preuve d'une grande coquetterie. À l'instar des soldats britanniques, réputés pour leur élégance, ils privilégient des coupes saillantes

et font même, pour certains, fabriquer leur uniforme sur mesure par leur propre tailleur...



Jean Jaurès, première victime de la guerre

Depuis l'annonce de l'attentat de Sarajevo du 28 juin, Jean Jaurès, le leader de la gauche française, fait tout ce qu'il peut pour éviter un conflit mondial. Son journal, *L'Humanité*, publie ses textes antiguerre, où il appelle à la grève générale en cas de déclenchement des hostilités. Mais, malgré cet engagement pacifiste, à la fois patriotique et internationaliste, Jaurès se montre pragmatique, comme il l'affirme le 18 juillet 1914 : *« Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et, si la guerre éclate malgré nous, à faire l'effort pour assurer, dans l'horrible tourmente, l'indépendance et l'intégrité de la nation. »* Son dévouement constant contre le conflit l'oppose frontalement aux ligues patriotiques et autres mouvements nationalistes va-t-en-guerre, pour lesquels il est l'homme à abattre.

En témoignent ces appels au meurtre, diffusés dans la presse de droite. Charles Péguy déclare ainsi : *« Dès la déclaration de guerre, la première chose que nous ferons sera de fusiller Jaurès. »* Maurice de Waleffre, journaliste à *L'Écho de Paris*, se montre plus impatient : *« Dites-moi, à la veille d'une guerre, le général qui commanderait [...] de coller au mur le citoyen Jaurès et de lui mettre à bout portant le plomb qui lui manque dans la cervelle, pensez-vous que ce général n'aurait pas fait son plus élémentaire devoir ? »*



Jaurès se sait en danger, mais il poursuit son travail de mobilisation des esprits pacifistes. Après un voyage de deux jours en Belgique, où il rencontre les leaders de la gauche allemande et tient un meeting avec Rosa Luxembourg, il rentre à Paris le 30 juillet et s'entretient avec le président du Conseil, René Viviani, qui lui annonce la préparation des troupes à la frontière.

Le lendemain, c'est le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Abel Ferry, qui lui fait comprendre que rien ne pourra empêcher la guerre et que son opposition le met en danger :

— Mais, mon pauvre Jaurès, on vous tuera au premier coin de rue.

Le soir même, avant de retourner à son journal pour y écrire un éditorial de la dernière chance contre la guerre, il descend avec ses collaborateurs au café Le Croissant. Là, à travers la vitre qui le sépare de la rue, il est abattu de deux coups de feu.

— Ils ont tué Jaurès ! Ils ont tué Jaurès ! crie la patronne du restaurant.

La nouvelle se propage comme une traînée de poudre. L'émotion est à son comble malgré quelques ultranationalistes célébrant la mort du « traître ». Son assassin est Raoul Villain, étudiant nationaliste, partisan de la guerre et adhérent de la Ligue des jeunes amis de l'Alsace-Lorraine. Au préfet de police, Célestin Hennion, qui l'interroge sur les raisons de son acte, il répond :

— J'ai le sentiment du devoir accompli. J'ai voulu, dans les circonstances aussi graves que celles que nous traversons, supprimer un ennemi de mon pays.

Le lendemain, la mobilisation générale est déclarée. Les mouvements de gauche rentrent dans le rang et se déclarent prêts à soutenir l'effort de guerre. Lors de l'enterrement de Jaurès, le 4 août au matin, toutes les composantes politiques du pays sont réunies. L'Union sacrée des partis politiques français se forme sur sa tombe. Engagé en 1916, son fils unique est tué le 3 juin 1918 à la tête de sa compagnie.

Raoul Villain passe quant à lui la totalité de la guerre en détention préventive. Jugé en 1919 devant la cour d'assises de la Seine, dans un contexte de fort patriotisme, il est présenté comme un homme isolé et proche de la démente. Après 5 jours d'audience, il est acquitté par 11 voix contre 1, l'un des jurés déclarant même, après le verdict :

— Si l'adversaire de la guerre, Jaurès, s'était imposé, la France n'aurait pas pu gagner la guerre.

Décision encore plus surprenante, la veuve de Jean Jaurès se voit condamnée à devoir payer les frais du procès. Une semaine plus tard, 100 000 personnes manifestent contre ce « *verdict monstrueux* », selon les mots d'Anatole France. Exilé à Ibiza depuis sa libération, Raoul Villain est exécuté en 1936 par les anarchistes espagnols, qui le soupçonnent d'être un espion franquiste.



Les travailleurs chinois de la Première Guerre mondiale

Ce sont les grands oubliés de la Première Guerre mondiale. Touchées par le manque de main-d'œuvre, la France et l'Angleterre ne peuvent se contenter des appelés de leurs empires coloniaux pour soutenir l'effort de guerre et font alors appel à la Chine pour recruter des travailleurs. Venus pour la plupart de la province du Shandong, dans le nord-est de l'Empire du Milieu, ce sont ainsi 140 000 travailleurs qui arrivent dans le nord-est de la France à partir de 1916, avec des contrats de 3 ans.

L'accord avec la Chine prévoit qu'une partie de leur salaire sera directement envoyée à leur famille et qu'ils ne seront pas « *exposés au danger de la guerre* ».

Cent mille d'entre eux sont confiés à l'Angleterre, qui les place sous statut militaire et les intègre au *Chinese Labour Corps*. Ils travaillent près du front, en soutien aux soldats, nettoient les camps, les armes, creusent des tranchées et enterrent les corps.



Quarante mille autres se retrouvent sous autorité française. Ils réparent les routes, posent des voies de chemin de fer, construisent des baraquements. Ils peuvent aussi ramasser les corps des soldats ou servir au ravitaillement des troupes. On les retrouve également dans les usines d'armement et dans les chantiers navals.

Débarqués à Dieppe ou à Marseille après une longue et dangereuse traversée (comme en témoigne l'épisode du navire français l'*Athos*, coulé par un sous-marin allemand le 17 février 1917 en Méditerranée avec à son bord près de 900 Chinois, dont 543 périssent), ces travailleurs sont envoyés dans des camps entourés de barbelés, dont les plus importants se situent à Noyelles-sur-Mer, dans la Somme, et à Saint-Étienne-au-Mont et Dannes, dans le Pas-de-Calais.



Dotés du strict nécessaire (baraquements, cuisines, sanitaires, infirmeries et prisons), ces camps prennent peu à peu des allures de villages chinois, avec leurs lanternes illuminant les entrées des bâtiments et leurs cerfs-volants vacillant au-dessus des barbelés. Ils reçoivent trois jours de congé par an pour célébrer les principales fêtes religieuses chinoises, la fête des Bateaux dragons, la fête de la Lune et le Nouvel An.

Si les habitants des villes voisines restent subjugués par l'exotisme de ces célébrations, les contacts avec la population locale sont le plus souvent difficiles. Ils ne parlent pas un mot de français et sont dépendants des rares interprètes débarqués avec eux.

Certains habitants des communes voisines, comme à Poperinge, en Belgique, font bien l'effort d'apprendre quelques mots de chinois pour faciliter la communication, mais, dans l'ensemble, les travailleurs doivent faire face à la crainte de la population. On les accuse de commettre des vols et de propager des maladies, notamment la jaunisse.

Quelques couples se forment néanmoins, comme le précise Li Ma, historienne spécialiste du sujet : *« Ils parlaient notamment des femmes françaises qui, selon eux, préféreraient de jeunes Chinois forts, beaux et gentils plutôt que des alcooliques français auxquels il manquait un bras et qui étaient déprimés par la guerre[17]. »*

Mais ils sont eux aussi lourdement touchés par le conflit. Au total, 8000 d'entre eux meurent pendant ces 3 années, soit sous le feu ennemi, soit emportés par les maladies, comme la grippe espagnole, la tuberculose ou la rougeole. Les nombreux « cimetières chinois » dans le nord-est de la France témoignent de leur sacrifice. Le plus important d'entre eux est celui de Noyelles-sur-Mer, où gisent les corps de 842 travailleurs, tandis que celui de Saint-Étienne-au-Mont en accueille 160.

Les premiers retours vers la Chine commencent en novembre 1918, mais, en mars 1919, chargés de rechercher les cadavres oubliés et de déminer les champs de bataille, ils sont encore 80 000 à travailler sur le sol français. Si l'Angleterre s'assure du rapatriement de tous ses travailleurs à la fin de leur contrat, la France leur propose de rester pour assurer la reconstruction. La plupart décident de rentrer au pays ; seuls 3000 d'entre eux accepteront. Ils

s'installent en majorité en région parisienne, dans le quartier de la gare de Lyon, et trouvent des emplois dans les usines, notamment celles de Renault.

Leurs descendants militent pour que leur rôle dans la guerre soit reconnu officiellement, comme le déclare Gérard Tchang, fils de travailleur : *« Aujourd'hui, personne en France ne connaît cette mémoire ! Je ne sais pas quels pouvaient être les états d'âme des responsables politiques de l'époque et encore moins ceux d'aujourd'hui, mais ce que l'on constate, c'est que cette mémoire a été totalement oubliée ! [...] Aujourd'hui, on donne des médailles du mérite à des gens qui ont beaucoup moins donné que mon père, par exemple. Pourquoi lui ne l'a-t-il pas reçue ? C'est parce qu'il était d'origine chinoise ? »*



La Grande Guerre pollue toujours

« *Presque un siècle après la guerre, il y a des conséquences environnementales qui portent toujours atteinte à la qualité de vie des gens.* » Voilà le constat établi par Jacky Bonnemains, président de l'association écologiste Robin des bois, qui milite pour la dépollution des sites de guerre.



La Grande Guerre est le premier conflit à faire appel aussi intensivement à l'artillerie lourde. Au total, pendant les 4 années de combats, ce sont entre 900 millions et 1,4 milliard d'obus qui sont tirés par les 2 camps, soit l'équivalent de 15 millions de tonnes de métaux ! Rien qu'à Verdun, Français et Allemands ont lancé 37 millions d'obus, soit 150 000 en moyenne par jour. Un quart de ces obus n'ont pas explosé, et 6 % d'entre eux contiennent des gaz de combat. Des opérations de déminage sont réalisées après le conflit, mais tous ne sont pas retirés des sols, loin de là.

Aussi, en France, on continue de découvrir entre 500 et 800 tonnes d'obus de la Première Guerre mondiale par an. Il n'est pas rare de voir certains chantiers ralentis par ces « *trésors empoisonnés de l'histoire* », comme lors de la construction de la ligne Eurostar entre la France et l'Angleterre, qui traverse le front du Nord.

Les exemples sont nombreux de quartiers évacués, encore de nos jours, à cause de ces vestiges centenaires. Ainsi en est-il du village de Coucy-lès-Eppes, dans l'Aisne, où un habitant découvre 1652 obus en terrassant son jardin en septembre 2010.

Deux mois plus tard, 469 personnes sont évacuées pendant le déminage des 30 tonnes de munitions, qui sont ensuite détruites dans des camps militaires.

Plus récemment, en mai 2011, c'est un pêcheur de Lobbes qui aperçoit 40 obus au milieu de la Sambre, dont le niveau avait baissé suite à des travaux.

En juillet 2012, un enfant de 7 ans trouve un obus de 80 cm à Forbach, en Moselle. D'autres sites sont connus des autorités, comme le cimetière d'obus du gouffre de Jardel, dans le Doubs, où 3000 tonnes d'obus sont entreposées à 128 mètres de profondeur depuis 1923, et qui a été redécouvert en 1972.

Si les risques d'explosion existent, ce qui inquiète le plus les populations voisines est le risque de pollution de ces obus. *« Près de Verdun, dans les forêts de chênes, des taux considérables d'arsenic ont été repérés par des universitaires allemands, là où des obus chimiques ont été détruits par incinération, affirme Jacky Bonnemain. Le gibier et les produits végétaux issus des forêts de guerre peuvent être pollués par le plomb, d'autres métaux et des composés chimiques. »*

Parmi les produits à risque contenus par ces obus figurent les sels de perchlorates, très utilisés en tant qu'explosifs à l'époque, qui se dispersent dans le sol et polluent les eaux souterraines. À la fin du mois d'octobre 2012, les préfets du Nord et du Pas-de-Calais prennent ainsi des arrêtés de restriction de consommation d'eau du robinet pour les femmes enceintes et les nourrissons, chez qui les sels de perchlorates peuvent provoquer des problèmes d'hyperthyroïdie, de croissance et de développement neurologique. Cinq cent quarante-quatre communes sont concernées. *« Cette pollution spécifique pourrait provenir des nombreuses munitions tirées lors de la Première Guerre mondiale, en particulier sur la ligne de front qui se trouvait à la limite entre la plaine de Flandres et le plateau d'Artois »*, précise l'Agence régionale de santé du Nord-Pas-de-Calais.

Une reconnaissance du caractère nocif de cette pollution historique pour les Robins des bois : *« Pour la première fois à l'échelle d'un territoire, le lien est établi entre une pollution de l'eau distribuée aux populations et les composants des munitions. La répartition des teneurs en perchlorate est directement liée aux lignes de front des combats entre les forces alliées et l'armée allemande. Les teneurs les plus élevées sont observées autour de Lens, Arras et Douai. »* L'association demande à ce que les recherches des produits toxiques soient étendues à la Picardie, au nord de l'Île-de-France et à la Belgique.

Si les pouvoirs publics décident de prendre les choses en main, la dépollution totale du territoire français pourrait s'étaler sur des décennies. Sinon, les obus de la Grande Guerre ont encore une longue vie devant eux, puisque, selon les scientifiques, cités dans un rapport du Sénat, ils ne s'effaceront complètement des sols français que dans sept siècles.



Le faux Paris, le trompe-l'œil contre les bombardements

À la fin de la guerre, alors que les raids de l'aviation allemande sur Londres et Paris se font de plus en plus menaçants, la Défense contre avions (DCA) imagine un incroyable projet, qui est de nos jours encore largement méconnu.



Dans l'idée de duper les pilotes allemands, dont les avions sont alors dépourvus de radars, et qui volent donc à vue, larguant leurs bombes après avoir aperçu leurs cibles, la DCA opte pour la défense passive en prévoyant de recréer une capitale factice, faite de faux bâtiments et d'éclairages lumineux.



Ainsi, les autorités françaises comptent désorienter les raids des redoutables bombardiers Gotha les mener vers le mauvais objectif et éviter à la population parisienne des frappes meurtrières.

Des premiers tests lumineux sont menés à partir de 1917 au nord-est de Paris, où sont installées « *quelques lampes à acétylène, de manière à laisser croire à la présence d'avenues non éteintes* », raconte *L'Illustration*, dans un dossier de 1920. Mais la technique est « *fort rudimentaire* », et le procédé mérite d'être amélioré.

Le projet est néanmoins soutenu par le secrétariat d'État à l'aéronautique, et, en 1918, on décide de ne pas se contenter de recréer des morceaux de rues, mais une ville entière ! Ce projet s'annonce alors pharaonique, comme le précise l'hebdomadaire : « *Les difficultés d'exécution étaient grandes. Il était nécessaire qu'on utilisât une boucle de la Seine analogue à celle qui traverse*

la capitale et dont aucun artifice de camouflage ne pouvait tenir lieu. Il fallait ensuite que les zones qu'on allait ainsi désigner aux bombardements de l'ennemi ne fussent pas semées de localités habitées. »

Trois zones sont délimitées pour recréer ce « double de Paris ». Elles se situent au nord-est de la capitale, entre Fontenay-en-Parisis et Villepinte, au nord-ouest, au-delà de Saint-Denis, et à l'est entre Chelles et Torcy, et elles doivent reproduire Paris, avec le chemin de fer de la petite ceinture, les Champs-Élysées, les grands boulevards, la place de l'Étoile et celle de l'Opéra, les gares de l'Est et du Nord, mais également les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers, ainsi qu'une fausse zone industrielle.

L'armée n'a pas les moyens de réaliser cet ouvrage, et elle passe commande auprès de Fernand Jacopozzi, ingénieur électricien d'origine italienne qui s'illustrera dans les années 1920 en illuminant la tour Eiffel et les grands boulevards du « vrai » Paris.

Il s'attaque tout d'abord à la partie nord-est, appelée « le faux objectif de l'Orme de Morlu », et construit la fausse gare de l'Est, entre Seyran et Villepinte. Selon *L'Illustration*, cette gare est faite de « *bâtiments, voies de départ, trains à quais et trains en marche, amorces de voies et signaux, et [d']une usine avec bâtiments et fourneaux en marche* ». Les toits de bois sont recouverts « *de toiles peintes, tendues et translucides, de manière à imiter les toits de verre sale des usines* ».

L'intensité de l'éclairage se révèle un point essentiel de ce gigantesque trompe-l'œil : « *Un éclairage intensif fût vite apparu comme une ruse grossière. Il fallait attirer l'attention des aviateurs ennemis par une lumière suffisante, mais ne pas éveiller leurs soupçons.* » Le résultat est en tout cas bluffant : « *Les trains étaient indiqués par des surfaces en bois posées sur le sol. Un éclairage latéral projetait la lumière à l'extérieur, comme si elle venait des fenêtres. Mais le fin du fin était la réalisation d'un train en marche. Le dispositif de camouflage s'étendait sur 1800 à 2000 mètres et l'éclairage courait progressivement d'une extrémité à l'autre.* »

C'est la seule partie du « faux Paris » à avoir été construite au moment de l'armistice de novembre 1918, mais ces installations « *ne furent prêtes qu'après le dernier raid allemand sur Paris en septembre 1918 ; elles n'ont donc pas l'épreuve de l'expérience* », précise un article de *La Revue militaire* publié en 1930. Le reste du projet ne voit jamais le jour.



Maurice Maréchal et le violoncelle des tranchées

Né à Dijon en 1892, le jeune Maurice Maréchal entre dès 1905 au Conservatoire de Paris, où il décroche six ans plus tard son premier prix de violoncelle. Il donne ses premiers concerts solistes en 1911, et, en 1912, il effectue son service militaire en tant que timbalier dans le 74^e régiment d'infanterie de Rouen. Mobilisé en 1914 à seulement 22 ans, il rend ses « *cartons à la Musique* », et décide d'agir « *en Français* », comme il l'écrit au début de ses carnets : « *Un artiste doit se dévouer pour la plus noble cause, et la plus noble, en temps de guerre, n'est-ce pas de mourir pour le drapeau ?* »



Au front, il ne combat pas les armes à la main : il occupe le poste d'agent de liaison cycliste, puis celui de brancardier. Mais le contact avec la musique lui manque. Dès qu'il le peut, il étudie des partitions, envoyées par sa famille ou ramenées de permission, et suit des cours de composition avec Gustave Clœz, dont il partage parfois le même secteur.

Au début de l'année 1915, il loue un instrument et fait de la musique de chambre avec deux comparses. Il joue pendant les offices religieux et donne des concerts devant des officiers.

Le 29 juin, il peut étrenner son nouvel instrument, fabriqué à partir d'une porte en chêne et de caisses de munitions allemandes par deux camarades menuisiers dans le civil, Plicque et Neyen, qui servent alors dans la territoriale. Ce violoncelle des tranchées se voit surnommé le « Poilu ». « *Tout le talent de Maréchal était nécessaire pour sauver de la dérision et de la provocation cet assemblage cubiste* », souligne son élève et ami, Alain Lambert. Le jeune homme fait alors « *de la musique plus que jamais* » et il vient compléter le quatuor du violoniste Lucien Durosoir après avoir reçu le message : « *Ne vous frappez pas, vous ne serez pas malheureux, il nous manque juste un violoncelliste pour faire de la musique devant le général Mangin.* »

La formation, également composée du pianiste Henri Magne et du

compositeur André Caplet, se produit en concert devant le quartier général. Joffre, Foch, Mangin et Pétain apposent même leur signature sur la table du violoncelle de Maréchal. Lorsque le régiment quitte ses quartiers pour rejoindre le front, le Poilu, placé dans le fourgon de ravitaillement au-dessus des boîtes de conserve, suit la troupe.

Maréchal le considère comme aussi précieux qu'un Stradivarius, et il ne veut le quitter pour rien au monde. Ainsi, le Poilu connaît lui aussi, et par deux fois, l'enfer de Verdun. La musique efface quelque peu l'horreur des combats, et elle ouvre des portes au soldat : en mars 1917, Maréchal part pour Paris pour faire réparer son instrument. Il écrit dans ses carnets : « *Retourner en permission parce qu'on a cassé son violoncelle, quelle chose plus naturelle ?* »

Évacué pour faiblesse générale en 1918 à l'hôpital de Dijon, il est démobilisé à la signature de l'armistice et commence une brillante carrière soliste qui le fait voyager dans le monde entier.

Considéré comme l'un des plus grands musiciens de la première moitié du XXe siècle, « *alliant intelligence musicale et maîtrise de l'instrument* », selon les mots d'Alain Lambert, il devient, après la Seconde Guerre mondiale, professeur au Conservatoire de Paris avant de s'éteindre à Dijon en 1964.

Son violoncelle est aujourd'hui conservé au Musée de la musique de Paris, en bon état de conservation, mais désormais injouable (une restauration lui ôterait tout son intérêt historique). En 2011, la jeune violoncelliste Emmanuelle Bertrand décide de rendre hommage au violoncelle des tranchées en demandant au luthier Jean-Louis Prochasson d'en réaliser une réplique à l'identique.

L'artiste a ainsi pu donner à la Cité de la musique un concert intitulé *Le Violoncelle de guerre, Maurice Maréchal et le Poilu*, faisant résonner, près d'un siècle plus tard, le son de cet instrument légendaire.



Le mystère de la mort de Guynemer

Avec la Grande Guerre, les avions participent pour la première fois aux combats (voir *Les avions pendant la Grande Guerre*). Les pilotes, considérés comme des chevaliers des temps modernes, sont portés au rang de héros, et l'un des plus célèbres d'entre eux s'appelle Georges Guynemer. Âgé de 19 ans au début du conflit, Guynemer compte prendre part aux combats, mais, en raison de sa constitution chétive, il est déclaré inapte et se voit refuser l'entrée dans l'infanterie et la cavalerie.



Il va alors toquer à la porte de l'École d'aviation de Pau et se faire engager par le capitaine Bernard-Thierry comme élève mécanicien au titre du service auxiliaire. Le jeune homme se prend de passion pour les avions, souhaite apprendre à voler, mais son statut l'en empêche. Il insiste auprès de Bernard-Thierry qui finit par capituler. Après avoir brisé quelques coucous pendant ses trois mois d'instruction, il reçoit le brevet de pilote militaire en avril 1915 et est envoyé à Vauciennes dans l'escadrille MS.3, surnommée l'« escadrille des Cigognes ».

Ses premières missions de reconnaissance, où son sang-froid est apprécié par les photographes des airs, lui valent d'être nommé sergent et de recevoir la croix de guerre. Il abat son premier avion allemand le 19 juillet et est décoré de la médaille militaire deux jours plus tard : « *Pilote plein d'entrain et d'audace, volontaire pour les missions les plus périlleuses* », déclare alors son ordre de citation.



Guynemer abandonne son « Vieux Charles », un Morane-Saulnier Type L, pour un chasseur Nieuport 10 et devient l'un des meilleurs pilotes du pays. Il

est fait chevalier de la Légion d'honneur par le président Poincaré le 24 décembre 1915, le jour de sa majorité, et est présenté comme un « *modèle de dévouement et de courage* ».

Sa cinquième victoire fait de lui un « as », comme on appelle alors les meilleurs pilotes. Il prend le grade de lieutenant et rejoint Verdun, où il reçoit deux balles dans le bras et des éclats au visage. De retour au combat dans la Somme, il compte au début de l'année 1917 plus de 25 victoires. Guynemer ne s'arrête pas là : en février 1917, il est le premier pilote à abattre un bombardier Gotha G. III et, le 25 mai, il réalise l'un de ses « *plus brillants exploits en abattant en une seule minute deux avions ennemis et en remportant dans la même journée deux nouvelles victoires* ».

Grâce à son « *avion magique* », le SPAD XII, pour la conception duquel il a conseillé les ingénieurs de l'armée, il abat 2 avions à la fin du mois de juillet, totalisant alors 50 victoires. Il est nommé capitaine et reçoit le commandement des Cigognes ainsi que la croix d'officier de la Légion d'honneur : « *Insouciant du danger, est devenu pour l'ennemi, par la sûreté de ses méthodes et la précision de ses manœuvres, l'adversaire redoutable entre tous.* »

Le 11 septembre, en compagnie de Jean Bozon-Verduraz, Guynemer s'envole pour la dernière fois. Au-dessus du village belge de Poelkapelle, il fait face à un Rumpler, qu'il prend en chasse. Bozon-Verduraz est quant à lui aux prises avec plusieurs Fokker, qu'il parvient à disperser. Mais, quand il repart à la recherche de son chef, il n'arrive pas à le repérer.

George Guynemer ne rentre pas de mission. Les jours passent, il est porté disparu au combat deux semaines plus tard. Un pilote allemand capturé peu après met fin aux espoirs de ses camarades : l'avion de Guynemer a été abattu et s'est fracassé en zone ennemie. Son corps a été retrouvé près de Poelkapelle, atteint d'une balle dans la tête et à l'épaule, la jambe cassée et un doigt arraché. Il a été identifié grâce à la photo de sa licence de pilote qu'il gardait dans sa poche. Mais on ne sait pas ce qui est arrivé à sa dépouille. L'armée allemande annonce d'abord que Guynemer a été enterré près des lieux du drame en recevant tous les honneurs militaires. Quelques mois plus tard, cependant, elle revient sur ses déclarations et précise que la zone était ce jour-là lourdement bombardée par l'artillerie anglaise et que son corps n'a pu être récupéré.

Ce mystère alimente alors toutes les rumeurs : Guynemer serait tombé en mer ou il aurait été fait prisonnier. Pire, certains affirment que Bozon-Verduraz aurait lui-même abattu celui qu'on appelait alors l'Ange de la mort...

Si on sait que tout cela est faux, le doute reste quant aux circonstances de sa mort : a-t-il été tué sur le coup ou est-il mort des balles reçues au sol ?

Son corps n'ayant pas été retrouvé, il est « glorifié » le 19 octobre 1917 au Panthéon, « *dont seule la coupole avait assez d'envergure pour abriter de*

telles ailes ».



La Grosse Bertha n'a jamais bombardé Paris

C'est certainement l'arme la plus célèbre de la Première Guerre mondiale, mais son histoire est souvent méconnue.

En 1908, l'état-major allemand commande auprès de l'usine d'armement Krupp une pièce d'artillerie capable de briser les fortifications françaises, c'est-à-dire assez puissante pour percer trois mètres de béton et casser des tourelles en acier au nickel.

Le Pr Rausenberg et le capitaine Becker procèdent à de longues séries de tests d'obus, tentant de déterminer le meilleur rapport entre les performances balistiques (les capacités explosives des obus) et les performances de pénétration (leur portée maximale).

La solution est trouvée avec un obus de plus d'une tonne, bourré de 144 kg d'explosifs.

Mais le canon capable de le propulser, un Gamma-Gerät, ne peut être transporté qu'en pièces détachées par voie ferrée, et les ingénieurs de Krupp doivent vite se remettre au travail pour construire un obusier plus adapté.

C'est chose faite avec la création du M 42, une pièce montée sur un affût plus léger et sur des roues, ce qui lui donne une plus grande mobilité au combat. La portée de son canon est de 9,5 km avec des obus de 800 kg, et de 12,5 km avec des obus 2 fois plus légers.

Pour ses capacités impressionnantes, et en l'honneur de Bertha Krupp, la fille unique de Friedrich Krupp, ce canon prend le nom de *Dicke Bertha*. Les artilleurs l'appellent également *Fleissige Bertha* (« Bertha l'Assidue »).

L'obusier est utilisé pour la première fois le 12 août 1914 lors du siège de Liège, contre le fort de Pontisse. La ville et ses 12 forts tombent 3 jours plus tard, et la Grosse Bertha reprend du service à Namur, à Maubeuge, à Anvers et à Ypres.



Elle est également utilisée à Verdun, mais les fortifications de la ville, notamment le fort de Moulainville, résistent à son œuvre destructrice grâce aux galeries souterraines creusées par les combattants français.

Douze Grosses Bertha sont en activité à la fin de la guerre, mais aucune d'elles ne bombarde Paris...

Car, contrairement à la légende populaire qui attribue à cette énorme pièce de mortier les bombardements de la capitale de mars à août 1918, la Grosse Bertha, dotée d'une portée de 10 km, n'a jamais quitté la ligne de front, distante de plus de 100 km de l'Île-de-France.

Il s'agit en réalité du *Pariser Kanone* (le « canon des Parisiens »), appelé aussi le *Langer Friedrich* (« Frédéric le Long »), *die Pariserin* (la « Parisienne ») ou *Wilhelmsrohr* (le « tube de Guillaume »), une machine également révolutionnaire à l'époque.

Mis au point par le même Rausenberger, cet obusier dispose d'un canon long de 34 mètres, capable d'envoyer des obus de 400 kg à plus de 120 km de distance, soit 4 fois plus loin que le plus performant des canons européens de l'époque. Les obus envoyés restent dans les airs pendant plus de 3 minutes, et atteignent une altitude maximale de 40 km (jamais un objet n'était allé aussi haut jusque-là).

Le 23 mars, depuis la forêt de Saint-Gobain, à une quinzaine de kilomètres derrière la ligne de front, commencent les premiers tirs vers la capitale. Les canons sont pointés sur le Palais de Justice de la Cité, mais, à une telle distance, il est très compliqué de viser avec une grande précision. Le premier obus tombe au quai de Seine, dans le XIX^e arrondissement, suivi par une vingtaine d'autres, espacés chacun de 20 minutes, qui frappent d'autres points de la capitale et des villes limitrophes. Quinze personnes meurent ce jour-là.

Les Parisiens, perplexes, ne comprennent pas d'où viennent les tirs, qui reprennent de plus belle le lendemain. Cinquante-huit obus sont envoyés les trois premiers jours. Le 29 mars, 91 Parisiens sont tués dans le bombardement de l'église Saint-Gervais, en plein office du Vendredi saint. Plus d'un demi-million d'habitants quittent la ville. Mais l'objectif affiché de l'état-major allemand de briser le moral des Parisiens n'est pas atteint : malgré des bombardements qui durent jusqu'en 9 août 1918 et qui font un total de 265 morts et 625 blessés, les Parisiens tiennent bon.

Le souvenir des bombardements de la Grosse Bertha, comme ils appellent par mégarde les Canons de Paris, reste toutefois vivace pendant des décennies dans la capitale.

À la fin de la guerre, les Grosses Bertha et les Pariser Kanonen sont rapatriés en Allemagne, où ils sont détruits pour éviter qu'ils tombent entre les mains des Alliés.



La syphilis et le bordel

Comme pour chaque guerre, la prostitution fait partie intégrante de l'histoire de 14-18, et ce, dès l'ordre de mobilisation annoncé, notamment chez les plus jeunes des soldats, qui ne veulent pas mourir avant d'avoir goûté à l'amour charnel et se ruent dans les « maisons de tolérance » des grandes villes.



Les prostituées rejoignent l'arrière des lignes de front une fois qu'elles sont fixées, et dans les bourgs et les villes qui bordent la zone de guerre, comme Amiens, mais aussi Nancy, Troyes, Saint-Dizier et Bar-le-Duc, on trouve même quelques non-professionnelles qui reçoivent des soldats pour arrondir leurs fins de mois.

L'activité est aussi très forte dans les grandes villes, comme Marseille, Lyon, Nantes, Bordeaux et Paris, dont les gares, points de passage obligés des soldats en permission, deviennent de hauts lieux de la prostitution.

Sans véritablement être interdite, autorisée ou contrôlée par l'armée, la prostitution remonte le moral des troupes, même si elle contrevient à une certaine « morale ».

Les autorités ont alors trois options devant elles : prescrire la chasteté (un vœu pieux), la dissuasion de toutes pratiques sexuelles jugées dangereuses (l'interdiction de la prostitution), et le contrôle des rapports (la construction de bordels militaires), mais, pendant de longs mois, elles ne tranchent pas.

En octobre 1915, *L'Écho des tranchées* demande la mise en place de bordels mobiles de campagne (appelés aussi bordels militaires, ou bals militaires de campagne), sur le modèle de ceux installés en Afrique du Nord depuis la colonisation de l'Algérie.



Aucun de ces établissements n'existe officiellement en métropole au début de la guerre, et il faut attendre l'arrivée des unités indigènes sur le front du Nord pour les voir fleurir près des zones de combat : réservés aux soldats des colonies, ces bordels sont avant tout un moyen d'éviter que les indigènes ne fréquentent les habitantes de la zone de guerre.

Le conflit s'éternisant, et ne pouvant refuser aux soldats de se soustraire un instant aux supplices de la guerre, les autorités militaires semblent de plus en plus tolérer la prostitution, et ce, même si elles n'apprécient pas particulièrement les prostituées, qu'elles accusent d'espionner et d'épuiser les soldats. Elles permettent en tout cas de combattre l'onanisme, mais aussi les relations homosexuelles entre combattants et la prostitution masculine, présentées à l'époque comme la conséquence de la « fraternité des tranchées ».

Toujours est-il qu'un fléau s'abat sur les lignes françaises. La syphilis, appelée pudiquement « *maladie spéciale* » par les autorités, touche de plus en plus de poilus : 400 000 au total pendant les 4 années de la guerre. Certains d'entre eux sont même suspectés de s'être contaminés volontairement auprès de prostituées pour quitter le front, mais ils sont sévèrement contrôlés, obligés de porter un costume spécial, orné de parements jaunes, et de rester dans un dispensaire antivénérien tout au long de leur traitement.

Pour l'armée, il faut à tout prix circonscrire ce virus, qui tue non seulement des soldats, mais nuit également à la natalité française, promettant un péril militaire dans les 20 prochaines années. Elle demande tout d'abord aux soldats malades de dénoncer leur « contaminante », mais peu d'entre eux s'exécutent.

En janvier 1916, une inspection bimensuelle est imposée à tous les hommes, que les poilus nomment avec humour la « revue des queues », également appliquée au départ et au retour de permission. À Paris, l'épidémie est si forte qu'on interdit aux soldats qui n'y habitent pas de s'y rendre en permission. La même année, des dispensaires sont installés pour fournir anonymement des traitements aux malades, soldats ou prostituées. Au nombre de 40 en 1916, on en compte plus de 120 en 1919.

L'armée tente aussi de responsabiliser les soldats, notamment en termes d'hygiène, en mettant en place des « stations prophylactiques », où ils peuvent utiliser pommades et traitements, mais ces endroits ne sont que très peu

fréquentés. Les nouveaux cas de syphilis sont toujours aussi nombreux.

Ce n'est que dans les derniers mois de la guerre, en mars 1918, avec l'arrivée du général Mordacq au poste de chef du cabinet au ministère de la Guerre, que les bordels de campagne pour les soldats sont officiellement ouverts.

Mordacq demande alors aux généraux des zones de guerre de lui communiquer les informations sur le nombre de maisons de tolérance accueillant déjà les soldats dans leur région militaire.

Au besoin, ils doivent réquisitionner des locaux pour y établir cette « *intendance spéciale* », et, s'ils n'en trouvent pas, ils doivent en construire de nouveaux.

La réglementation de ces établissements est très stricte, notamment au niveau de l'hygiène, et les tenanciers de ces lieux de prostitution sont chargés de vérifier que les filles sont « *saines* ». Selon les mots de Jean-Yves Le Naour, la prostitution devient ainsi une sorte de « *service public* » !



Les journaux des tranchées

Avec la stabilisation du front à l'automne 1914, les poilus cherchent tous les moyens possibles pour lutter contre l'isolement, l'attente, l'ennui et le désespoir. Aussi, créés par les soldats pour les soldats, fleurissent à partir des tranchées de nombreux journaux aux titres évocateurs, tels que *Le Gafouilleur*, *Le Petit Colonial*, *Le Cri des boyaux*, *Le Poilu sans poil*, *Le Cri de guerre*, *Face aux boches*, *Jusqu'au bout*, *On progresse*, *Le Vide-boches*, *Le Clairon territorial*, *Le Périscope*, *L'Argonaute*, *La Mitraille*, *Bombes et Pétards*, *La Femme à barbe*, *La Saucisse*, *L'Anti-cafard*, *Le Coin-coin*, *Le Cri du boyau*, *Sans-Tabac*, *On les aura*, *Le Lapin à plumes*, *Le Pépère*, *Le Poilu déchaîné* ou encore *Les Idées noires*.

Ces publications, parfois de seulement quelques feuilles, produites à la hâte entre deux montées au front, recopiées à la main dans les tranchées (les « salles de rédaction » des poilus) ou imprimées grâce à l'aide de quelques amis à l'arrière, connaissent une prolifération exponentielle. On en dénombre en effet près de 500. Propres à chaque unité et à chaque corps, ces journaux représentent la grande diversité de l'armée, et l'on compte ainsi, en plus des journaux des fantassins, des journaux de blessés et de prisonniers, de marins, d'aviateurs, d'artilleurs ou encore de soldats du génie.



Certains ne dépassent parfois pas quelques numéros, d'autres publient pendant toute la durée de la guerre, comme *Le Petit Bleu*, *Rigolboche*, *Cingoli-Gazette* ou *Le Mouchoir*, fondé par l'abbé Georges Ledain. *Le Mouchoir* est l'un des plus connus de ces journaux des tranchées, notamment grâce aux illustrations de Joseph Lesage. D'autres encore continuent bien après la guerre, comme *Le Crapouillot*, fondé sur le front de l'Artois en juillet 1915 par le caporal Jean Galtier-Boissière, qui tire à 1500 exemplaires pendant le conflit et dont le dernier numéro paraît en 1996. Dans son premier numéro, on peut lire : « *Tout collaborateur mis hors de combat sera aussitôt remplacé par son suivant de garde.* »

Jugés plus authentiques que les journaux faits « à l'arrière », où le

« bourrage de crâne » désinforme tout en glorifiant l'héroïsme des poilus, ils emploient un ton souvent humoristique, cynique et grinçant, diffusant ainsi la célèbre « gouaille » des poilus et assurant la cohésion des troupes et l'esprit de corps.

Les auteurs sont souvent des artistes, des écrivains et des journalistes, mais aussi des avocats et des enseignants, des fonctionnaires, des curés, des étudiants. On y écrit des articles, des parodies et des pastiches, des calembours et des récits fantaisistes, des poèmes et des chansons, dans lesquels on évoque les scènes du front, la nostalgie, les femmes, les poux, les Allemands, sans jamais trop s'attarder sur les combats en eux-mêmes.

Grâce à eux, on peut entrer dans le quotidien des poilus. Voilà ainsi ce que l'on peut lire dans *Le Pépère*, au sujet des poux : « *Permettez-moi, Messieurs, de vous le dire [...] : nous voudrions bien être propres ! Nous serions absolument charmés de ne plus nous gratter. Nous serions ravis de ne plus trouver notre pain souillé par les rats et nos chemises envahies par la vermine. Quand il est question pour nous d'un nouveau secteur, si l'on nous dit : "Les boches sont à 20 mètres", cela nous laisse froids ; mais si l'on nous dit : "Les abris sont pleins de poux", cela nous dégoûte.* »

Le ravitaillement est lui aussi largement abordé, comme en témoigne ce billet ironique du *Poil de tranchée* : « *Le jus : liquide généralement noirâtre, plus ou moins transparent suivant l'eau employée. Privé de sucre depuis longtemps par punition sans qu'on n'ait jamais su pourquoi. Les cuistots poussent quelquefois la conscience jusqu'à introduire de véritables grains de café grillés, mais cet acte est considéré comme quasi frauduleux.* » Mais c'est surtout le faible moral des soldats qui est évoqué : « *Tout poilu a connu le cafard. Cela vous prend tout à coup, l'on ne sait pourquoi, et l'on se met à rechercher toutes les raisons d'être triste* », écrit un auteur de *L'Écho de tranchées-ville*, tandis que, dans *L'Écho du grand-couronné*, on peut lire : « *Voici l'automne, bientôt l'hiver : pendant de longs jours, le poilu va rester dans ses avant-postes, dans son cantonnement et l'ennemi qu'il aura à repousser ce sera non le boche, mais le cafard.* »

Contrôlés par la censure militaire, ces journaux des tranchées sont néanmoins encouragés par l'état-major, comme l'affirme le général Joffre, à la fin de l'année 1915, alors que certains d'entre eux éprouvent des difficultés : « *Il m'a été rendu compte que certains journaux de tranchées avaient été supprimés par ordre des officiers généraux sous les ordres desquels se trouvent les corps où ils sont publiés. Ces journaux ont pour but de distraire et d'amuser les combattants. En même temps, ils montrent à tous que nos soldats sont pleins de confiance, de gaieté, de courage.* »



Les prisonniers de la Grande Guerre

Jusque-là, jamais une guerre n'avait fait autant de prisonniers. De 1914 à 1918, sept millions de soldats sont capturés par les différentes armées belligérantes, dont plus de 2,4 millions seulement par l'Allemagne. Seulement un mois après le début de la guerre, on compte déjà plus de 125 000 soldats français faits prisonniers, auxquels s'ajoutent 90 000 Russes.

Au cours de la guerre de tranchées, le nombre de captifs ne cesse d'augmenter : 652 000 en février 1915, 1 million en août de la même année, 1,6 million en août 1916... L'afflux de prisonniers est tel que l'Allemagne ne sait pas où les enfermer.

Dans les premiers temps, l'état-major réquisitionne des forts, des granges, des hangars et des écoles (où les détenus sont frappés par des maladies pulmonaires, le typhus et le choléra), avant de construire à la hâte des camps d'internement au confort pour le moins spartiate : de simples baraques en bois de 6 mètres sur 50, où l'on entasse jusqu'à 250 prisonniers sur des couchettes de paille ou de sciure, entourées de barbelés hauts de 3 mètres.



L'Allemagne établit ensuite des camps de transit pour maîtriser ces flux de prisonniers, redirigés en fonction de leur rang et de leurs fautes. Les officiers disposent de camps réservés, avec de vrais lits et des salles de repas, et sont dispensés de travailler.

Les éléments les plus récalcitrants, notamment ceux qui tentent de s'évader, sont quant à eux envoyés en camps de représailles, proches des lignes de front, où les conditions de vie sont les plus difficiles. Affamés, dormant sous des tentes dans le froid et la boue, ils sont soumis au travail obligatoire, en l'occurrence le nettoyage des tranchées. Beaucoup d'entre eux n'en rentreront pas.

Le commun des poilus est envoyé en camp de base et astreint au travail obligatoire dans les usines, dans les champs et dans les mines, où il pallie la pénurie de main-d'œuvre allemande. La nourriture manque, les maladies pullulent et les exactions sont nombreuses. Les conditions sont éprouvantes, mais, pour beaucoup, il vaut mieux être emprisonné de la sorte que d'être renvoyé dans l'enfer des tranchées.

Le sort des prisonniers est connu à partir du printemps 1915, quand *La*

Gazette des Ardennes, journal de propagande de l'armée allemande en région occupée, publie une première liste de poilus français emprisonnés en Allemagne. L'objectif est clair : briser le moral de l'ennemi en montrant le nombre impressionnant de soldats capturés : les noms, prénoms, lieux de naissance, régiments et lieux de détention de 404 956 prisonniers sont ainsi détaillés dans 521 listes, publiées à des centaines de milliers d'exemplaires entre avril 1915 et octobre 1918. À cette date, 2 415 043 personnes sont alors emprisonnées en Allemagne, dont 535 411 Français.

À l'armistice, leur rapatriement est chaotique. Nombreux sont ceux à rentrer au bercail par leurs propres moyens, mais, au final, ils sont tous en France au début de l'année 1919. Le retour n'est pas toujours des plus faciles (voir *Le difficile retour au bercail*) : exclus de la médaille militaire et de la croix de guerre, ces soldats déçus portent sur eux la honte de n'avoir pas combattu jusqu'au bout.

La France a aussi son lot de prisonniers allemands, estimé à un peu plus de 100 000 soldats. Après interrogatoire, ils sont envoyés dans des camps à l'arrière ou stationnés à l'arrière-front, où ils pallient le manque de bras et travaillent dans les chantiers, les usines et les fermes du pays.

Alors que les prisonniers français en Allemagne sont libérés dès après la guerre, la France garde ses prisonniers allemands jusqu'au début des années 1920 et les fait travailler au nettoyage des champs de bataille.



Chiens de guerre, les autres héros

Au début de la Grande Guerre, seuls 250 chiens rejoignent le front du côté de la France. L'armée accuse un retard sur ses ennemis, dont les troupes comptent en leur sein plusieurs milliers de bêtes. En 1915, le ministre de la Guerre Alexandre Millerand crée le Service des chiens de guerre. Des milliers de chiens sont ainsi rassemblés, la plupart provenant des chenils de la fourrière, mais aussi des refuges de la SPA ou de dons de citoyens. Des chiens de l'armée allemande sont également récupérés selon l'avancée du front, et ils sont intégrés à l'armée française après avoir été « rééduqués ». D'autres sont même rapportés du Grand Nord canadien pour servir de chiens de traîneaux dans les montagnes des Vosges (voir *L'incroyable destin des « poilus d'Alaska »*).



Chaque chien possède, comme tout soldat, un état civil, un livret militaire, une plaque d'identification et un équipement, et a droit à sa ration alimentaire journalière. Subissant les mêmes conditions de vie et de combat que les poilus, ils sont eux aussi équipés de masques à gaz spécialement confectionnés pour eux.

Dans les troupes, ils sont répartis selon leur fonction. On trouve tout d'abord des chiens de garde, chargés de surveiller les zones militaires, comme les camps, les entrepôts et les usines d'armement.

Parmi eux, il y a les chiens d'enclos, constamment enfermés à un endroit précis, les chiens de ronde, ou chiens de sentinelles, utilisés dans les prisons, et les patrouilleurs, qui suivent les soldats éclaireurs.

Ceux qui sont chargés de transmettre les messages sont appelés chiens de liaison ou chiens estafette. Ils prennent des risques incroyables pour faciliter les communications entre les unités. Les plus costauds deviennent chiens de trait : ils déplacent les canons et tirent les charrettes de nourriture, d'armes, de munitions et d'équipement.

On trouve enfin des chiens sanitaires ou ambulanciers, dont le rôle est de retrouver les blessés, enfouis sous les décombres ou la boue, et de les ramener au poste de secours sur des brancards. Grâce à leur flair légendaire, ils sauvent

de nombreuses vies. En avril 1917, au Trocadéro, une vingtaine de ces chiens sont cités à l'ordre de leur régiment et reçoivent des mains du président de la République l'insigne de l'éclaireur. Les plus connus d'entre eux, comme Charlot, qui a sauvé plusieurs poilus pris dans les tranchées, sont même représentés sur des cartes postales.

Apprécisés pour leur tendresse et leur fidélité, certains, notamment les chiens des officiers, deviennent de véritables mascottes dans les tranchées, où ils remontent le moral des troupes, amènent le tabac aux soldats et chassent les nuisibles. Les races les plus utilisées sont les chiens de berger, mais on retrouve également des dogues, des mâtins, des bouvier et des collies.

Le chien le plus connu – et le plus décoré – de la Première Guerre mondiale reste sans aucun doute le sergent Stribby, un bull-terrier amené illégalement en France par un jeune soldat américain en 1917. Envoyé au front, il participe à 4 offensives et 17 batailles, dont celle du Chemin des Dames, et est blessé à la patte par une grenade lors de l'offensive de Seicheprey. Gazé une première fois, il reconnaît ensuite l'odeur du « moutarde » et prévient son unité à chaque attaque allemande. Il sauve des soldats blessés, distribue le courrier et capture même un espion allemand dans l'Argonne, ce qui lui vaut d'être nommé sergent, alors que son maître n'est que caporal. Il est très apprécié des soldats et des populations locales, et les habitantes de Château-Thierry lui élaborent un uniforme en chambré, sur lequel sont épinglées toutes ses décorations. De retour aux États-Unis, il est reçu par le président Woodrow Wilson et défile dans tout le pays. Mort en 1926, il est naturalisé, et sa dépouille est conservée à la Smithsonian Institution.



Trente kilos sur le dos !

C'est l'inséparable compagnon du poilu : le barda. Mot d'origine arabe, signifiant « bagage », le barda, également appelé « bardin » dans les tranchées, est le paquetage du soldat français, qu'il porte sur le dos à chacun de ses déplacements, que ce soit pour passer d'une ligne à l'autre, monter à l'assaut ou rentrer en permission. Officiellement appelé « havresac », ce sac à dos contient tout l'équipement nécessaire au soldat, estimé à 30 kilos, dont la liste est impressionnante !

En plus de devoir porter son casque et son bidon en métal contenant un litre d'eau (et souvent un deuxième pour le vin), son fusil Lebel et sa Rosalie, ses trois cartouchières et ses six grenades, ses vivres et son masque à gaz, le poilu doit charger dans son barda une chemise de rechange et sa vareuse, une paire de lacets, une paire de chaussettes, une paire de bretelles, un bonnet de police, un second mouchoir, une trousse de couture, une brosse à habit, du savon et une serviette, de la lessive, une lampe de tranchée, des brosses et de la graisse pour nettoyer les armes, des compresses pour le masque à gaz, des pansements et des ustensiles de cuisine. Il accroche sur les côtés une couverture, une toile de tente, des piquets et des sardines, une seconde paire de chaussures, des outils, des ustensiles de campement, un seau et une gamelle. Pour éviter les pertes et les vols, tous les objets et effets du poilu doivent porter son matricule.



Dans le détail, l'équipement de cuisine comprend un quart, une gamelle, une cuillère et une fourchette, un ouvre-boîte pour le corned-beef (voir *Quand les poilus mangent du « singe »*), un plat à poignée amovible (déjà !), un moulin à café, une boîte à vivres et des bâtons de charbon.

Puis, il y a les rations : pain, viande, légumes, café, sucre, sel, chocolat, tabac, pinard. Le nécessaire de toilette contient un rasoir, un blaireau, de la mousse à raser, une brosse à dents, du dentifrice, un peigne, un miroir et du savon. Dans la trousse à couture, on trouve une bobine contenant plusieurs fils, un dé à coudre, une paire de ciseaux, ainsi que des boutons et des lacets

de rechange.

Pour l'entretien, il emporte un martinet, une brosse d'armes, une patience et une brosse à boutons, une brosse à chaussures et des pots de graisse pour les armes et les cuirs.

Puis, il y a les pansements, le livret individuel, la plaque d'identité, le bracelet, la lanterne pliable, la cisaille et d'autres outils. À cela s'ajoutent les objets personnels, encrier, paire de lunettes, montre, bible et livres, jeux de cartes, médicaments, pipes.



Dans cet encombrement, la gamelle est toujours en haut, positionnée vers l'arrière, pour permettre aux soldats de tirer couchés, mais chaque homme dispose comme il le souhaite (et comme il le peut) son équipement et ses effets personnels dans son sac, comme le décrit Henri Barbusse, en 1916, dans *Le Feu* : « *Le sac, c'est la malle et même c'est l'armoire. Et le vieux soldat connaît l'art de l'agrandir quasi miraculeusement par le placement judicieux de ses objets et provisions de ménage. En plus du bagage réglementaire et obligatoire – les deux boîtes de singe, les douze biscuits, les deux tablettes de café et les deux paquets de potage condensé, le sachet de sucre, le linge d'ordonnance et les brodequins de rechange – nous trouvons bien moyen d'y mettre quelques boîtes de conserve, du tabac, du chocolat, des bougies et des espadrilles, voire du savon, une lampe à alcool, et de l'alcool solidifié et des lainages [...]. Et mon voisin dit vrai : chaque fois quand il arrive à son poste après des kilomètres de route et des kilomètres de boyaux, le poilu se jure bien que, la prochaine fois, il se débarrassera d'un tas de choses et se délivrera un peu les épaules du joug du sac. Mais chaque fois qu'il se prépare à repartir, il reprend cette même charge épuisante et presque surhumaine ; et il ne la quitte jamais, bien qu'il l'injurie toujours.* »



Le football, sport des tranchées

En 1914, s'il ne bénéficie pas encore de la même ferveur populaire qu'en Angleterre, le football est déjà pratiqué en France par plus de 200 000 joueurs licenciés dans 2000 clubs. Au début de la guerre, toutes les compétitions officielles françaises sont annulées, contrairement à ce qui se passe en Angleterre, où l'on joue le championnat jusqu'en 1915, au grand dam des hommes politiques et des militaires.

Dès le début de la guerre de position, le temps laissé aux poilus leur permet, pour la plupart, de découvrir ce sport encore très peu pratiqué dans les campagnes.

Le football devient rapidement l'une des distractions les plus prisées des soldats, et l'armée voit d'un très bon œil cet engouement footballistique, aussi bon pour la condition physique que pour le moral des troupes.

Les rencontres se déroulent au début de manière anarchique, mais peu à peu des matchs plus structurés s'organisent. Des équipes d'unités voient le jour, et les moments d'accalmie des grandes batailles sont autant d'occasions pour s'affronter, comme l'évoque le journal de tranchées *Le Gafouilleur* dans une chronique de 1918 : « *Les cuirs à pied ont une nouvelle victoire à signaler. C'est celle de l'équipe du 8e Cuir sur les chasseurs d'Afrique 6 buts à 0. Une paille !* »

Le football devient un sport populaire à travers la guerre. D'ailleurs, c'est pendant la guerre que se déroule la première édition de la coupe Charles Simon, l'ancêtre de la Coupe de France, créée en janvier 1917 en l'honneur du fondateur de la première fédération de football, le Comité français interfédéral, mort au combat en 1915.

Quarante-huit clubs disputent cette compétition pendant plusieurs mois, et, le 5 mai 1918, devant 2000 spectateurs réunis dans le stade de la Légion Saint-Michel, dans le XVe arrondissement de Paris, l'Olympique de Pantin affronte le Football Club de Lyon pour le premier titre de l'histoire. Le gardien de but de Lyon, Carlos Mutty, un jeune Brésilien engagé dans la Légion étrangère, doit jouer cette finale, mais il se retrouve envoyé au front un mois plus tôt.

Ses coéquipiers espèrent qu'il aura une permission spéciale pour l'événement, mais il n'est pas au rendez-vous à Paris. Il est remplacé dans le but par un autre joueur, et Lyon s'incline 3 à 0 sur un doublé de Fievet et un but de Darques. Quelque temps plus tard, les Lyonnais apprennent que leur gardien est tombé au champ d'honneur le jour où ils disputaient la finale...

La guerre fait une véritable hécatombe dans l'élite sportive française, comme le montrent les monuments aux morts élevés dans les stades et les clubs du pays. Créée seulement 10 ans avant le début de la Grande Guerre, la toute jeune équipe de France de football paye un lourd tribut en perdant une

vingtaine de ses joueurs pendant le conflit.

Parmi eux André François, sélectionné six fois et auteur de trois buts en équipe nationale, Julien Verbrugghe, détenteur de quatre sélections, et Marius Royet, qui a joué le premier match de l'équipe de France, le 1er mars 1904, contre la Belgique (3-3).

Ils avaient tous les trois disputé le premier France-Angleterre de l'histoire en 1906, qui s'était avéré catastrophique pour les bleus, battus 15 à 0 à domicile.

En 1919, la Fédération française de football est fondée par Jules Rimet, qu'il présidera pendant 30 ans. Le football sort de la Grande Guerre en étant, avec le cyclisme (voir *La Grande Guerre de la Grande Boucle*), le sport préféré des Français.



La Grande Guerre de la Grande Boucle

Créé par Henri Desgrange, directeur de *L'Auto*, l'ancêtre du journal *L'Équipe*, en 1903, le Tour de France devient très rapidement la compétition sportive la plus suivie par les Français de l'avant-guerre. D'année en année, son tracé s'agrandit. Il longe peu à peu les frontières du pays (le « chemin de ronde ») et reçoit même l'autorisation, à partir de 1907, de faire étape à Metz, alors en territoire allemand, jusqu'à ce que Guillaume II, inquiet par les manifestations de patriotisme qui accompagnent les coureurs, refuse ces incursions malvenues à partir de 1911.



En 1914, cette « grande fête populaire du cycle et des frontières » se contente de faire étape à Longwy, alors à la limite du territoire français. Cette édition s'achève le 26 juillet, et le Belge Philippe Thys termine en tête au classement général à l'arrivée à Paris.

Quelques jours plus tard, l'Allemagne déclare la guerre à la France, et Henri Desgrange, dans les colonnes de *L'Auto*, fait preuve de son patriotisme en livrant un éditorial guerrier le 3 août 1914 : *« Mes p'tits gars ! Mes p'tits chéris ! Mes p'tits gars français ! Écoutez-moi ! Les Prussiens sont des salauds... Il faut que vous les ayez, ces salauds-là. Il faut que vous les ayez ! D'abord, parce que si vous ne les avez pas, ils vous auront. Et quand ils vous auront, vous ne serez plus que des machines à obéir : vous serez obligés de faire le salut militaire à tous les uniformes. [...] Stupide et fourbe en 1806, lâche en 1870, pourquoi voulez-vous qu'il soit devenu intelligent en 1914 ? C'est un gros match que vous avez à disputer : faites usage de tout votre répertoire français. La tactique – n'est-ce pas ? – n'est pas pour vous effrayer. Une feinte et l'on rentre... Vous savez tout cela, mes p'tits gars, mieux que moi qui vous l'enseigne depuis bientôt trois lustres. Mais méfiez-vous ! Quand votre crosse sera sur leurs poitrines, ils vous demanderont pardon. Ne vous laissez pas faire. Enfoncez sans pitié. Il faut en finir avec ces imbéciles malfaisants qui, depuis quarante-quatre ans, nous empêchent de vivre, d'aimer, de respirer et d'être heureux... Ils comprendront que l'Alsace*

et la Lorraine sont des terres françaises. »



La Grande Guerre tue trois vainqueurs du Tour : François Faber, champion 1909, est le premier à tomber au front en mai 1915. Luxembourgeois, il combat avec le 1er régiment étranger.

Il est rejoint au champ d'honneur deux ans plus tard par Octave Lapize, vainqueur en 1910, tué dans une bataille aérienne en 1917, et Lucien Petit-Breton, double vainqueur en 1907 et 1908, mort dans un accident de voiture alors qu'il se rend en première ligne.

En tout, selon l'historien Jean-Paul Bouvier[18], 48 coureurs qui ont participé au moins une fois au Tour de France sont tués pendant le conflit, dont Émile Engel, vainqueur de la troisième étape du Tour 1914, tué le deuxième mois du conflit pendant la bataille de la Marne.

Henri Desgrange, qui espère un temps tenir une édition en 1915 avant d'oublier définitivement cette idée, s'engage en 1917, à 52 ans. Envoyé au front, il continue d'écrire des articles pour *L'Auto*.

L'armistice est signé le 11 novembre 1918. Moins de 10 jours plus tard, le parcours du Tour de France 1919 est officiellement annoncé par Desgrange. Ce « chemin de ronde » fait étape à Metz et à Strasbourg, villes redevenues françaises, et emprunte des routes dévastées par les bombes.

Le célèbre maillot jaune fait son apparition cette année-là, et c'est le coureur français Eugène Christophe qui reçoit l'honneur de le porter pour la première fois à Paris. « *J'ai ramené mes onze poilus : je peux dire que ce sont de fiers lapins !* » écrit Desgrange à la fin de ce premier Tour de l'après-guerre.

Pour le centenaire de la Grande Guerre, la Grande Boucle 2014 prévoit de rendre hommage aux poilus en passant par la Belgique, par le nord puis par l'est de la France, avec des étapes à Ypres, siège de la bataille des Flandres, à Amiens, sur le chemin d'Albert, à Péronne, théâtre de la bataille de la Somme, et à Verdun.



Le fléau des automutilations

Dès le premier été de la guerre, les autorités militaires sont confrontées à de nombreux cas d'automutilation : certains gars se tirent volontairement dans les membres (généralement les pieds et la main gauche), pour quitter la ligne de front et être renvoyés chez eux. Les poilus réfractaires au combat cherchent la « bonne blessure », la « fine blessure », ou la « blessure-filon » comme ils la surnomment, celle qui rend inapte au combat, mais ne tue pas.



Selon le code militaire de la Troisième République, ces auteurs de « blessure volontaire » ne peuvent pas être envoyés devant le conseil de guerre, ce qui pousse le général Foch, en septembre 1914, à reconsidérer ces faits comme « *abandon de poste en présence de l'ennemi* » et « *refus d'obéissance* », tous deux passibles de la peine de mort (les condamnés graciés par le président de la République, qui voyaient habituellement leur peine commuée en travaux forcés, retournent désormais au front, en première ligne).

Les techniques employées au début de la guerre pour se soustraire aux combats ne sont pas très recherchées : on laisse traîner sa main au-dessus de la tranchée dans l'espoir d'être touché par les balles ennemies (la pratique est rapidement réprimée), on se brûle la main en la collant sur un canon chaud et on se tire dessus à coups de fusil ou de revolver.

L'expertise demandée aux médecins du front est alors déterminante : c'est sur leur rapport que se fonde la décision du conseil de discipline. La plupart se montrent plutôt indulgents envers ces soldats qu'ils sont chargés de renvoyer au front. « *Il répugne au médecin, même en ces temps où la discipline la plus rigoureuse est un devoir, de dénoncer ces soldats qui ne sont pas toujours, loin de là, de mauvais sujets, mais qu'un instant de contagion, d'ennui, de cafard, de peur, a égarés* », écrit *Le Progrès médical* en 1917.

D'autres obéissent aux ordres de l'armée et tentent de débuserquer les automutilés, notamment en cherchant des traces de brûlure de poudre. « *On recherchera dans les vêtements, particulièrement dans les pans de la capote,*

s'il n'existe pas de trou entouré d'une zone roussie », écrit à ce propos le médecin major Ménard.

Pour les poilus démasqués, la répression est sanglante (voir *Les poilus se révoltent* et *Fusillés pour l'exemple*). Les sanctions sont diverses : ils sont envoyés en première ligne ou fusillés par leur régiment. Certains sont attachés à des piquets dans le no man's land avec un bandeau placé sur le cœur, comme le raconte le général Fayolle dans ses *Cahiers secrets de la Grande Guerre* en janvier 1915 : « Des quarante soldats d'une unité voisine qui se sont mutilés à une main avec un coup de fusil, Pétain voulait en faire fusiller vingt-cinq. Aujourd'hui, il recule. Il donne l'ordre de les lier et de les jeter de l'autre côté du parapet aux tranchées les plus rapprochées de l'ennemi. Ils y passeront la nuit. Il n'a pas dit si on les y laisserait mourir de faim. »

À partir de 1916, les soldats changent de méthodes et préfèrent avoir recours aux maladies.

Certains passent la nuit torse nu pour attraper une pneumonie, d'autres fréquentent assidûment les maisons de tolérance pour attraper la syphilis (voir *La syphilis et le bordel*). On s'injecte parfois une piqûre de pétrole ou de térébenthine dans la jambe ou le bras pour créer un abcès, douloureux et facilement repérable.

Certains restent trop près de canons et simulent une surdité, d'autres se font passer pour incontinents. On trafique les pansements de blessés rongés par la gangrène, on serre fortement des bandes à ses jambes pour créer des œdèmes. On se frictionne de produits irritants pour provoquer des dermites et des conjonctivites.

On simule aussi la jaunisse en absorbant de l'acide picrique, comme le rappellent Patrick Loodts et Isabelle Masson-Loodts dans *La Grande Guerre des soignants* : « Le docteur Armand Colard, à l'hôpital d'Adinkerke, chargé de soins dans plusieurs salles de malades, fut un jour confronté à une épidémie de jaunisse catarrhale très particulière, car caractérisée par le fait étrange que les malades émettaient des urines normales ne contenant pas de bile ni de sels biliaires. Le pharmacien de l'hôpital flaira le pot aux roses et découvrit dans les urines de l'acide picrique qui colorait la peau en jaune et qui avait été ingéré par les fraudeurs. Bientôt, les cinq soldats avouèrent avoir avalé des lamelles de poudre à canon contenant de l'acide picrique. »

On estime à environ 10 % des poilus fusillés pendant la Grande Guerre ceux qui l'ont été pour automutilation.



La Chanson de Craonne

Pendant la guerre, on l'appelle « La Chanson de Lorette », « Sur le plateau de Lorette », « Les Sacrifiés » ou « La Vie aux tranchées ». Elle entre finalement dans la postérité sous le titre de « La Chanson de Craonne », du nom de ce village picard rasé par les bombes allemandes, autour duquel tombent des dizaines de milliers d'hommes entre avril et mai 1917. Cette chanson, dont les auteurs sont anonymes, sort des tranchées pendant le printemps, alors que l'échec de l'offensive Nivelle est flagrant et que les mutineries des troupes se font de plus en plus nombreuses.



Critiquant les embusqués, les civils bien protégés à l'arrière, et dépeignant leur exaspération quotidienne (l'attente de la relève, les assauts inutiles, la fatalité de la mort), elle devient rapidement le cri de ralliement des poilus excédés par la guerre. Chantée sur l'air de « Bonsoir m'amour », une valse à succès de 1911, écrite par René Le Peltier sur une composition de Charles Sablon, elle est si populaire parmi les soldats que l'état-major offre un million de francs or (et la démobilisation !) à qui dénoncera le ou les auteurs de la chanson. Personne ne parlera.

Les paroles diffèrent quelque peu en fonction des zones de guerre ; les voici telles que recueillies et publiées en 1919 dans *La Guerre des soldats* par Paul Vaillant-Couturier, avocat, poilu et pacifiste, condamné cinq fois pour ses actions antiguerre, et qui est élu après la guerre député de Paris :

*Quand au bout d'huit jours le r'pos terminé,
On va reprendre les tranchées,
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile.
Mais c'est bien fini, on en a assez,
Personne ne veut plus marcher,
Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot
On dit adieu aux civ'lots.*

Même sans tambours, même sans trompettes,
On s'en va là-haut en baissant la tête.
Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours,
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés !
Huit jours de tranchée, huit jours de souffrance,
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la r'lève
Que nous attendons sans trêve.
Soudain dans la nuit et dans le silence,
On voit quelqu'un qui s'avance,
C'est un officier de chasseurs à pied,
Qui vient pour nous remplacer.
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Nos petits chasseurs vont chercher leurs tombes.
C'est malheureux d'avoir sur les grands boulevards,
Tous ces gros qui font la foire ;
Si pour eux la vie est rose,
Pour nous c'est pas la même chose.
Au lieu d'se cacher tous ces embusqués,
Feraient mieux d'monter aux tranchées
Pour défendre leur bien, car nous n'avons rien,
Nous autres les pauv' puotins.
Tous les camarades sont enterrés là,
Pour défendr' les biens de ces messieurs-là...
Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront,
Car c'est pour eux qu'on crève.
Mais c'est fini, car les troufions
Vont tous se mettre en grève.
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,
De monter sur l'plateau,
Car si vous voulez faire la guerre,
Payez-la de votre peau.



Les monuments aux morts pacifistes

Une fois l'armistice signé, les monuments aux morts de la Grande Guerre fleurissent dans toute la France. Subventionnées par l'État, les communes et les souscriptions populaires, plus de 30 000 stèles commémoratives sont installées sur les places de toutes les communes du pays avant 1925, et on ne compte pas moins de 15 inaugurations par jour pendant les 3 premières années d'après-guerre !



La plupart de ces monuments, où sont inscrits les noms des enfants du pays tombés au champ d'honneur, glorifient le sacrifice et le courage des poilus, célèbrent la victoire, la patrie, la guerre. Mais une centaine de monuments opposés à la guerre voient le jour dans certaines régions du pays, notamment dans des petites communes.

Leur message est ouvertement pacifiste. Ainsi, dans les communes de Balnot-sur-Laignes et Gy-l'Évêque, dans l'Yonne, on peut lire Guerre à la guerre. Tu ne tueras point, est inscrit sur le monument d'Avion, dans le Pas-de-Calais. Au Caylar, dans l'Hérault, c'est l'inscription Souvenez-vous et la guerre ne sera plus qui est choisie. L'humanité tuera la guerre ou la guerre tuera l'humanité. Mort à la guerre, annonce-t-on à Bar-sur-Aube, tandis qu'à Dardilly, dans le Rhône, les noms des morts sont soulignés d'un : Contre la guerre, à ses victimes, à la fraternité des Peuples. À Saint-Apollinaire, toujours dans le Rhône, c'est une phrase de Paul Valéry qui est gravée : La guerre est le massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui, eux, se connaissent mais ne se massacrent pas.

À Château-Arnoux, dans les Alpes-de-Haute-Provence, un poème du maire Victorin Maurel est inscrit sur le monument : Passant, incline-toi ! Regarde cette mère ! Elle clame à son fils : « La gloire est bien amère. La gloire, ô mon enfant, est là, chez nos grands morts. Mais sache désormais que la guerre est un crime. Qu'elle laisse après elle, à de cuisants remords, Ceux qui firent sombrer les peuples dans l'abîme. »

Certains de ces monuments aux morts pacifistes se révèlent bien

particuliers, notamment celui de La-Forêt-du-Temple, dans la Creuse, qui rend hommage aux 25 morts du village sur sa face principale, tandis qu'à l'arrière de la stèle sont inscrits trois noms de soldats : Bujardet, Fernand, Bujardet, René, Bujardet, Maurice, et de leur mère, Emma Bujardet, suivi de l'épithète : Morte de chagrin en 1917. Alexandre Bujardet, qui a financé en partie cette stèle, avait demandé à ce que les noms de ses trois fils, nés dans une autre commune, et celui de sa femme, morte d'avoir perdu ses trois enfants, soient gravés sur le monument.

Les monuments pacifistes les plus connus sont ceux de Gentioux-Pigerolles, dans la Creuse, et de Saint-Martin d'Estreaux, dans la Loire. À Gentioux, un enfant est sculpté devant le monument, le poing tendu vers l'inscription : Maudite soit la guerre. *« Plutôt qu'un poilu, j'ai voulu traduire un cri du cœur. J'ai donc dessiné un orphelin, en tenue d'écolier, montrant du doigt cette inscription gravée dans la pierre et qui était alors sur toutes les lèvres »*, explique son concepteur, Duburgt, membre du conseil municipal du village.

En 1922, le préfet refuse de se rendre à son inauguration. Le message passe mal en haut lieu : les soldats reçoivent même l'ordre de détourner le regard lorsqu'ils passent devant le monument pour se rendre au camp militaire voisin de La Courtine. Celui de Saint-Martin-d'Estréaux comporte trois panneaux, sur lesquels on peut lire : Si tu veux la paix, prépare la paix, Maudite soit la guerre et ses auteurs, et Les Innocents au poteau d'exécution, en référence aux fusillés pour l'exemple. Un texte sur la guerre donne un bilan total de 12 millions de morts. Inauguré seulement en 1947, il est victime de vandalisme de la part de nationalistes de l'Action française pendant les années 1930.

Chaque 11 novembre, des militants d'associations pacifistes se retrouvent dans ces deux communes pour se recueillir devant ces monuments symboliques. Après une minute de silence en hommage aux disparus, ils entonnent la Chanson de Craonne (voir *La Chanson de Craonne*).



Attention au pied de tranchée !

Avec la constipation des tranchées, la fièvre des tranchées, la diarrhée des tranchées, le rhumatisme des tranchées, la néphrite des tranchées, l'héméralopie des tranchées et la main des tranchées, le pied des tranchées est l'une des maladies qui touchent le plus les poilus.



En cause, les conditions de vie déplorables dans les boyaux du front, pleins d'une boue froide et humide, où les poilus restent debout ou accroupis pendant des jours et des jours, les pieds gelés et serrés dans les bandes molletières. « *J'ai les pieds complètement glacés, écrit Jean Petit dans ses Mémoires de Guerre. Je ne les sens plus. J'ai l'impression très nette que ma sensibilité s'arrête à hauteur des chevilles. Voilà trois jours et trois nuits que mes pieds végètent dans la boue liquide et il n'y a pas un mètre carré de sols secs où je puisse les sortir de ce bain forcé. Si, pendant le jour, je peux encore remuer mes orteils et agiter dans la boue mes pauvres membres engourdis, en revanche les nuits sont particulièrement douloureuses, car je dors les pieds dans l'eau et leur immobilité totale les anesthésie lentement mais inexorablement.* »

Ce pied de tranchée se retrouve sous trois formes. La forme « légère », qui représente plus de 85 % des cas, se caractérise par une anesthésie du pied, un œdème et des troubles de la marche. La forme « sérieuse », environ 14 % des cas, voit l'apparition d'ampoules et d'escarres, d'où sort du putrilage. Dans sa forme « grave », mortelle pour 1 % des cas, notamment chez les poilus indigènes, le pied de tranchée provoque des amputations spontanées, la gangrène et la septicémie.

L'inspection des pieds devient alors une étape nécessaire du passage en revue des troupes, tout comme l'assainissement des tranchées (voir *La construction des tranchées*).

Un document de 1915 émanant de l'armée anglaise énumère les précautions à prendre :

Les Officiers seront tenus responsables de l'application des points

suivants :

I. Avant de descendre aux tranchées, les pieds et les jambes seront lavés et séchés. Puis massés avec de l'huile de baleine, de la graisse anti-gelure, ou toute autre graisse animale, spécialement entre les orteils, des chaussettes sèches enfilées, et tout laçage serré des brodequins et des bandes molletières évité. Une deuxième paire de chaussettes sèches sera portée par chaque homme.

II. Aux tranchées, si les circonstances le permettent, les brodequins et les chaussettes seront enlevés de temps en temps, les pieds séchés, massés et graissés, et des chaussettes sèches enfilées.

III. Des équipements seront donnés pour les cantonnements de réserve, pour laver et sécher les pieds, échanger les brodequins et chaussettes mouillés par des effets secs, et pour sécher et broser les vêtements.

En aucun cas, de l'eau chaude ne doit être utilisée, ni le pied mis près d'un feu. Tous les efforts doivent être faits pour privilégier une station debout, les pieds au sec dans les tranchées. Les longues marches avant d'aller aux tranchées doivent être évitées autant que possible. Les secteurs contenant des tranchées inondées doivent être relevés aussi souvent que possible.

L'armée canadienne prend également de strictes dispositions pour éviter les gangrènes. Gare aux officiers qui ne font pas respecter ces règles. En effet, si l'on trouve un cas de pied de tranchée dans leurs rangs, ils sont passibles de la cour martiale !



Des civils pris en otage et déportés

Ayant un fort besoin de main-d'œuvre pour soutenir l'effort de guerre et ne pouvant compter, à l'inverse de la France, sur les hommes de l'empire colonial, l'Allemagne cherche à recruter des civils dans la zone occupée.



Les occupants pensent tout d'abord embaucher des travailleurs volontaires, à qui ils proposent salaire décent, logement et vêtements gratuits, mais très peu de Français se proposent, si bien que les Allemands procèdent à des réquisitions parmi les hommes de 17 à 55 ans. Astreints au travail obligatoire (on les force à signer un engagement), ils sont envoyés près du front pour travailler dans les champs et les usines, sur les routes et les voies ferrées. Les femmes ne sont pas épargnées par ce travail obligatoire, et se voient elles aussi envoyées dans les campagnes et dans les manufactures.

Pour s'assurer de la tranquillité de la population et éviter que des actes de sabotage soient commis contre leurs troupes, les Allemands décident de constituer des groupes d'otages parmi les notables et les élus des villes occupées.

À Lille, par exemple, le maire et le préfet se voient dans l'obligation de désigner 60 otages, qui sont emprisonnés à tour de rôle dans la citadelle. Dans d'autres villes, ils sont parqués dans des lieux pouvant être frappés par les bombes françaises et servent de bouclier humain.

Si les soldats allemands constatent une infraction, les otages sont envoyés dans des camps de prisonniers allemands, où ils portent un brassard rouge et sont soumis à un travail harassant. En juillet 1915, des ouvriers lillois rechignent à fabriquer des sacs pour les soldats allemands : 30 otages supplémentaires sont envoyés dans la citadelle, et 131 partent en Allemagne.

Ces déportations ne sont pas rares, comme le montrent les événements de 1916 et 1918. Au début de la guerre, quand l'armée française pénètre en Alsace, les fonctionnaires impériaux et leurs familles sont arrêtés et emprisonnés en France et en Algérie, tout comme des cadres de l'industrie, des commerciaux, des médecins et des étudiants.

En novembre 1916, pour accélérer les négociations visant à les faire libérer, l'Allemagne fait déporter 300 hommes et femmes du nord de la France, parmi lesquels des grands noms de l'industrie, des hauts fonctionnaires, des élus, des avocats et des médecins. Ils sont envoyés dans le camp de Holzminden, où sont déjà enfermés 10 000 prisonniers.

Après six mois passés dans des conditions très difficiles et un commencement d'accord entre les deux pays, ils sont renvoyés en zone occupée en avril 1917. Mais les négociations connaissent un nouveau coup d'arrêt au début de l'année 1918, et l'Allemagne décide de recommencer l'opération en déportant cette fois-ci 600 personnes.

Les femmes sont renvoyées à Holzminden, où la situation est pire que l'année précédente, comme l'écrit Irma Dusart : « *Sans médecin, sans eau potable, sans infirmerie, enfermée de 5 h du soir à 6 h du matin dans un baraquement sans lumière, sans feu, souffrant du froid, de la faim, de la vermine, de la promiscuité des filles publiques.* »

Le groupe des hommes, qui compte des vieillards de plus de 70 ans, est envoyé en Lituanie. Ils sont enfermés dans des camps de fortune, sans nourriture, et soumis à un travail épuisant. Vingt-six d'entre eux succombent pendant leur emprisonnement, et les autres sont rapatriés en septembre 1918.

Au total, on estime à 100 000 le nombre de civils français et belges ayant été déportés et soumis au travail obligatoire par l'Allemagne. Après la guerre, trois médailles sont instituées pour rendre hommage à leur calvaire : la médaille des victimes de l'invasion allemande, la médaille de la fidélité française et la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la Grande Guerre 1914-1918.



Bienvenue au Poilu's-Park !

Caché entre les arbres de la forêt de Commercy, dans la Meuse, un petit vélodrome se voit transformé, le temps de la guerre, en un parc d'attractions pour les soldats ! Officiellement nommé « Centre de psychothérapie collective », mais rapidement surnommé « Poilu's-Park » par les soldats, il est imaginé en 1914 par le médecin major Pierre Louis Rehm et reçoit le soutien du général Victor Cordonnier, qui officialise sa création en déclarant : « *Le moral du soldat, c'est sa bonne humeur.* »



Délaissé depuis le début de la guerre et occupé seulement par une compagnie de fantassins qui monte la garde contre les avions allemands, le vélodrome se transforme dès le mois de décembre 1914 en un grand espace de loisirs, où sont conviés des soldats en permission ou blessés et des jeunes gens de la région. Chaque semaine, on y donne des concerts-cinéma et autres spectacles gratuits, comme des représentations théâtrales, des numéros d'acrobatie, des compétitions sportives et des attractions foraines.

Les poilus musiciens animent la scène, des champions cyclistes se font la course sur le vélodrome, des soldats anglais viennent disputer des matchs de football et de rugby, et on organise même des combats de boxe entre officiers, comme le décrit Frère Jacques dans l'hebdomadaire *Sporting* : « *Nos poilus (les profanes) se regardent et roulent les yeux comme des portes cochères. L'un d'eux explique que c'est son sergent et son caporal qui vont vider une querelle à coups de poing. Il n'en est rien, c'est un véritable match de boxe anglaise entre le sergent Mazière et le caporal Casseville, tous les deux du 27e d'infanterie. Au troisième round, Casseville mettait knock-out Mazière par un crochet à l'estomac.* »

Les distractions sont nombreuses : des poilus se déguisent en clowns ou en femmes et parcourent les allées des jardins pour faire rire les copains. On s'affronte à la boxe à l'aveuglette, à la pêche aux cigares, au lancer de calendriers, à la lutte à la corde et à la course aux ficelles. Certains jours de galas ressemblent à de minijeu olympiques : courses à pied, plongeon, natation, cyclisme, lutte, boxe, gymnastique, escrime, pétanque et autres « *sports gais* », tout est prévu pour que les poilus oublient pour un temps

l'horreur des tranchées.

Un an après son ouverture, le Poilu's-Park est un tel succès que le major Rhem décide de créer une salle de spectacle sous le marché couvert de la ville, qu'il appelle le « Poilu's Music-Hall ». Avec une scène digne des plus beaux théâtres du pays, et une buvette très appréciée par les troupes, la salle peut accueillir jusqu'à 2500 soldats, qui viennent assister gratuitement à des projections, aux concerts de soldats ou aux spectacles des stars de l'époque, Mistinguett et Sarah Bernhardt.

Ce concept de parc de loisirs pour soldat devient si populaire, grâce aux articles de presse et aux cartes postales, qu'il est recréé dans de nombreuses régions de guerre, comme à Noviant-aux-Prés, en Meurthe-et-Moselle, où se dresse le Pasti's Concert.



Quand les navires alliés étaient des œuvres d'art moderne

On les croirait sortis tout droit d'un musée d'art contemporain... Pourtant, ce sont de vrais navires de la Première Guerre mondiale ! À la fin de la Grande Guerre, la totalité des navires marchands et militaires anglais se retrouvent en effet bariolés de motifs et zébrures incroyables, faits de lignes entremêlées aux couleurs chatoyantes, loin de l'image austère que l'on pourrait avoir des traditionnels bâtiments maritimes. Mais n'y voyez là rien de coquet ; il ne s'agit en réalité que d'une façon de les protéger !



Cette technique, appelée le *dazzle painting* en Angleterre, et « camouflage disruptif » en France, est créée en août 1917 par Norman Wilkinson, un peintre naval anglais, alors que les sous-marins allemands frappent avec succès les navires marchands des Alliés. L'amirauté britannique, qui tente depuis longtemps de trouver le camouflage adéquat pour dissimuler ses bateaux, place rapidement Wilkinson à la tête d'une équipe d'artistes et d'étudiants en art, qui fabriquent dans les studios de l'Académie royale des arts une quantité impressionnante de maquettes de bateaux pour réaliser des tests et des schémas des modèles de camouflage.

Étudiés ensuite par des ingénieurs spécialistes des périscopes, ils sont enfin reproduits à taille réelle sur les navires de guerre anglais par des peintres navals. Le *SS Industry* est le premier navire à se retrouver ainsi grîmé, et, à la fin de la guerre, c'est l'ensemble des 400 navires anglais qui sont passés aux zébrures. Au début de l'année 1918, Wilkinson est envoyé à Washington, où il supervise l'équipe américaine qui s'occupe d'équiper les bateaux de la Navy.



Ce camouflage n'a pas pour but de dissimuler le navire, mais de rendre difficile pour l'adversaire d'en identifier le type, les dimensions, la vitesse et le cap. Grâce à l'illusion d'optique créée par les lignes entrecoupées, l'observateur est incapable, à l'aide de son télémètre mécanique (qui permet d'évaluer la distance de tir) et de son périscope, de savoir s'il regarde la poupe ou la proue du bateau, et ainsi d'évaluer si le navire s'approche ou s'éloigne.

Wilkinson explique son principe dans une conférence en 1919 : « *L'objectif de ces motifs n'était pas tant de faire échouer les tirs de l'adversaire, mais de l'induire en erreur, lorsque le navire était visé, quant à la position exacte sur laquelle il devait faire feu. C'est une façon de produire un effet d'optique par lequel les formes habituelles d'un navire sont brisées par une masse de couleurs fortement contrastées, augmentant ainsi la difficulté pour un sous-marin de décider sur quelle trajectoire attaquer le navire... Les couleurs les plus utilisées étaient le noir, le blanc, le bleu et le vert... Lors de la conception d'un schéma, les lignes verticales étaient à éviter. Les lignes inclinées, courbées et les rayures sont de loin les meilleures et engendrent une plus grande distorsion de l'image.* »

Ainsi, certains bateaux se voient affublés d'une énorme vague à la proue, rendant encore plus difficile l'appréciation de leur vitesse. Si on ne connaît pas exactement le niveau d'efficacité de ce camouflage pendant la Première Guerre mondiale, la technique a le mérite de rassurer les troupes et le personnel de la marine marchande. Elle est développée dans l'entre-deux-guerres, mais voit son efficacité limitée par la modernisation des radars et l'utilisation intensive des avions pendant la Seconde Guerre mondiale.



Les pigeons, ces héros de la Grande Guerre

Si les pigeons voyageurs ne sont que très peu utilisés au tout début de la Grande Guerre (les colombophiles militaires sont alors rares), ils investissent peu à peu les zones de front à partir de 1915 avec l'aide de centaines de colombophiles civils qui les déploient depuis Paris vers les différentes zones de guerre. Pour joindre plus facilement les lignes de front, l'armée fait construire des colombiers mobiles, d'abord au nombre de trois en 1915 (montés sur des bus à impériale), puis installés sur des remorques ou montés sur des camions. On compte plus d'une quinzaine de camions pigeonniers en 1916, qui suivent de près les zones de combat.



Certains de ces pigeons voyageurs sont utilisés comme espions et envoyés derrière les lignes allemandes, un petit appareil photo à déclenchement automatique harnaché sur la poitrine pour prendre des clichés au-dessus des positions ennemies. Mais la plupart sont utilisés comme messagers.

Les pigeons deviennent de véritables agents de liaison stratégique et viennent suppléer les lignes téléphoniques tombées en panne ou détruites par les bombardements en se faufilant entre la fumée, les gaz et les bombardements pour porter des communications essentielles.

L'un de ces pigeons voyageurs, appelé le « Vaillant », matricule 787-15, s'illustre lors de l'épisode du fort de Vaux, en pleine bataille de Verdun. En juin 1916, les hommes du commandant Raynal, qui tiennent le fort, sont encerclés par les Allemands. Le commandant envoie plusieurs pigeons pour délivrer des informations sur la situation, mais rien ne change. Le Vaillant est son dernier espoir, comme il l'indique dans son message : *« Nous tenons toujours, mais nous subissons une attaque par les gaz et les fumées très dangereuses. Il y a urgence à nous dégager. Faites-nous donner de suite toute communication optique par Souville, qui ne répond pas à nos appels. C'est mon dernier pigeon. Raynal. »*

Les fumées qui entourent le fort repoussent cependant le pigeon vers le poste de commandement.

— Mais il faut qu'il parte ! lance Raynal.

La deuxième tentative est la bonne. Le Vaillant est dans les airs et arrive à bon port, comme l'indique sa citation à l'ordre de la Nation : « *Malgré les difficultés énormes résultant d'une intense fumée et d'une émission abondante de gaz, a accompli la mission dont l'avait chargé le commandant Raynal, unique moyen de communication de l'héroïque défenseur du fort de Vaux, a transmis les derniers renseignements qui aient été reçus de cet officier fortement intoxiqué, est arrivé mourant au colombier.* »

Le Vaillant reçoit quelques mois plus tard la bague de la Légion d'honneur, et une plaque en l'honneur du « Pigeon de Verdun » est érigée sur le fort en 1929.

Le plus célèbre pigeon de la guerre est anglais, et il sert les troupes américaines. Il s'agit de Cher Ami, matricule 675, qui arrive sur le front en 1918. En juillet, les 675 hommes du bataillon américain de la 77e division du colonel Whittlesey se retrouvent pris au piège dans la forêt de l'Argonne. Bloqués sous le tir allemand, ils tentent de résister, mais les munitions viennent à manquer. Des hommes se portent volontaires pour transmettre des communications, mais ils se font tous tuer les uns après les autres. Bientôt, les tirs alliés pleuvent sur leur position, personne ne sait qu'ils sont en dessous.

Le *lost battalion* envoie alors ses pigeons en dernier recours. Le premier, porteur du message « *Beaucoup de blessés. Nous ne pouvons évacuer* », est abattu par les soldats allemands. « *Les hommes souffrent. Pouvons-nous avoir un support ?* » doit délivrer le deuxième pigeon, mais il subit le même sort. Le dernier oiseau, Cher Ami, est chargé de porter, attaché à sa patte gauche, le dernier message : « *Nous sommes le long de la route parallèle au 270-4. Notre propre artillerie fait tir de barrage sur nous. Pour l'amour du ciel, arrêtez !* » Il est touché dès son envol, et tombe au sol devant des Américains désespérés. Mais il reprend son vol et effectue les 40 km qui le séparent du QG de la division en 25 minutes. Il arrive blessé à la poitrine, à l'œil et à la patte... droite, qui ne tient plus que sur un tendon. Le message est communiqué : grâce à lui, les 167 survivants sont sauvés.

Après avoir été décoré de la croix de guerre américaine, Cher Ami est ramené aux États-Unis par le général John Pershing en personne. Il meurt en 1919 des suites de ses blessures. Naturalisé, il est aujourd'hui conservé à la Smithsonian Institution, aux côtés de Stubby, un autre héros de la Grande Guerre (voir *Chiens de guerre*).

Trente mille pigeons voyageurs ont été utilisés par la France pendant la Première Guerre mondiale. À Lille, un monument rend hommage aux colombophiles et aux 20 000 pigeons tués pendant le conflit.



Les écrivains dans la Grande Guerre

Aux côtés de Guillaume Apollinaire et de Charles Péguy (voir *Apollinaire et la guerre* et *La mort de Charles Péguy*), nombreux sont les écrivains à entrer dans la guerre. Certains en sortent dévastés, blessés, amputés, mais vivants. D'autres tombent au champ d'honneur et laissent derrière eux des œuvres inachevées.

Parmi les survivants, Blaise Cendrars, Jean Giono, Pierre Drieu La Rochelle, Louis-Ferdinand Céline, Georges Bernanos et Henri Barbusse sont certainement les plus célèbres, et leur expérience de la guerre alimente avec force leurs futurs écrits.



Citoyen suisse, Blaise Cendrars s'engage dans la Légion étrangère et est envoyé dans la Somme, où il est nommé caporal. Il est gravement blessé au bras droit en septembre 1915, lors de l'attaque de la ferme de Navarin, en pleine offensive de Champagne. Amputé au-dessus du coude, il est cité à l'ordre de l'armée et reçoit la médaille militaire. Son ouvrage *La Main coupée* témoigne de son sacrifice pendant la guerre.

Jean Giono est quant à lui mobilisé en 1915. Gazé et témoin des horreurs de la guerre, il voit son meilleur ami tomber dans les tranchées. Devenu pacifiste, il livre son mépris de la guerre dans *Le Grand Troupeau*, l'un des rares romans où il évoque son expérience.

Pierre Drieu La Rochelle, de son côté, est blessé par à trois reprises pendant la Grande Guerre. Chaque fois, il demande à remonter au front pour prouver sa bravoure. Il rappelle son incorporation dans *Fond de cantine* et *La Comédie de Charleroi*.

Louis-Ferdinand Céline, sous-officier, est envoyé en Flandre-Occidentale au début de la guerre, où il est très sévèrement blessé à l'épaule droite en accomplissant une liaison. Il est décoré de la croix de guerre et de la médaille militaire avant d'être déclaré inapte au combat. *Voyage au bout de la nuit* et *Casse-pipe* rappellent ses souvenirs d'incorporation.

Réformé, Georges Bernanos se porte volontaire dans le 6^e régiment de dragons et est victime de plusieurs blessures. De son expérience de la guerre,

il dira : « *J'ai servi comme un serviteur.* »

Henri Barbusse, quant à lui, s'engage à 41 ans dans l'infanterie et combat jusqu'en 1916. Cette année-là, il écrit *Le Feu*, dont le réalisme lui vaut le prix Goncourt.

Nombreux toutefois sont les auteurs engagés à tomber au combat. Le pays leur rend un hommage tout particulier après la guerre. En 1927, le président de la République Gaston Doumergue inaugure en effet au Panthéon 4 panneaux portant les noms des 560 écrivains morts au cours de la Grande Guerre, au-dessus desquels est inscrite la formule : Ici sont enfermés les hommages rendus le 15 octobre 1927 aux écrivains morts pour la France.

Parmi eux se trouve Léo Latil, tombé le 27 septembre 1915, lors de l'attaque de la ferme de Navarin à laquelle participe aussi Blaise Cendrars. Poète, il est l'auteur des *Lettres d'un soldat*, qui ne sont publiées qu'après sa mort.

On compte aussi parmi ces écrivains sacrifiés Alain-Fournier, auteur d'un unique roman, *Le Grand Meaulnes*. Il est tué en septembre 1914, et son corps est retrouvé dans une fosse commune en 1991 (voir *Des poilus oubliés pendant un siècle*).

Louis Pergaud, prix Goncourt 1910 pour *De Goupil à Margot, histoires de bêtes*, et auteur du célèbre *La Guerre des boutons*, en 1912, est envoyé à Verdun au début de la guerre. Le 7 avril 1915, il se retrouve piégé dans les barbelés au cours d'une attaque. Blessé, il est laissé pour mort. Les Allemands le récupèrent et l'amènent dans un hôpital bombardé le lendemain par les troupes françaises...



Les pensions des veuves de guerre : la valeur d'une vie

À la fin du premier conflit mondial, 600 000 veuves de guerre sont recensées en France. Elles vivent pour la plupart dans des conditions désespérantes. Leur détresse est d'abord morale, comme le montrent les nombreux monuments aux morts, où les femmes pleurant leurs époux et enfants sont très représentées ; mais elle est aussi financière.

Les hommes sont revenus du front, et elles doivent quitter leurs postes de travail et rentrer sans le sou dans leur foyer, ce qui rend très difficile l'éducation de leurs enfants (voir *Les pupilles de la Nation*).



L'État prend alors des mesures pour leur venir en aide à la fin de la guerre. Des emplois leur sont réservés dans la fonction publique, que ce soit les administrations d'État, les administrations civiles et les ministères, qui embauchent dans l'ordre de priorité les veuves avec enfants, les veuves sans enfant, les femmes de militaires mutilés, puis enfin les femmes de mobilisés.

La loi du 31 mars 1919 donne ensuite aux militaires blessés et à leurs ayants droit la possibilité de toucher une pension, complétée par la loi du 24 juin 1919 qui reconnaît le droit à la pension aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit. Le ministère des Pensions, des Primes et Allocations de guerre, avec à sa tête André Maginot, est d'ailleurs créé le 20 janvier 1920 pour mettre en place cette vaste distribution.



Une veuve de guerre peut prétendre à cette pension, viagère, si son époux est soit tué sur le champ de bataille ou mort des suites de ses blessures, soit

mort d'accident ou de maladie contagieuse ou endémique contractée dans le service. La précision est importante, puisque le montant de la pension est fixé en fonction de la cause du décès : la veuve d'un poilu mort de maladie reçoit ainsi 30 % de moins que celle d'un soldat tué par l'ennemi. Le grade du défunt est aussi essentiel : une veuve de général de division touche presque 10 fois plus que la veuve d'un soldat.

Voilà la liste qui fixe, en 1919, la valeur de la vie d'un homme (le chiffre de droite correspond aux morts d'accidents ou de maladies ; un franc de l'époque équivaut à environ un euro) :

Général de division (ou vice-amiral) : 5250 FF ; 3500 FF.

Général de brigade (ou contre-amiral) : 4000 FF ; 2667 FF.

Colonel (ou capitaine de vaisseau) : 3000 FF ; 2000 FF.

Lieutenant-colonel (ou capitaine de frégate) : 2500 FF ; 1667 FF.

Chef de bataillon ou capitaine de corvette

1er échelon de solde : 1950 FF ; 1300 FF.

2e échelon de solde : 1950 FF ; 1233 FF.

3e échelon de solde : 17 50 FF ; 1167 FF.

4e échelon de solde : 1650 FF ; 1100 FF.

*Lieutenant (ou enseigne de vaisseau de 1re classe
ou mécanicien de 2e classe de la marine).*

1er échelon de solde : 1650 FF ; 1100 FF.

2e échelon de solde : 1575 FF ; 1050 FF.

3e échelon de solde : 1500 FF ; 1000 FF.

4e échelon de solde : 1425 FF ; 950 FF.

Sous-lieutenant (ou enseigne de vaisseau de 2e classe).

1er échelon de solde : 1400 FF ; 933 FF.

2e échelon de solde : 1150 FF ; 767 FF.

Aspirant de marine : 1150 FF ; 767 FF.

Premiers maîtres de toutes professions : 1150 FF ; 767 FF.

Adjudant-chef : 1050 FF ; 700 FF.

Adjudant : 975 FF ; 650 FF.

Aspirant (armées de terre) : 937 FF ; 625 FF.

Seconds maîtres de toutes professions de la marine : 900 FF ; 600 FF.

Sergent ou maréchal des logis : 825 FF ; 550 FF.

Sergent-major ou maréchal des logis-chef : 900 FF ; 600 FF.

Caporal ou quartiers-maîtres de toutes professions ou assimilés : 675 FF ; 450 FF.

Soldats ou matelots de toutes professions ou assimilés : 563 FF ; 375 FF.

Cette « *pension de réparation* », comme on l'appelle officiellement, est surtout connue sous le nom de « *pension de fidélité* », puisque les veuves qui se remarient en perdent le bénéfice. Beaucoup gardent le deuil toute leur vie,

certaines oublient leur mari, comme les fustige P. J. Mézières, dans *La Voix des morts* : « Cheveux courts, jupes courtes, cigarettes, cannes, redingotes, chapeaux cloches et perception régulière de la pension du mort, tout cela leur semble suffisant pour occuper leurs petites âmes, sans parler du reste ! » L'auteur leur préfère les « veuves aux cœurs élevés et qui, malgré une seconde union nécessitée par les exigences même de la vie actuelle, conservent pieusement en elles le souvenir du héros. [...] Si je m'appelais le Droit, c'est à celles-là seulement que je servirais une pension ! »



Les pupilles de la Nation

Au sortir du conflit, la France compte 980 000 orphelins de guerre. Ils portent en eux le deuil de leur père mort au combat, comme le déclare Henri Queffélec dans l'ouvrage d'Olivier Faron *Les Enfants du deuil : orphelins et pupilles de la Nation de la Première Guerre mondiale* : « J'ai été élevé par ma mère dans ce qu'elle appelait le souvenir de mon père. La notion combinait les souvenirs que ma mère gardait de son mari au souvenir idéal qu'une famille et un pays se devaient de garder d'un homme qui était mort pour les défendre. »



Rapidement après le déclenchement du conflit, des mouvements de solidarité envers les orphelins se font jour. Ce sont d'abord des groupes industriels qui ouvrent des orphelinats, suppléés rapidement par des associations d'orphelins de guerre, comme celle d'État, créée dès le 2 août 1914. On organise des collectes dans les villages, on recueille des dons en nature de la part des citoyens attendris par le sort de ces enfants au destin brisé par la guerre. L'Œuvre des bons enfants, catholique, et l'Orphelinat des armées, laïque, sont les principales associations du pays.

Dès 1916, les autorités politiques, syndicales et religieuses tiennent la Journée nationale des orphelins, où on lance un appel à « *sauver la Patrie et la Civilisation* », c'est-à-dire « *sauver des existences indispensables à l'avenir de la Race française* ». La solidarité se fait jour aussi depuis les États-Unis, où est créé *The Fatherless Children of France*, qui envoie des dons jusqu'en Europe.

Mais l'intervention de l'État se fait attendre, comme l'écrit *L'Humanité* en 1917 : « *Que le Parlement se presse donc de donner la véritable garantie : la loi de solidarité et d'assurance sociale que tous attendent.* » Ce n'est que le 27 juillet 1917 qu'une loi annonce la création du statut de pupille de la Nation : « *La France adopte les orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a péri, au cours de la guerre de 1914, victime militaire ou civile de l'ennemi. [...] Les enfants ainsi adoptés ont droit à la protection, au soutien matériel et moral de l'État pour leur éducation dans les conditions et limites prévues par la présente loi, et ce, jusqu'à l'accomplissement de leur majorité.* »

La majorité en France est alors fixée à 21 ans. Après être passés devant le juge, qui vérifie leur dossier, les orphelins reçoivent, selon les mêmes critères que les veuves (voir *Les pensions des veuves de guerre : la valeur d'une vie*), une pension qui cesse de leur être versée à leur majorité. La charité privée laisse alors la place à un système d'assistance étatique.

Mais la suppression de toute aide une fois ces orphelins devenus adultes les plonge pour la plupart dans le désœuvrement, alors que débute la crise économique des années 1930... Parmi ce million de pupilles de la Nation figurent Albert Camus et le futur comédien et metteur en scène Jean-Louis Barrault.



Émile Després, enfant héros et enfant martyr

C'est une histoire qui fait le tour de la France pendant toute la guerre, amplifiée par une propagande officielle qui fait de chaque acte de bravoure un geste patriotique et un exemple d'héroïsme que chacun se doit de suivre, ou du moins d'apprécier.



Cette histoire, c'est celle d'Émile Després, un gamin de 13-14 ans, mineur de profession, qui vit dans la région de Lourches, dans le Nord, occupée dès le début de la guerre. Ce récit varie selon les versions, mais voilà en substance ce qui se déroule en ce début du mois de septembre 1914.

Dès leur arrivée à Lourches, les Allemands prennent 15 hommes au hasard et les alignent devant un mur.

— Fusillez-moi ces gens-là, ordonne le capitaine allemand.

— Tous les quinze ? demande un soldat.

— Parfaitement, répond l'officier.

— Fusillez-en seize ! crie alors un villageois blessé, qui avait été laissé pour mort après la rafle.

Le villageois se relève et tue l'officier allemand d'un coup de revolver. Le cadavre du capitaine emporté, on prépare l'exécution du villageois. Celle-ci doit se dérouler une heure plus tard. Épuisé par son effort, l'homme grelotte sous l'emprise de la fièvre, le visage ensanglanté, et supplie qu'on lui donne à boire.

Face à la détresse du condamné, le jeune Émile Després, qui assiste à la scène, ne peut rester de marbre. Pris de compassion, il apporte un verre d'eau au malheureux, qui lui dit :

— Merci ! C'est bon !

Un lieutenant voit le geste de pitié de l'enfant. Pris de fureur, il lui lance :

— Sale Français, nous ne t'avons pas permis de donner à boire à cet assassin ! Sale vermine, tu seras fusillé le premier !

Il le frappe du poing et le fait tomber au sol, puis le roue de coups de pied. On l'agenouillé ensuite à côté du villageois blessé et on lui bande les yeux pour le préparer à être exécuté. Mais, tout à coup, le lieutenant se ravise et fait enlever le bandeau des yeux d'Émile Després. S'approchant de lui, il lui tend un fusil et lui dit :

— Il te demande à boire ? Eh bien, tu lui donneras du plomb ! Ce sera très drôle !

Il lui propose de le gracier :

— Nous ne te ferons pas de mal, mais à la condition qu'en même temps que l'on fusillera les quinze hommes que tu vois là, tu enverras une balle dans la tête de ce lâche.

L'enfant fait mine d'accepter, un léger sourire aux lèvres. Il prend le fusil, le place contre son épaule, et vise le villageois. Le lieutenant commande alors le feu, mais au moment où les détonations retentissent, Després fait volte-face et décharge le fusil dans la peau de l'officier allemand, qui tombe comme une masse. Le jeune héros est alors exécuté hâtivement.

Selon certaines versions, il est criblé de coups de baïonnettes et de sabre, selon d'autres, il est fusillé après avoir eu le temps de crier :

— Vive la France !

À la fois enfant héros et enfant martyr, symbole de la vaillance française et victime de la cruauté et de la brutalité allemandes, le jeune Émile Després voit son geste célébré dans tout le pays, notamment dans les écoles, où son histoire est montrée comme un exemple de courage.



Le plus jeune poilu

Né en 1900, à Le Faouët, dans le Morbihan, Jean-Corentin Carré est commis aux écritures chez un percepteur quand la guerre éclate. Il voit son père partir et souhaite rejoindre le front avec lui, mais il est bien trop jeune. Il demande au maire de son village d'utiliser l'acte de naissance de son frère, qui vient tout juste d'avoir 17 ans, mais il essuie un refus.



Alors, sans rien dire à ses parents, il se rend au bureau de recrutement de Pau en avril 1915 et se présente pour se faire engager sous le nom d'Auguste Duthoy, 17 ans, originaire de Rumigny dans les Ardennes, une région occupée (les réfugiés des pays envahis peuvent alors s'engager sans papiers). Le stratagème fonctionne : à 15 ans, 3 mois et 18 jours, l'adolescent devient le plus jeune soldat français !

Il rejoint le dépôt du 410^e régiment d'infanterie de Rennes avant d'être envoyé six mois plus tard au front, à Sainte-Menheould. Il combat ainsi à Le Mesnil-lès-Hurlus, où les conditions sont difficiles : « *Je trouve mes débuts un peu durs*, écrit-il dans ses carnets. *Il neige, il fait un froid terrible.* »

Le 25 janvier 1916, il est promu caporal avant d'être envoyé à Verdun. La peur de mourir dans l'anonymat le pousse à écrire à sa sœur en mai 1916 : « *Si je suis tué, certainement que l'acte de décès ne viendra pas au Faouët, vous le demanderez ici et vous le porterez à la mairie. Parce qu'on pourrait m'appeler en même temps que ma classe et me porter déserteur.* »



Le 11 juin, il est blessé au combat. Une semaine plus tard, il est fait sergent. En août, il reçoit sa première permission et demande à se faire envoyer dans un village voisin du Faouët de peur de se faire reconnaître par les gendarmes de son village.

Mais il rend tout de même visite à son ancien instituteur et à ses anciens camarades de classe, qui sont ébahis de le voir revenir, à 16 ans, en tant que sergent.

En novembre, une fois retourné au front, il fait un prisonnier dans les rangs allemands et reçoit sa première citation, la croix de guerre, et une prime de 200 francs.

Mais vivre sous une fausse identité lui pèse trop. En décembre 1916, il écrit au colonel de son régiment pour tout lui avouer. La lettre, devenue célèbre, paraît dans *Le Petit Parisien* : « *Mon colonel, [...] Mon identité à votre régiment est : sergent Duthoy (Auguste) né à Rumigny (Ardennes), le 10 avril 1897, engagé pour la durée de la guerre à Pau (Basses-Pyrénées) le 27 avril 1915 et cité à l'ordre du corps d'armée le 24 novembre dernier. Cette identité est fausse : mon nom est Carré (Jean-Corentin). Je suis né à Le Faouët (Morbihan) le 9 janvier 1900. Je suis donc de la classe 20 et non de la classe 17. [...] C'est pourquoi je vous écris pour vous demander s'il me serait possible, ayant l'âge réglementaire, de reprendre mon véritable nom. [...] Je ne suis pas plus patriote qu'un autre, mais je considère qu'un Français, lorsqu'il est assez fort pour faire un soldat, est un lâche s'il reste à l'arrière.* »

Son colonel répond favorablement à sa requête et le nomme même adjudant ! Mais, selon le règlement, il doit renoncer à son grade et à sa citation en souscrivant un nouvel engagement sous sa vraie identité.

Qu'à cela ne tienne, le petit Carré recommence au plus bas, mais il retrouve ses galons très rapidement et est cité pour la deuxième fois : « *Sous-officier d'une admirable bravoure, s'est engagé à 15 ans sous un nom d'emprunt pour aller plus tôt au feu. Toujours volontaire pour les missions les plus périlleuses, qu'il exécute avec un sang-froid et un courage remarquables.* »

Il est ensuite envoyé à Dijon, en tant qu'élève aviateur, et obtient son brevet

de pilote en deux mois. En mars 1918, alors qu'il effectue une mission d'observation, il est attaqué par trois avions ennemis qui l'abattent.

Transporté à l'hôpital de Souilly, il décède, à 18 ans, de ses blessures. Sa citation à l'ordre de l'armée lui rend hommage : « *Adjudant Carré, Jean-Corentin, du 410e régiment d'infanterie, pilote à l'escadrille SO 229 attaqué par trois avions ennemis, le 18 mars 1918, s'est défendu énergiquement jusqu'à ce que son appareil soit abattu, l'entraînant dans une mort glorieuse.* »

Sa mort est largement relatée dans la presse, et des ouvrages lui sont même consacrés. André Fontaine, entre autres, signe sa biographie *Le Plus Jeune Héros de la guerre*. L'auteur demande à ce qu'il soit fait « *saint des écoliers* » et ouvre une pétition pour que son corps repose au Panthéon.

Ses restes seront finalement transférés au cimetière militaire de Rembercourt. Au Faouët, son village natal, un monument à sa mémoire est inauguré en 1939.



Nommer la guerre

Dès le déclenchement des hostilités, les contemporains de ce qui n'est pas encore, bien entendu, la « Première Guerre mondiale », se demandent comment nommer la guerre, et les tentatives ne manquent pas. Le conflit résultant de la constitution d'alliances internationales, l'on parle dans certains journaux de « guerre des nations », ou de « guerre du droit », en référence aux négociations ratées de l'avant-guerre.



Les socialistes parlent quant à eux de « guerre des peuples », tandis que les nationalistes les plus conservateurs l'appellent la « guerre pour la civilisation » (cette dénomination est encore utilisée après la guerre, et elle apparaît notamment sur le revers de la médaille interalliée, dite de la victoire).

Le conflit s'éternise, mobilise peu à peu l'ensemble des forces du pays, ce qui lui vaut le nom de « guerre intégrale » dans un discours de Clemenceau devant le Sénat (ce n'est qu'en 1935 qu'apparaît la première locution de « guerre totale »). Mais c'est son ampleur qui lui confère son nom le plus utilisé et le plus neutre : la « Grande Guerre ».

Les journaux la nomment aussi « Guerre de 1914 » pendant les cinq premiers mois du conflit, une méthode qui a besoin d'être remise à jour chaque année : ainsi, sur l'affiche qui annonce la Journée nationale des orphelins (voir *Les pupilles de la Nation*), on peut lire « Guerre de 1914-1915-1916 ».

Mais, déjà, avec l'envoi de troupes canadiennes et américaines sur le sol européen, et la propagation du conflit au-delà du continent, on l'appelle la « Guerre mondiale ». Les anciens combattants la baptisent, de leur côté, la « der des der » dans l'espoir de ne plus avoir à revivre de telles atrocités.

Dans la conscience collective, ce n'est que pendant la guerre de 1939-1945, par rétronymie (le fait de renommer un objet, un concept ou un événement suite à l'apparition d'une nouvelle information), que la guerre de 1914-1918 devient la « Première Guerre mondiale », et que l'« après-guerre, période s'ouvrant le 11 novembre 1918, devient l'« entre-deux-guerres » en se clôturant le 3 septembre 1939.



Vivez la Grande Guerre en jeu vidéo !

La Première Guerre mondiale a été racontée de toutes les manières, dans les livres, les journaux, au cinéma, à la radio et à la télévision, à travers les arts vivants ou la peinture, et elle l'est désormais décrite en jeu vidéo. Disponible au 1er trimestre 2014, *Soldats Inconnus : mémoires de la Grande Guerre*, un jeu vidéo développé par la petite équipe d'Ubisoft Montpellier, propose ainsi à ses joueurs de vivre le premier conflit mondial à travers un graphisme proche de celui de Jacques Tardi et Manu Larcenet (voir *Quand la bande dessinée raconte la Première Guerre mondiale*). Sans être un « jeu de guerre », où tous les protagonistes s'entre-tuent aveuglément, ce jeu d'aventures présente la vie quotidienne sur le front de l'Ouest, dans lequel le joueur évolue en assemblant des puzzles et en résolvant des énigmes.

À travers les ruines de Reims, dans les tranchées, les usines et les camps militaires, on suit l'histoire d'un chien sanitaire et de quatre Français, Émile, Freddy, Anna, George, et un Allemand, Karl. Les jeunes Français aident le jeune Allemand à retrouver son amour perdu, Marie. Un scénario qui évoque, à travers des événements tragiques, les thèmes du sacrifice, de l'amour et de l'amitié.

Cette production vidéoludique veut faire œuvre de mémoire, alors qu'un siècle s'est écoulé depuis le début du conflit, comme l'affirme Paul Tumelaire, directeur créatif du développeur : « Avec la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale l'année prochaine, l'équipe a eu le sentiment que le moment était bien choisi pour explorer cette période unique et pourtant presque oubliée. »



Quand la bande dessinée raconte la Première Guerre mondiale

Déjà, pendant la Grande Guerre, les planches d'illustrations des grands événements du conflit étaient très populaires auprès du jeune public. Aujourd'hui, le premier conflit mondial est raconté dans un nombre impressionnant de bandes dessinées, autant appréciées par les jeunes que par les adultes, qui découvrent, ou redécouvrent, des facettes inconnues de cette période. Si Jacques Tardi, auteur de plusieurs œuvres sur le sujet, reste le maître incontesté en la matière, le choix est grand parmi cette production, française et étrangère, dont voici une liste sélective :

Adieu Brindavoine – La Fleur au fusil, de Jacques Tardi, Casterman, 1974.



L'Ambulance 13, de Patrick Cothias, Patrice Ordas et Alain Mounier, Bamboo, 2010.

La Ballade de Magdalena, de Christophe Dubois, Le Lombard, 2012.

Le Baron Rouge – Par-delà les lignes, de George Pratt, Panini Comics, 1991.

Batailles, de Roberto Recchioni et Leomacs, Emmanuel Proust Éditions, 2009.

C'était la guerre des tranchées, de Jacques Tardi, Casterman, 1993.

Le Cahier à fleurs, de Laurent Galandon et Viviane Nicaise, Bamboo, 2010.

Le Carnet rouge, de Teddy Kristiansen, Soleil, 2007.

Ce que le vent apporte, de Jaime Martin, Dupuis, 2007.

Chroniques Outremers, de Bruno Le Floc'h, Dargaud, 2011.

Cicatrices de guerre(s), ouvrage collectif, Éditions de la Gouttière, 2009.

Le Cœur des batailles, de Jean-David Morvan et Igor Kordey, Delcourt, 2007.

Corto Maltese – La Ballade de la mer salée, d'Hugo Pratt, Casterman, 1975.

La Croix de Cazenac, de Pierre Boisserie et Éric Stalner, Dargaud, 1999.

Les Croquignards – Bandits fantômes dans les Alpes, de Quebeuls, Éditions du Fournel, 2008.

Le Cuirassier, d'Alain Bouton et Marc Malès, Glénat, 1994.

De briques & de sang, de Régis Hautière et David François, Casterman, 2010.

Egon Schiele, de Xavier Cose, Casterman, 2012.

Endurance, de Pascal Bertho et Marc-Antoine Boidin, Delcourt, 2009.

Féroces tropiques, de Joe G. Pinelli et Thierry Bellefroid, Dupuis, 2011.

Les Folies Bergère, de Benoît Zidrou et Francis Porcel, Dargaud, 2012.

Fritz Haber, de David Vandermeulen, Delcourt, 2005.

Le Front, de Nicols Juncker, Treize étrange, 2003.

Les Godillots, d'Olier et Marko, Bamboo, 2011.

La Grande Guerre, de Philippe Glogowski, Éditions du Triomphe, 2007.

La Grande Guerre de Charlie, de Pat Mills et Joe Colghoun, Delirium, 2011.
La Guerre des Lulus, de Régis Hautière et Hardoc, Casterman, 2013.
Gueule d'amour, d'Aurélien Ducoudray et Delphine Priet Mahéo, La Boîte à Bulles, 2012.
Hadj Moussa, de Farid Boudjellal et Leïla Leiz, Soleil, 2005.
L'Homme du Tanganyika, d'Attilio Micheluzzi, Aventures et Voyages, 1984.
Ibicus, de Pascal Rabaté et Alexis Tolstoï, Vents d'Ouest, 1998.
Journal de guerre, de Jacques Tardi et Jean-Pierre Verney, Casterman, 2008-2009.
Là où vivent les morts, de Jean-Pierre Pécau et Jovan Ukropina, 12 Bis, 2011.
La Lecture des ruines, de David B., Dupuis, 2011.
La Ligne de front – Une aventure rocambolesque de Vincent Van Gogh, de Manu Larcenet, Dargaud, 2004.
Le Long Hiver, de Patrick Mallet, Casterman, 2012.
Mahârâja, de Labrémure et Artoupan, Glénat, 2012.
Mattéo, de Jean-Pierre Gibrat, Futuropolis, 2008.
Medz Yeghern – Le grand mal, de Paolo Cossi, Dargaud, 2009.
La Mort Blanche, de Robbie Morrison et Charles Adlard, Les Cartoonistes dangereux, 1998.



Notre mère la Guerre, de Kris et Maël, Futuropolis, 2009.
L'Obéissance, de Franck Bourgeon et François Sureau, Futuropolis, 2009.
L'Ombre du corbeau, de Didier Comès, Casterman, 1981.
L'Or et le Sang, de Fabien Nury, Maurin Defrance, Fabien Bedouel et Merwan, 12 Bis, 2009.
Papeete 1914, de Didier Quella-Guyot et Sébastien Morice, Atmosphères, 2011.
Paroles de poilus, ouvrage collectif, Soleil, 2007.
Paroles de Verdun, ouvrage collectif, Soleil, 2007.
Petra Chérie, d'Attilio Micheluzzi, Mosquito, 1985.
Le Pilote à l'Edelweiss, de Yann et Romain Hugault, Paquet, 2012.
Pour un peu de bonheur, de Laurent Galandon et A. Dan, Bamboo, 2012.
Putain de guerre, de Jean-Pierre Verney et Jacques Tardi, Casterman, 2008.
Le Roi cassé, de Nicolas Dumontheuil, Casterman, 2005.
Le Sang des Valentines, de Christian De Metter, Casterman, 2004.
Sang noir, de Frédéric Chabaud et Julien Monier, Physalis, 2013.
Les Sentinelles, de Xavier Dorison et Enrique Breccia, Delcourt, 2008.
Le Siècle de Ben, de Dave, Carabas, 2011.
Silas Corey, de Fabien Nury et Pierre Alary, Glénat, 2013.
Le Soldat inconnu vivant, de Jean-Yves Le Naour et Mauro Lirussi, Roymondus, 2012.
Svoboda !, de Kris et Jean-Denis Pendanx, Futuropolis, 2011.
La Tranchée, d'Éric Adam, Virginie Cady et Christophe Marchetti, Vents d'Ouest, 2006.
U-29, de Rotomago et Florent Calvez, Akileos, 2005.
Un long destin de sang, de Laurent-Frédéric Bollée et Fabien Bedouel, 12 Bis, 2010.
Varlot soldat, de Didier Daeninckx et Jacques Tardi, L'Association, 1999.
Victor Sackville, de Gabrielle Borile, François Rivière et Francis Carin, Le Lombard, 1986.
Vies tranchées – Les soldats fous de la Grande Guerre, ouvrage collectif, Delcourt, 2010.
Villain, l'homme qui tua Jaurès, de Frédéric Chef et Daniel Casanave, Alter Comics, 2011.

War is Hell – La guerre, c'est l'enfer, de Garth Ennis et Howard Chaykin, Panini Comics, 2009.

Wendy, de Fred Duval et Christophe Quet, Delcourt, 2013.

Ypres, 1916-1918, le cahier du sergent Henry, de Philippe Glogowski, Éditions du Triomphe, 2000.



La Croix-Bleue et la Croix-Violette soignent les chevaux soldats

Malgré les nombreux progrès techniques, les belligérants de la Grande Guerre font un usage intensif des chevaux, qui servent autant au combat qu'au ravitaillement. Les réquisitions dans les fermes ne suffisant d'ailleurs pas à couvrir tous les besoins des armées, on en fait venir de partout, notamment du Canada et d'Argentine.



Tout autant que les hommes, ces chevaux sont victimes du froid, des privations, de la fatigue et des combats. Leurs conditions d'existence sont épouvantables.

Certains ne sont pas dételés pendant des mois, si bien qu'il devient impossible de retirer leur harnachement, incrusté dans leur peau, sans leur infliger de douloureuses blessures.

Les cavaliers abusent des allures excessives et restent trop longtemps sur le cheval au repos, comme le précise un observateur anglais : *« Le cavalier français de 1914 se tient magnifiquement à cheval, mais ce n'est pas un bon connaisseur de l'animal. Il ne lui vient pas à l'esprit d'en descendre chaque fois qu'il le peut, raison pour laquelle des milliers d'animaux souffrent de maux de dos. »*

Les combats leur infligent des plaies profondes, qui ne sont pas soignées. Certains meurent de faim, de soif ou étouffés dans la boue, d'autres sont gazés ou tombent malades. Près des lignes, on ne trouve que quelques hôpitaux vétérinaires, débordés et démunis, sans médicaments, avec parfois un seul vétérinaire et 10 palefreniers pour soigner des centaines de bêtes. Leur taux de mortalité est extrêmement élevé : on l'estime à environ 80 %.

Ce « gaspillage des chevaux de réquisition » révolte l'opinion publique et certaines autorités, comme le général Cherfils, qui déclare : *« C'est très bien d'acheter partout des chevaux, ce serait mieux de ne pas laisser périr faute de soins ceux que nous avons. »*

Avant la guerre, un capitaine français a bien évoqué l'idée de créer une

« Croix-Rouge » pour les chevaux, mais sa proposition est restée dans les tiroirs du ministère, si bien que l'initiative de prendre soin des chevaux du front ne vient pas de France, mais d'Angleterre, où deux organisations, la Croix-Bleue du commandant Claremont et la Croix-Violette du général de division H. Jardines Hallows, se proposent en 1915 d'envoyer des vétérinaires et des équipements dans les zones de guerre pour y établir des hôpitaux à chevaux.

Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, les reconnaît officiellement comme « *sociétés de secours aux chevaux blessés* », et sa femme, Jeanne, en devient présidente d'honneur. La Croix-Bleue, filiale de l'association anglaise *Our Dumb Friends League*, crée cinq hôpitaux centraux, à Serqueux, Provins, Troyes, Moret-sur-Loing et Saint-Mammès, ainsi qu'une dizaine de dépendances, avec des boxes et des écuries propres, des salles d'opération et de ferrure, où les chevaux, 200 en moyenne, sont répartis en fonction de leurs maux.

La Croix-Violette s'établit quant à elle d'abord à Bordeaux avant de se rapprocher du front en créant un hôpital à Vesoul et à Chaumont.

Les deux Croix envoient également un corps de chirurgiens, de vétérinaires, d'infirmiers qualifiés et d'ambulanciers, qui parcourent les champs de bataille pour ramener les bêtes guérissables et abattre le plus tôt possible celles qui ne le sont pas.

Un corps d'inspecteurs est même créé pour rechercher les chevaux abandonnés et hors de combat. Mais, malgré les soins apportés, les pertes sont énormes, comme le rappelle une plaque élevée en juillet 1923 par le musée du cheval au château de Saumur : Aux 1 140 000 chevaux de l'armée française morts pendant la guerre mondiale 1914-1918.



La mode de l'art des poilus

Avec le début de la guerre de position, et les longues périodes d'inaction et d'immobilité qui en découlent, les poilus cherchent à tuer le temps. On s'occupe alors avec ce que l'on a sous la main, et, dès l'hiver 1914-1915, les nombreux artisans, orfèvres, dinandiers, graveurs, mécaniciens et paysans habiles de leurs mains profitent des fréquentes périodes d'accalmie pour lancer une vaste production d'objets, que l'on appelle l'« art des poilus », ou l'« art des tranchées ».



Ces objets sont réalisés avec les matériaux disponibles sur le front : le laiton et le cuivre des douilles d'obus et de balles, l'aluminium des gamelles et des quarts, le bois des forêts environnantes, les pierres déterrées lors du creusement des tranchées, les boutons et les lacets des paquetages.

On crée des vases dans des douilles d'obus, martelés, estampillés et ciselés pour en faire de véritables œuvres d'art, ramenés en permission à son épouse, sa mère ou sa fiancée. On décore ses ustensiles de cuisine, on fabrique des briquets (les célèbres « briquets de poilus ») dans des balles, des cartouches de fusées éclairantes, des boîtes de sardines et même dans des poignées de porte.

Le bois sert à confectionner des plumiers, des tabatières, des jouets pour les enfants, des cadres à photos et bien évidemment des pipes à tabac.

Les objets de la vie quotidienne forment la plus grosse part de cette production : outre les ustensiles pour fumeurs, les poilus réalisent des couteaux, des cendriers, des bagues, des boîtes à bijoux, des cannes, mais aussi des objets de piété, des porte-plumes et des encriers.

Mais on construit aussi des objets décoratifs, comme des figurines militaires, ou des maquettes d'avion dont raffolent les enfants de l'époque.

Cet artisanat des tranchées sert à améliorer l'ordinaire, mais les objets servent aussi de monnaie d'échange pour obtenir du tabac, du vin ou de la nourriture. Ils sont également envoyés à la famille en souvenir.



Certains de ces objets sont réalisés à l'arrière, par des soldats blessés ou mutilés, dans des ateliers officiels de l'armée, des écoles de rééducation ou des associations comme l'œuvre caritative Les Blessés au travail, qui apporte une sorte de label certifiant l'origine des objets vendus. « *Les blessés peuvent céder à l'œuvre les objets fabriqués par eux, pour trouver la rémunération de leur travail. Ces objets sont ensuite exposés et vendus dans les magasins de façon à permettre à l'œuvre le maintien et le développement de son activité* », précise l'association dans son appel aux dons.

Cette production artisanale ne passe pas inaperçue. L'hebdomadaire *Le Pays de France* propose dès 1915 un concours du plus bel objet et, à Lausanne, en 1917, une exposition intitulée *L'Art pendant la guerre* est organisée par les Œuvres du front de blessés, mutilés, internés, qui vendent les objets présentés au profit des artistes-poilus.

À l'arrière, un marché parallèle se développe, les collectionneurs d'objets du front se multiplient, et les briquets de soldats comptent parmi les pièces les plus recherchées.

Cet art des tranchées ne cesse pas à la signature de l'armistice. Certains poilus restés dans les zones de guerre après 1918 pour déminer les champs de bataille, accompagnés de prisonniers de guerre allemands, produisent même à la chaîne des étuis de protection de boîtes d'allumettes, des coupe-papier ou des boucles de ceinturon, qu'ils vendent aux touristes venant visiter les régions dévastées.

Comme le précise Jean-Claude Guillebaud, dans la préface de *De l'horreur à l'art : dans les tranchées de la Première Guerre mondiale* de Nicole Durand : « *Ces productions ne témoignent pas seulement de l'habileté manuelle et de l'ingéniosité infinie des hommes ordinaires. Elles sont autant de protestations contre la laideur, contre la bêtise guerrière, contre l'absurdité du sacrifice.* »



Dans la zone rouge

À la fin de la guerre, le ministère des Régions libérées divise les territoires touchés par la guerre en trois zones : la zone verte, qui n'a vu que le passage et le stationnement des troupes et n'a pas subi les combats, la zone jaune, qui a connu sporadiquement les combats et dont les infrastructures sont globalement opérationnelles, et la zone rouge, qui correspond aux différentes lignes de front où terres, infrastructures et habitations sont presque totalement dévastées.



En raison du grand nombre de munitions non explosées et des résidus chimiques qui polluent les sols, l'agriculture y est interdite. Treize départements entrent en partie dans cette zone rouge, les plus touchés d'entre eux étant la Meuse, le Pas-de-Calais, le Nord et la Somme.

L'État décide le rachat des terres ne pouvant être réhabilitées, et leurs propriétaires et ayants droit sont expropriés et dédommagés.

Certains villages en ruine sont transformés en camps militaires, comme ceux de Tahure, Ripont, Les Hurlus, Perthes et Le Mesnil, autour desquels s'implante le camp de Suippes.

Dès après la guerre, travailleurs étrangers, prisonniers et volontaires commencent à nettoyer la zone rouge. Il faut d'abord dégager les corps des soldats, qui gisent dans les trous d'obus, les ruines et les cours d'eau.

On en retrouve en moyenne 500 par mois, et ce, pendant une dizaine d'années. Leurs restes sont rassemblés, envoyés dans des ossuaires ou dans des cimetières militaires, comme la Nécropole de Verdun.

Les cadavres d'animaux, des chevaux notamment (voir *La Croix-Bleue et la Croix-Violette soignent les chevaux soldats*), sont également dégagés et brûlés.

Les eaux contaminées par les dépouilles sont verdunisées, c'est-à-dire traitées au chlore. Les nettoyeurs sont aussi chargés de « désobuser » les sites, mission qu'ils accomplissent de manière anarchique : les munitions non explosées sont pétardées, les autres sont enfouies dans des décharges sauvages, brûlées ou carrément jetées à la mer. Mais les quantités d'obus

tombés sur certaines zones rendent le travail de décontamination très fastidieux.

Cette tâche est d'ailleurs loin d'être terminée de nos jours (voir *La Grande Guerre pollue toujours*).

Pour la reconstruction, le ministère des Régions sinistrées divise les terres de la zone rouge en trois catégories : celles qui seront remises en état de culture et revendues aux enchères, celles qui devront être reboisées et celles qui seront conservées comme vestige de guerre.

En moins de 10 ans, près de 75 % des 178 000 hectares de la zone rouge sont déclassés et rendus à l'agriculture : en 1927, elle ne représente plus qu'une superficie de 48 000 hectares. Les parties à reboiser sont attribuées à l'Administration forestière, qui s'attelle à la tâche dès 1929. On trouve ces forêts de guerre principalement dans la Meuse, en Picardie et dans la Somme.

Les sites conservés comme lieux du souvenir, notamment près de Verdun ou de Vimy, attirent dès la signature de l'armistice des visiteurs, le plus souvent des familles venues se recueillir sur les lieux où sont morts leurs proches.

Ces lieux de mémoire dépendent aujourd'hui du ministère de la Culture. Celui de Vimy, où est érigé depuis 1936 le mémorial en hommage aux 66 000 combattants canadiens morts pendant la guerre, n'est pas encore totalement déminé, et ce, malgré le transfert en 2001 de 55 tonnes de munitions chimiques vers le camp de Suippes.



Marie Marvingt, femme soldat

Elles participent à l'effort de guerre dès le mois d'août 1914, lorsqu'elles sont appelées par le président du Conseil René Viviani, qui leur lance : « *Debout, femmes françaises !* » Elles comblent le manque de main-d'œuvre masculine à l'arrière, d'abord dans les champs, puis dans les usines à partir de la fin 1915.

Elles se retrouvent aussi, pour certaines, près des lignes de front, entre autres comme infirmières de guerre. Certaines d'entre elles connaissent leur heure de gloire, comme les quatre sœurs Vatel, Charlotte Maître, Marcelle Semmer, Émilienne Moreau-Évrard et bien d'autres encore, qui, au péril de leur vie, sauvent des milliers de poilus et résistent à l'occupant. L'une d'elles, Marie Marvingt, surnommée la « Fiancée du danger », s'illustre tout particulièrement.



Au début de la guerre, Marie Marvingt, 39 ans, est déjà une femme accomplie, émancipée, exceptionnelle : détentrice d'une licence de lettres (elle parle sept langues), du permis de conduire (dès 1899 !) et de plusieurs brevets de pilote (ballon, avion et hydravion), elle apprend à conduire des locomotives et des bateaux à vapeur, étudie le droit et la médecine, et devient infirmière et assistante de chirurgie. Excellente sportive (c'est elle qui invente la « jupe-culotte » à l'époque où les femmes ne peuvent porter des pantalons), elle établit plus d'une quinzaine de records mondiaux dans toutes les disciplines, reliant Nancy-Coblence en canoë à 15 ans, devenant la première femme à traverser la Manche en aérostat, à traverser Paris à la nage et à gravir la plupart des sommets du massif de Chamonix. Elle s'illustre dans des disciplines aussi diverses que le ski, le bobsleigh, l'équitation, l'escrime, la spéléologie, le tir, la gymnastique, le golf, la lutte, la boxe ou le cyclisme.

En 1908, après s'être vu refuser de participer au Tour de France par Henri Desgrange (voir *La Grande Guerre de la Grande Boucle*), elle décide de suivre le peloton en décalé et devient la première femme à terminer la compétition. Rien d'étonnant à ce que sa devise soit « *Je décide de faire mieux encore et toujours* ».

Mais c'est surtout grâce à ses exploits aériens qu'elle devient une héroïne

française, en particulier suite à ses multiples traversées de la Manche.

En 1910, la « Reine de l'air », comme on la surnomme à l'époque, établit le record de durée dans les airs en parvenant à voler 53 minutes. La même année, Mlle Marvingt crée l'aviation sanitaire grâce à son avion-ambulance équipé d'une civière blindée fixée sous le fuselage.

On parle d'elle comme de la « *femme la plus extraordinaire depuis Jeanne d'Arc* ». Pour tous, c'est l'« *infatigable globe-trotteuse* », l'« *éternelle curieuse* ».

Lorsque la Grande Guerre éclate, il est hors de question pour elle de rester à l'arrière.

Se faisant passer pour un homme, le soldat Beaulieu, elle intègre le 42e bataillon de chasseurs à pied et monte sur le front en Lorraine, les armes à la main.

La supercherie ne tient pas longtemps, et elle est renvoyée à l'arrière avant d'obtenir finalement l'autorisation du maréchal Foch de rejoindre le 3e régiment de chasseurs alpins dans les Dolomites italiennes, où elle évacue en ski les soldats blessés avant de les soigner. Elle prend ensuite les airs avec le médecin major Georges Gille, qu'elle assiste sur le champ de bataille pour opérer en urgence les poilus blessés.

Grâce à l'aviation sanitaire, ce sont plus de 7000 soldats qui sont sauvés au cours de la guerre. En 1915, elle devient la première femme pilote à effectuer des missions de combat aérien en bombardant une caserne allemande à Metz, ce qui lui vaut la croix de guerre.

De l'après-guerre jusqu'à sa mort, en 1963, Marie Marvingt continue ses exploits. Correspondante de guerre, conférencière et aventurière, elle part chasser la panthère et le phoque dans des contrées lointaines, traverse le Sahara en voiture, réalise des documentaires et crée un centre de convalescence, Le Repos des Ailes, pour les aviateurs blessés pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 1955, pour son 80e anniversaire, elle survole Nancy à bord d'un F.101 américain à 1200 km/h ! À 85 ans, elle passe le brevet de pilote d'hélicoptère et, l'année suivante, elle fait Nancy-Paris en vélo avant de prendre les commandes du premier hélicoptère à réaction français, et ce, dans la même journée ! Aventurière sans limites, elle rêve de fêter ses 90 ans sur la Lune, mais elle s'éteint en 1963, deux mois avant son 89e anniversaire.

La « Fiancée du danger » est la femme la plus décorée du pays.



Lutter contre les gaz

La Grande Guerre voit l'apparition d'armes nouvelles et, parmi elles, les armes chimiques sont les plus éprouvantes pour les soldats. Dès août 1914, l'armée française lance sur les lignes ennemies des grenades lacrymogènes qui provoquent cécité temporaire et violents accès d'éternuement. Les Allemands répliquent avec du gaz chlorique, développé par leurs entreprises chimiques qui utilisent le chlore pour la fabrication de teinture. Ce gaz mortel brûle les muqueuses des yeux, du nez, de la gorge et des parois pulmonaires, et provoque des asphyxies. Il est utilisé la première fois en avril 1915, lors de la deuxième bataille d'Ypres.



Si ses effets sont terribles, autant physiquement que moralement, cette arme connaît des limites : sa forte odeur et sa couleur verte la rendent facilement reconnaissable, et son dispositif de diffusion est particulièrement dangereux. Contenus dans des bombonnes, les gaz sont en effet diffusés en fonction du sens du vent, et certaines troupes, comme les soldats britanniques lors de la bataille de Loos en septembre 1915, sont les premières victimes de leurs propres gaz lorsque le vent vient à tourner.

On commence alors à placer des doses de gaz chlorique dans des obus pour les envoyer directement sur les lignes ennemies. Les Français y ajoutent du gaz plus lourd et incolore, le phosgène, qui dégage une forte odeur de foin pourri. Moins irritant, il est ainsi moins facilement décelable, donc bien plus nocif pour les soldats.

Si les techniques pour lutter contre les effets des gaz sont tout d'abord dérisoires (elles consistent à allumer des feux devant les lignes pour réchauffer l'atmosphère et faire monter le nuage de gaz, ou à envoyer quelques pétards pour disperser la nuée), les procédures d'alerte sont quant à elles rapidement mises en place, et des cloches, souvent des douilles d'obus transformées, sont installées dans toutes les tranchées.

Lorsque ces cloches retentissent, l'alarme est prise au sérieux : les gaz et leurs effets traumatisent durablement les soldats, comme le montre ce poème de Wilfred Owen, écrit en 1917 dans *Dulce et decorum est* :

Le gaz ! Le gaz ! Vite, les gars ! Effarés et à tâtons

*Coiffant juste à temps les casques malaisés ;
Mais quelqu'un hurle encore et trébuche
Et s'effondre, se débattant, comme enlisé dans le feu ou la chaux...
Vaguement, par les vitres embuées, l'épaisse lumière verte,
Comme sous un océan de vert, je le vis se noyer.
Dans tous mes rêves, sous mes yeux impuissants,
Il plonge vers moi, se vide à flots, s'étouffe, il se noie.*

Les soldats disposent d'abord de protections rudimentaires, comme des morceaux de gaze ou de vêtements imbibés d'une solution au bicarbonate de soude, ou tout simplement d'urine, qu'ils se mettent devant le nez et la bouche en cas d'attaque.

Or ces protections évoluent rapidement. Dès juin 1915, l'armée britannique dispose de cagoules à œillères, imprégnées de thiosulfate de sodium, un composé qui annihile les gaz.

En janvier 1916 apparaissent les premiers masques à gaz, reliés par un tuyau à une cartouche contenant un filtre à charbon actif.

Le masque devient rapidement le bien le plus précieux du poilu. L'armée en équipe également ses chevaux et ses chiens, mais elle se sert aussi des bêtes pour tester son nouveau matériel (les poilus appellent cela la « corvée de chiens »).

Ces nouvelles protections sont cependant totalement inefficaces face au gaz vésicant, le fameux « gaz moutarde », utilisé pour la première fois en juillet 1917 lors de la troisième bataille d'Ypres (ce qui lui vaut en France le nom d'yprite).

Incolore, diffusant une légère odeur de moutarde, il attaque les yeux et les poumons, mais brûle également la peau des soldats et provoque des ampoules douloureuses. C'est le gaz le plus mortel d'entre tous, et les victimes meurent généralement d'asphyxie en un mois.

Si seulement 3 % des intoxications sont mortelles, l'agonie des condamnés est abominable, comme le raconte le Dr Paul Voivenel dans son témoignage *La Guerre des gaz* : « Leur figure est méconnaissable ; les paupières boursoufflées, rouges, ne peuvent s'ouvrir ; la peau du visage, tuméfiée, chagrinée, est parsemée de cloques dont quelques-unes, en s'ouvrant, laissent s'écouler leur saine qui coagule en traînées jaunâtres ; les lèvres gonflées, vernissées, sont entrouvertes. Ils ne peuvent avaler ; la langue cuite, énorme, remue difficilement dans la bouche d'où s'exhale une haleine fétide. Ils ne répondent pas aux questions, font signe qu'ils étouffent, que quelque chose les étrangle. Ils râlent. »

Huit mille soldats français sont tués par les gaz au cours de la guerre ; 190 000 en subissent les séquelles à vie.



Augustin Trébuchon et les poilus du dernier jour

Alors que les pourparlers pour l'armistice commencent le 7 novembre 1918, la 163e division d'infanterie reçoit l'ordre de franchir la Meuse « *coûte que coûte* » et d'occuper le village de Vrigne-Meuse. Le 415e régiment d'infanterie, mené par le chef de bataillon Charles de Menditte, est en première ligne.

Les combats de la journée du 10 novembre font de nombreux morts des deux côtés du front. C'est la bataille de Vrigne-Meuse, la dernière du front de l'Ouest. La « *bataille de trop* » pour de nombreux observateurs.

Le 11 novembre, au petit matin, les volontaires qui reviennent de la roulante rapportent la bonne nouvelle : l'armistice a été signé.

L'information est confirmée une heure plus tard par un message du maréchal Foch : « *Les hostilités seront arrêtées sur tout le front à partir du 11 novembre, 11 h. Les troupes alliées ne dépasseront pas la ligne atteinte jusqu'à nouvel ordre au jour et heure.* »

Mais les combats se poursuivent, comme en témoigne Charles de Menditte dans ses carnets : « *À 8 h 30, l'avis est officiel. Pendant ce temps, on continue à tirer sur le front du régiment, et les obus allemands tombent à Dom-le-Mesnil [sur la rive gauche de la Meuse].* » Deux heures plus tard, rien n'a changé : « *10 h 45 : les obus tombent encore. 10 h 57 : la mitrailleuse tire encore.* »



À 11 h, le clairon sonne. Les poilus sortent de leurs tranchées, tout comme les soldats allemands. Dans le camp français, on entonne *La Marseillaise*. « *À la première minute, la bête humaine avait triomphé et le sentiment qui dominait cette foule était la joie intense d'avoir échappé à l'enfer du combat, de vivre !* écrit de Menditte. *Oui, de vivre, car à cet instant, ce mot résumait tout ! Mais quand, après avoir contemplé le ciel, nos yeux se reportèrent sur le terrain que nous avons conquis et gardé, nous vîmes combien nous l'avions payé cher. Les morts crispés dans leurs dernières convulsions*

jonchaient le sol. Mourir le dernier jour de la guerre, c'est mourir deux fois ! »

Quatre-vingt-seize soldats sont tués dans cette seule matinée, dont 68 du 415e. Parmi eux se trouve Augustin Trébuchon, un berger de Lozère de 40 ans, qui fait la guerre depuis le 4 août 1914. Le 11 novembre 1918, il est abattu d'une balle dans la tête alors qu'il porte un message à son capitaine. Mort à 10 h 50, c'est le dernier soldat français tombé au champ d'honneur au cours de la Grande Guerre (le premier mort français est le caporal Jules-André Peugeot, tué le 2 août 1914).

Seulement, pour l'armée, Trébuchon est officiellement mort le 10 novembre, comme tous les soldats tombés au combat lors de la dernière journée de la guerre, qui voient ainsi antidatés leurs actes de décès. Comme si cette offensive inutile était trop difficile à justifier pour l'état-major.

Pour le général à la retraite Alain Fauveau, auteur d'un livre sur les carnets de son grand-père, Charles de Menditte, intitulé *Le Vagabond de la Grande Guerre*, ces soldats, « *morts pour rien* », ne devaient pas gâcher la solennité de la fin de la guerre : « *Il n'était tout simplement pas possible de mourir pour la France le jour de l'armistice, le jour de la victoire.* » Pour le général, c'est « *comme si les autorités militaires avaient choisi d'effacer des mémoires les derniers morts* ».

La croix blanche du parvis de l'église de Vrigne-Meuse, où est enterré Augustin Trébuchon, porte également cette erreur : Mort pour la France, le 10 novembre 1918. Malgré les protestations de nombreux historiens, la date de décès des derniers poilus morts au combat n'est toujours pas rectifiée.



Le courrier pendant la Grande Guerre

Jamais, dans le cours de l'histoire, les Français ne se sont autant écrits que pendant la Grande Guerre ! Le courrier, seul moyen de communication de masse, occupe en effet une place importante dans le quotidien des Français, qu'ils soient au front, dans l'attente des nouvelles réconfortantes de leurs proches qui leur feront oublier un instant les horreurs de la guerre, ou à l'arrière, à espérer recevoir une preuve de vie de leur fils, pères, frères envoyés au combat. Il constitue ainsi un lien vital, indispensable au moral des troupes et des civils.



Dès le 3 août 1914, la franchise postale (la gratuité du timbre) pour la correspondance des soldats est décrétée. Elle entraîne un afflux incroyable de courrier (600 000 lettres et 40 000 colis quotidiens en octobre 1914), que gère le Service de la trésorerie et poste aux armées.

Cette correspondance transite par le bureau central de la Poste militaire, basé à Paris, chargé d'organiser l'acheminement afin de garder secrète la localisation des régiments. Le courrier est ainsi trié selon les secteurs postaux avant d'être envoyé dans des bureaux frontières, situés derrière la zone des armées. De là, il est transporté par des ambulants d'armes et des vaguemestres d'étapes, qui se chargent ensuite de le distribuer dans des bureaux divisionnaires, où il est finalement confié aux vaguemestres, qui assurent la distribution quotidienne dans les compagnies. Si le soldat est mort au combat, blessé ou fait prisonnier avant de recevoir son courrier, le vaguemestre est chargé de le renvoyer, accompagné de la triste mention : « *Le destinataire n'a pu être touché à temps.* »

Les retards sont nombreux, mais chaque soldat profite pleinement du courrier reçu, comme l'écrit Roland Dorgelès dans *Les Croix de bois* en 1919 : « *Maintenant qu'il avait sa lettre dans sa poche, il n'était plus pressé de la lire, il ne voulait pas dépenser toute sa joie d'un seul coup. Il la goûterait à petits mots, lentement, couché dans un trou, et il s'endormirait avec leur douceur dans l'esprit.* »

En avril 1915, ce sont plus de 4,5 millions de lettres et 320 000 colis qui

[illegible]

Tout ce courrier est, dès le début de la guerre, soumis au contrôle de l'armée, qui prend des mesures de « *retard systématique* » pour lire et censurer la correspondance des civils et des soldats. Selon la règle imposée par l'état-major, aucune indication stratégique, aucune information sur les lieux d'opérations et les mouvements des troupes ne doit être communiquée, tout comme les informations sur les conditions de vie des soldats.

Les retards sont de plus en plus longs ; plus de 180 000 lettres sont contrôlées chaque semaine de manière aléatoire. Les passages censurés sont masqués à l'encre noire, grattés ou carrément découpés. On estime à environ 7 milliards le nombre de lettres et de cartes postales envoyées pendant la Grande Guerre, soit une moyenne de 1000 lettres par soldat pour toute la durée du conflit.



Jean des Embuscadins

Dès les débuts de la guerre, c'est le personnage le plus détesté du pays, que ce soit par les soldats, leurs femmes ou les autorités. On croit le voir partout, et il est dénoncé à toute occasion. Lui, c'est le planqué, l'« embusqué » comme on l'appelle alors.

De façon ironique, on lui décerne un diplôme spécial, avec la citation suivante : *« Malgré les horreurs de la guerre, est toujours resté calme, s'imposant constamment des privations pénibles, comme celle de se séparer de ses amis partant pour le front et de parader dans les rues de sa garnison. Est toujours prêt à manifester bruyamment son patriotisme. »*

Pour les poilus des tranchées, l'embusqué, c'est avant tout le soldat positionné à l'arrière-front, dans l'artillerie et l'intendance, comme le cuisinier, le chauffeur, le planton ou le coiffeur des officiers, moins exposé à l'arrière des lignes.

C'est aussi le militaire stationné dans les dépôts de l'arrière en attendant sa montée au front.

Marc Bloch écrit, en juin 1915 : *« On rencontre dans les dépôts une foule de soldats, et même d'officiers, qui se cramponnent désespérément à la vie morne mais sûre qu'offre une petite garnison de l'arrière et sont capables, pour y demeurer plus longtemps, non point sans doute de très mauvaises actions, mais d'une foule de petites lâchetés médiocres. »* Les réformés et les blessés sont largement visés, notamment les simulateurs (voir *Le fléau des automutilations*).

À l'abri à l'arrière, les affectés spéciaux dans les usines, les paysans ayant reçu une permission agricole, les employés de la fonction publique restés à leur poste, jusqu'aux députés et aux ecclésiastiques, tout le monde obtient le statut d'embusqué aux yeux des soldats et de leurs familles. Celui qu'on finit par surnommer « Jean des Embuscadins » est décrit comme un pleutre, un jeune homme le plus souvent efféminé, qui se pavane dans les trains ou hante les terrasses des cafés.



Pour le poilu loin de sa femme, il devient une menace permanente.

Vilipendé depuis les tranchées, il montre en négatif le cruel besoin de reconnaissance des combattants, qui affrontent la mort dans l'anonymat le plus total, comme le constate *Le Filon*, un journal de tranchées, en déclarant : « *Le poilu sent bien qu'il n'est si grand parce qu'il y a des embusqués.* » On critique enfin les « embusqueurs », ceux qui permettent aux embusqués, considérés comme des traîtres à la patrie, de rester hors des combats.

Ainsi, une véritable chasse aux embusqués commence. En août 1915, après d'âpres débats, la loi Dalbiez d'août 1915 tente de calmer l'« *embuscomanie* » tant décriée et de répartir ainsi plus équitablement l'« *impôt du sang* ».

Les cas les plus flagrants sont sanctionnés, notamment dans les dépôts et parmi les réformés. Des postes sont supprimés, et les femmes sont de plus en plus massivement appelées pour remplacer les hommes dans les champs et les usines.

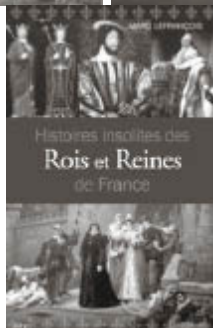
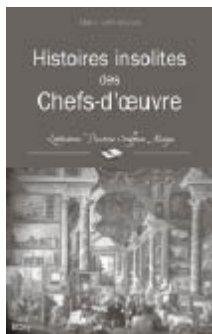
Environ 350 000 embusqués sont renvoyés dans l'armée, mais les poilus considèrent ce chiffre comme insuffisant.

Pétitions et manifestations s'accumulent, et la Ligue nationale contre les embusqués est créée en décembre 1915 pour fédérer le mécontentement de la population. Clemenceau lui-même tient une rubrique en une de *L'Homme enchaîné* intitulée « Carnet des embusqués ».

En 1916, un rapport des services du renseignement français constate que « *la haine de tous ceux que les combattants englobent sous la désignation d'"embusqués" est au moins aussi répandue que celle des Allemands* ».

Les lourds combats de 1916 et 1917 et la promulgation de la loi Mourrier de 1917, qui multiplie les contrôles, mettent un frein à cette paranoïa de l'embusqué de l'intérieur. Le planqué se trouve désormais caché dans les troupes alliées, avec lesquelles les poilus combattent jusqu'à la fin du conflit.





Histoires Insolites des chefs-d'œuvre

Marc Lefrançois

Les facettes méconnues d'œuvres et d'artistes emblématiques.

ISBN : 978-2-8246-0365-0

Histoires Insolites de la Police française

Julien Laurent

Petites histoires et anecdotes de la police française.

ISBN : 978-2-8246-0351-3

Histoires insolites des rois et des reines de France

Marc Lefrançois

Les petites histoires insolites de celles et ceux qui ont fait la France.

ISBN : 978-2-8246-0335-3

Histoires insolites du château de Versailles

Charles d' Astres

Les petites histoires de Versailles et de ses illustres locataires.

ISBN : 978-2-3528-8850-5

Histoires insolites des écrivains et de la littérature

Marc Lefrançois

Faits étonnants, anecdotes et petites curiosités :
les dessous méconnus des écrivains.

ISBN : 978-2-8246-0275-2

Histoires insolites des morts célèbres et absurdes

Henri Pigaillem

Faits insolites, anecdotes et petites curiosités
sur les morts célèbres et les morts absurdes.

ISBN : 978-2-8246-0218-9

Histoires insolites du 36 Quai des Orfèvres

Julien Laurent

Les facettes méconnues d'un lieu mythique.

ISBN : 978-2-8246-0230-1

Histoires insolites de l'Histoire de l'Art

Charles d'Astres

Faits étonnants, anecdotes et petites curiosités :
les dessous de l'histoire de l'art.

ISBN : 978-2-8246-0201-1

Histoires insolites du Louvre

Henri Pigaillem

Petites et grandes histoires du Louvre et de ses œuvres.

ISBN : 978-2-35288-870-3

www.city-editions.com

[1] Un rapprochement historique : des soldats britanniques et allemands photographiés ensemble.

[2] *Les poilus ont la parole. Dans les tranchées : lettres du front, 1917-1918.*

[3] Ibid.

[4] *Au soir d'un monde. Lettres de guerre (16 avril 1915-27 avril 1918.*

[5] *Revenir de 14-18. Expériences intimes et transformations institutionnelles.*

[6] *Aux Épargues.*

[7] *Les poilus ont la parole : dans les tranchées, lettres du front, 1917-1918.*

[8] *Ma Grande Guerre, récits et dessins.*

[9] Dauzat, Albert, Argot de la guerre.

[10] Ibid.

[11] Site de l'Office du tourisme de Verdun.

[12] Déchelette, François, *L'Argot des poilus. Dictionnaire humoristique et philologique.*

[13] Rapport de juillet 1915, ASSA, carton A 67, « Neurologie et neuropsychiatrie, rapports des 14e et 15e régions ».

[14] Darmon, Pierre, « Des suppliciés oubliés de la Grande Guerre : les pithiatiques », *Histoire, économie et société*, vol. 20, no 1.

[15] *Le Parisien*, 31 mai 2013.

[16]*L'Est républicain*, 30 mai 2013.

[17]*Aujourd'hui la Chine*, 10 novembre 2011.

[18]*Le Tour de France 1914 : de la fleur au guidon à la baïonnette au canon*.